

Libéralisme et terrorisme

Modernisation de la Russie des tsars

Avant-propos

Dans cette étude que j'ai intitulé Manuel, je n'entreprends pas une critique du régime tsariste par l'histoire des idées et des événements qui présuppose son effondrement dans la révolution. J'adopte, au contraire, le point de vue de ses dirigeants, les tsars qui s'engagent à moderniser un pays dont les deux fondements sont l'autocratie et le servage. Cette perspective révèle à la fois la richesse d'un patrimoine libéral, sacrifié dans une mission impossible, et la redoutable puissance d'un populisme qui, faute d'un soulèvement des paysans, recourt au terrorisme. Son ampleur démesurée met fin, à la fois, à l'autocratie et à l'émancipation du paysan. Il engendre le terrorisme d'État.

Introduction

Lumières et libéralisme

Les Lumières expriment le tournant opéré aux XVII et XVIII s. dans l'esprit scientifique à l'égard du savoir hérité de l'antiquité et des croyances médiévales. Il conduit à l'ouverture sur le monde, aux échanges entre savants, aux découvertes scientifiques qui bouleversent autant la technologie et l'économie que les mœurs et les religions. Cette entrée dans la modernité se déroule dans une confrontation intense avec les conservateurs attachés à leurs préjugés. La liberté d'opinion, d'expression, d'expérimentation anime les esprits *éclairés* par les Lumières.

On qualifie d'éclairé un philanthrope, un réformateur, un physiocrate. Le terme *libéral*, dans son interprétation politique, idéologique, voire philosophique, relève d'un usage relativement récent, en France. Il apparaît dans la contestation du despotisme, sous le consulat et l'empire, par des esprits indépendants comme Germaine de Staël ou Benjamin Constant. Il prend tout son sens après 1815, lorsqu'un « parti libéral » affronte les tentatives de restauration de l'Ancien Régime et se réclame d'un système représentatif. Sans être nommément désigné, le libéralisme est pourtant le produit d'une longue suite de conflits qui ont fait l'histoire de l'Occident. Ses principes fondamentaux ont été consacrés dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en 1789.

C'est en réaction contre l'arbitraire d'un pouvoir absolu que Locke invoquait le droit naturel de chacun de disposer librement de sa personne et de ses biens, et prônait un gouvernement civil capable à la fois, de le faire respecter par chacun et d'en assurer la sécurité pour tous, grâce à un pouvoir législatif représentant le peuple. La crainte de voir un tel régime, qu'il soit républicain ou monarchique, sombrer dans le despotisme, incite Montesquieu à s'inspirer du régime britannique pour

recommander une stricte séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. C'est à la fois dans la diffusion des Lumières, dans la flambée révolutionnaire que le libéralisme politique, fondé sur ces principes, œuvre au développement d'un État de droit, d'une société civile, à l'avènement de régimes représentatifs, en Amérique et en Europe occidentale.

Mais l'absolutisme n'a pas dit son dernier mot. Un monarque absolu, légitimé par le droit divin, ne peut rester indifférent à la montée en puissance des forces du progrès et des sciences de son siècle, sans mettre en péril sa souveraineté. « Despote éclairé », légitimé par la raison d'État, Pierre le Grand, le « premier serviteur de son pays », entreprend de le moderniser, de rénover son administration, son armée, de favoriser son économie, sans remettre en cause les deux fondements de son régime, l'*autocratie* qu'il renforce par ses réformes et le *servage* qui concerne plus des trois quarts de sa population, des serfs ruraux et domestiques, traités comme des « mineurs », placés sous la tutelle de leur maître et privés du droit de se marier, d'agir en justice, de témoigner, de s'endetter, d'acquérir une propriété, de se déplacer, d'entrer au service de l'État, de commercer, de créer une entreprise, bref, de tous les droits de l'homme libre.

Dans un contexte, certes, moins radical, en ce siècle des Lumières, la modernisation concerne des autocrates européens, tels Frédéric II de Prusse, Marie-Thérèse et Joseph II d'Autriche ou Philippe Ier de Parme, Ferdinand Ier des Deux-Siciles. En dépit de confrontations politiques et sociales, elle conduit à des solutions libérales, notamment dans l'émancipation des paysans. En Russie, elle aboutit au terrorisme qui détruit un régime et annihile tout espoir de libéralisme.

Avant de postuler une identité russe, avant de déceler la responsabilité des tsars, il convient de s'arrêter sur les étapes d'une mission impossible. La modernisation en Russie s'est heurtée au populisme, un adversaire autrement plus redoutable qu'en Occident.

On peut distinguer une phase offensive qui n'ébranle pas les assises du régime, mais dont les effets sont discutables et une phase défensive, lorsque, mis en péril, il renonce à toute réforme. Les ouvertures libérales restent des initiatives sans lendemain devant le rejet populiste de la modernisation.

A. Politique offensive de la monarchie absolue

1. Despotisme éclairé et modernisation

Moderniser à tout prix

L'histoire du libéralisme en Russie débute par son absence dans la politique autoritaire, volontariste de **Pierre le Grand** (1694-1725) résolu à moderniser une puissance archaïque qu'il traite lui-même de « barbarie asiatique ». Aux États européens, dont il admire la puissance et la prospérité, il veut emprunter le savoir et la technologie, sans recourir à l'instauration de leurs institutions libérales, source de leur réussite. Un souffle de liberté anime néanmoins la fantastique odyssée de ce géant, sa soif inaltérable de savoir, son inébranlable volonté d'ouverture sur le monde. Le même esprit d'innovation inspire ses conseillers, ses fidèles compagnons, le Suisse François Lefort, l'Écossais Patrick Gordon, les Russes Menchikov, Golovnine. Fruit d'un patient apprentissage auprès des Danois, des Hollandais, des Anglais, le rêve devient réalité. On désenclave un continent, on assure l'accès à des ports libres de glaces, on écarte un redoutable obstacle, la Suède, on s'empare de ses terres et on relève un incroyable défi, on bâtit une forteresse et un port sur des espaces marécageux, à l'embouchure de la Neva, la clé au vaste réseau fluvial de la Russie. En la dotant d'une puissance navale européenne, en édifiant Saint-Pétersbourg avec ses canaux et ses palais, bâtis sur pilotis à la manière hollandaise, on engloutit sans compter les ressources matérielles et humaines du pays.

Le peuple, 80 % de serfs, ne vit pas en dehors de cette modernisation, mais nullement en vue de son affranchissement, car il constitue une incalculable force de travail dont le pouvoir dispose à volonté. Selon les statistiques, 3000 serfs ont été enrôlés de force en 1706 et 40 000 en 1707 pour bâtir la gloire du nouveau régime.

150 000 auraient succombé dans les marécages. De cette épopée mortifère, Saint-Pétersbourg aura gardé la marque d'une conjugaison démoniaque entre liberté des uns et servitude des autres.

Lumières et despotisme éclairé

La modernisation de la Russie par Pierre Ier et ses successeurs ne peut être réduite à un caprice d'autocrate ; elle s'inscrit dans l'esprit de son siècle, le siècle des Lumières. Sous l'égide d'une doctrine politique qualifiée de « despotisme éclairé ». Elle est reconnue et pratiquée en Europe par des États autocratiques, comme l'Autriche, la Prusse, favorables aux Lumières éducatives (*Prosvechtchenie, Aufklärung, Enlightenment*), mais jaloux de leurs prérogatives et défiants envers leurs effets collatéraux, les Lumières philosophiques, liberté d'opinion, esprit de tolérance, droits de l'homme, autrement dit, le libéralisme.

Pierre le Grand modernise son État par le sommet, il remplace la Douma des boyards par un Sénat, la justice des voïvodes par des gouverneurs de province, des tribunaux, l'impôt cadastral par la capitation ; dans La Table des rangs, il répartit en 14 classes les fonctionnaires civils et militaires, et divise le territoire en provinces, districts, bailliages. Ce système pyramidal, d'apparence européenne, assure la verticale du pouvoir. En 1721, une fois la Grande guerre du Nord achevée, Pierre accomplit la réforme de l'Église orthodoxe. En 1700 à la mort du patriarche Adrien, personne ne lui a succédé, le patriarcat reste vacant jusqu'à ce que le tsar le remplace par le Saint-Synode dont les membres prêtent serment au tsar.

Les réformes pétroviennes instaurent une nouvelle classe dirigeante, une noblesse au service de l'État, elles lui assignent une apparence européenne, l'incitent à s'instruire, l'autorisent à voyager à l'étranger.

Les réformes ne touchent pas au servage, elles laissent les paysans à leur sort, vivre en communauté agraire, cultiver des terres qui appartiennent, soit à l'État, soit à d'anciennes seigneuries ou à la nouvelle noblesse, gratifiée par ce bien pour son rôle au service de l'État.

Dans leur communauté agraire, l'*obchtchina*, les serfs détiennent une possession collective des terres qu'ils cultivent et gèrent son partage entre les familles qui la composent. Dans un souci d'égalité, ce partage, le *peredel*, est renouvelé périodiquement pour tenir compte, à la fois, de la taille de chaque famille (au sens large, patriarcal) et de la qualité du sol attribué. Un conseil, une *vétché*, ratifie aux 2/3 des voix, en principe sans l'intervention du maître. Comme au partage, le cultivateur ne conserve jamais les lots qu'il a exploités, il n'a aucune raison de les fructifier ; en revanche, il a intérêt à augmenter la taille de sa famille ! Le rendement de cette agriculture est faible, malgré la richesse des sols.

Lumières et société civile

Catherine II (1762-1796) née Sophie-Frédérique-Augusta d'Anhalt-Zerbst en 1729 à Stettin (Prusse). En 1744, avec sa mère, elle se rend en Russie, en vue d'un éventuel mariage avec le futur empereur Pierre III. Sa tante, l'impératrice **Élisabeth Petrovna** (1709-1762) est favorable à ce mariage. Convertie à l'orthodoxie, dotée d'un nouveau prénom, Catherine, grande-duchesse impériale, elle l'épouse le 21 août : 1 sept 1745. Surveillée par un époux qui n'apprécie pas ses lectures libertaires, Voltaire, Montesquieu, elle n'a toujours pas d'enfant après huit ans de mariage. L'impératrice Élisabeth lui suggère de prendre un amant. Son fils Paul naît en 1754 d'un père problématique.

Le décès d'Élisabeth 1^{re} en janvier 1762 rend fragile le sort de Catherine, désormais aux mains d'un époux vindicatif. Le coup d'État du 28 juin/9 juillet 1762

opéré par Grigori Orlov, ses frères, les officiers de la garde impériale, puis l'assassinat dans sa cellule de l'héritier au trône, mettent fin aux incertitudes. Catherine accède sans peine au trône, après 18 ans de réclusion passés à l'ombre du pouvoir.

Une Allemande sans une goutte du sang des Romanov, une usurpatrice ? Sa seule légitimité, c'est d'être l'héritière de Pierre le Grand, de sa mission, moderniser la Russie. À l'extérieur, elle réussit là, où il avait échoué, la revanche sur l'Empire ottoman, l'ouverture sur la mer Noire, la conquête de la Crimée, mais aussi un cadeau empoisonné, un morceau de la Pologne, partagée entre trois despotes éclairés, la Prusse, l'Autriche et la Russie.

À l'intérieur, Catherine II expose en 1767, dans une « Instruction », ses projets politiques inspirés par Montesquieu et Beccaria, à une commission des Lois, une assemblée élue de 564 députés, dont les serfs sont exclus. Ils se séparent après un an de vaines délibérations, sans mettre à jour son projet, un Code des lois. Ouverte aux Lumières philosophiques, Catherine II invite des penseurs éclairés, comme des architectes, pour édifier Pétersbourg, des artistes pour l'embellir. Elle convie le Suisse La Harpe, le futur « jacobin vaudois » à l'éducation de ses descendants, Alexandre et Constantin, elle invite le libéral Lemercier de la Rivière, sans approuver ses principes physiocratiques, elle s'attache auprès d'elle Diderot pour des conversations quotidiennes 1773-177, elle approuve son activité et celle de d'Alembert dans la publication de l'Encyclopédie, elle tolère la franc-maçonnerie, entretient une longue correspondance avec Voltaire, qui se garde bien d'aller lui rendre visite, mais célèbre l'esprit éclairé de l'impératrice de Russie qui contraste avec l'aveuglement du souverain en France.

Ces évasions libertaires n'ébranlent en rien les fondements du régime. Ni son autocratie, ni son servage. Les Lumières éducatives développent chez Catherine II la conviction que l'éducation est la voie la plus sûre pour moderniser la Russie. Elle favorise la mise en place d'écoles publiques dans les grandes villes et l'ouverture de

cours privés. En 1775, à son initiative, est créé l'Institut Smolny, à l'exemple de Madame de Maintenon, la première école pour jeunes filles nobles. Durant son règne les effectifs en élèves et enseignants auront doublé, mais resteront dérisoires, car ils ne concerneront qu'une bien faible partie de la population. Et néanmoins, cette promotion d'une élite européanisée aggrave le servage par son coût, provoque des soulèvements paysans. Celui que mène un cosaque, **Emilien Pougatchev** (1742-1775), restera la *Pougatchevchtchina*, par son ampleur, gravée dans les mémoires. À la noblesse, seule à avoir soutenu le régime, Catherine octroie en 1785, une Charte qui l'associe à l'administration et la justice territoriale, l'émancipe du service civil ou militaire, l'exempte d'impôts, lui accorde le droit exclusif de propriété sur la terre et sur le serf. L'octroi de ces privilèges constitue en fait l'affranchissement d'une classe au service de l'État, l'abrogation d'une servitude qui serait la première étape libérale dans l'avènement d'une société civile. Le servage n'est pas remis en cause, son affranchissement est repoussé dans un avenir lointain, mais l'amélioration de la vie des paysans n'est plus un sujet tabou ; on en discute dans des travaux académiques, encouragés par Catherine II. Néanmoins, lorsque **Alexandre Radichtchev** (1749-1802) publie en 1790 son *Voyage de Pétersbourg à Moscou* où il décrit les déplorables conditions de vie des serfs, son livre est brûlé et Catherine II le condamne pour son caractère « révolutionnaire » à la peine de mort commuée en déportation en Sibérie. La tournure que prend la révolution en France, l'instauration du régime de la Terreur, la détourne de tout libéralisme.

Terreur et terrorisme

Lassé par les émeutes sanglantes, les massacres, Danton déclare : « Soyons terribles pour éviter au peuple de l'être ». La Révolution française entre dans l'ère de la Terreur le 12 août 1793, à la Convention, lorsque Danton rend hommage aux députés des assemblées primaires, à leur initiative d'exercer la terreur contre les ennemis de l'intérieur, et lorsque Robespierre renchérit : « Que ces grands exemples

anéantissent les séditions par la terreur qu'ils inspireront à tous les ennemis de la patrie ! » Le 5 septembre, Barère de Veuzac demande à la Convention de « placer la Terreur à l'ordre du jour » pour faire disparaître en un instant toute la tourbe contre-révolutionnaire. La Convention se dérobe, mais la loi des Suspects est adoptée le 17 septembre 1793. Le recours à la Constitution de 1793 est suspendu, le pouvoir se concentre autour du Comité de salut public, la justice sans débat et sans recours devient expéditive. La Terreur est désormais un mode de gouvernement. Ses responsables seront traités de *terroristes* par les Thermidoriens après le 27 juillet 1794 (9 Thermidor) et leur politique de Grande Terreur.

À l'ère du despotisme éclairé, la Russie ignore encore le recours au « terrorisme d'État ». Selon Madame de Staël « La Russie est un despotisme tempéré par la strangulation ». Cruelle vérité ! Frustré par l'autorité de sa mère, auteur de mesures impopulaires durant son bref règne (1796-1801), Paul Ier, victime d'une camarilla à la Cour, connaît le même sort que son père Pierre III, en 1762.

2. Autocratie et *glasnost*

Moderniser sans réformer

Alexandre Ier (1777-1825) ni responsable, ni complice des conspirateurs, s'affranchit vite de leur autorité et concentre son pouvoir dans un Comité secret, qu'il intitule, avec ses fidèles, dont **Pavel Stroganov** (1772-1817) et **Adam Czartoryski** (1770-1861), « Comité de Salut public ». Il souhaite le retour à la politique éclairée de la Grande Catherine.

1801, il crée huit ministères sur le modèle occidental, mais sans conseil des ministres, ni Premier ministre ; chaque ministre rapporte directement au tsar.

1803, il autorise, par un oukase, les propriétaires à émanciper leurs serfs avec leur terre, contre le rachat d'une « dette ». Durant son règne, à peine 37 000 serfs profiteront de cette mesure éclairée. Le contre-exemple est offert par les pays baltes. Dans ces provinces occidentales, les lois de 1804 et de 1809 garantissent aux paysans : des Estes et des Lettons, la possession permanente et héréditaire des terres qu'ils exploitent. Mécontents, les propriétaires, des « barons baltes », obtiennent leur abrogation en 1816-1819, et procèdent simultanément à l'abolition du servage. Une fois libéré sans terre, le paysan peut retourner la cultiver, soit par affermage, soit en tant qu'ouvrier agricole. Le caractère pragmatique cynique d'une telle « émancipation » n'écarte pas la menace sociale qu'elle engendre, la libération des paysans sans terre entraîne leur « prolétarianisation ». C'est le mal dont souffre l'Occident ravagé par l'agitation révolutionnaire.

1804, Alexandre parachève l'œuvre de son aïeule en créant un ministère d'Instruction publique (littéralement, des Lumières, *Prosvechtchenie*) et dote les universités de Saint-Petersbourg, Moscou, Derpt, Kazan, Kharkov, d'autonomie et de

franchises. Il place la censure des revues et des ouvrages sous la responsabilité de professeurs d'université.

Speranski et glasnost

Toutes ces mesures restent conformes à l'esprit des Lumières éducatives, mais le point de vue va changer radicalement avec l'avènement de **Mikhaïl Speranski** (1772-1839), né Mikhaïl Tretiakov, fils d'un pauvre prêtre de village, il fait ses études au séminaire de Vladimir. Il adopte comme patronyme Speranski à partir du latin *sperans*. À Saint-Petersbourg au grand séminaire, il enseigne les mathématiques et la physique. Ses qualités exceptionnelles attirent l'attention dans la capitale. Il devient le secrétaire particulier du prince Kourakine. Alexandre Ier en fait son conseiller au congrès d'Erfurt en 1808.

Ses compétences juridiques justifient sa promotion au sommet de l'État. Speranski est un constitutionnaliste, attaché aux Lumières philosophiques, à l'idée d'une société civile pourvue de droits civiques et politiques. Dans le projet qu'il élabore en 1808-1809 à la demande d'Alexandre, il place en premier lieu la séparation des pouvoirs et recourt sagement aux institutions déjà existantes ; le pouvoir exécutif est dévolu au conseil des ministres, mais dans la plénitude de ses fonctions, le pouvoir législatif, au Conseil d'État, que Speranski instaure en 1810, à partir d'un Conseil de la Cour sans compétences définies, créé par Catherine II. Ce Conseil d'État, à caractère consultatif, va jouer un rôle essentiel au cours du XIX^e siècle, dans l'examen des questions législatives, administratives, fiscales, nationales et internationales, en tant qu'arène politique où s'affronteront bureaucrates libéraux et conservateurs. Le pouvoir juridique est réservé au Sénat, créé par Pierre le Grand, désormais Cour de cassation, Cour suprême. La *verticale* du pouvoir est assurée puisque, conformément au principe autocratique, le dernier mot revient toujours au tsar.

La nouveauté « révolutionnaire » du projet de Speranski réside dans l'introduction d'une *horizontale* dont le caractère libéral va aussitôt soulever l'inquiétude des conservateurs. Speranski veut introduire la *glasnost*, un terme formé à partir du vieux russe *glas*, la voix, autrement dit, la voix électorale et par conséquent la *glasnost*, c'est l'éligibilité à des fonctions qui relèvent jusqu'alors d'une nomination officielle. *Glasny* renvoie au substantif — l'élu, le député. *Glasnost*, c'est aussi la parole, la publicité de la parole, lors d'un débat, d'une procédure judiciaire entre deux parties présentes. D'où l'opposition entre *ne glasny* — secret, fermé et *glasny* - public, ouvert.

Selon le projet de Speranski, un corps électoral représentant toutes les couches de la population, serait ouvert même à des délégués de serfs. Il élirait par un scrutin indirect des *glasnyie*, des députés dans les diverses instances administratives, jusqu'à une Douma d'État ! Instance législative suprême, dépourvue de l'initiative de déposer des projets de loi, elle déciderait de leur validité avant la ratification impériale et bénéficierait d'un réel droit de remontrance contre l'activité préjudiciable d'un ministre.

Le tsar s'enthousiasme : « La Loi gouvernera le pays ! » L'autorité de la Loi et le respect de la Justice assurés, grâce à la *glasnost* et à la séparation des pouvoirs, sans remettre en cause l'existence du servage et la souveraineté du tsar ? La situation internationale, favorable aux « rêveries libérales » après l'entrevue de Tilsit entre le tsar et Napoléon, se détériore à la veille de 1812. Comment envisager des réformes aussi radicales sans avoir, au préalable, levé les incertitudes, limité l'autocratie par la Loi, aboli le servage ? Les paysans d'État représentent 45 % de la paysannerie, les serfs appartenant à des particuliers, 55 %. Speranski envisage d'y remédier plus tard.

La réfutation la plus pertinente vient de **Nikolaï Karamzine** (1766-1826), un esprit éclairé, favorable aux Lumières, mais sous l'égide d'un pouvoir fort. Le futur auteur d'une célèbre *Histoire de l'État russe*, rédige en 1811 une épître sur

l'Ancienne et la Nouvelle Russie, à l'intention du tsar. Ses arguments seront décisifs : limiter par la Loi, c'est-à-dire une constitution, le pouvoir autocratique légué par ses ancêtres, reviendrait à le céder à l'aristocratie, à condamner la Russie au triste sort d'une Pologne privée d'État. Quant à abolir le servage, c'est priver le tsar du concours indispensable de la noblesse dans l'administration de son peuple, c'est le charger, tel Atlas, d'un fardeau insupportable. Disgracié, Speranski est exilé, mais sa carrière est loin d'être brisée, elle se poursuivra, car ses compétences juridiques sont précieuses et sa loyauté au pouvoir est assuré. En Occident on lui reprochera son manque de fermeté dans la défense de ses idées.

Araktcheïevchtchina et les Décembristes

La Russie a résisté aux épreuves de l'invasion napoléonienne, dans une guerre patriotique qui n'a pas ébranlé ses fondements, l'autocratie et le servage. Accueilli par les acclamations des Parisiens, Alexandre fait célébrer Pâques orthodoxes, place de la Concorde, à l'intention des troupes russes, en présence d'une vaste assistance, et contemple d'anciens conventionnels et des dignitaires de l'empire venir baiser la croix sur le lieu où fut exécuté, vingt et un ans auparavant, le roi de France. À l'issue de cette cérémonie de purification, Alexandre, soucieux du sort de la France, consent au retour des Bourbons, mais veille à ce que Louis XVIII octroie à son peuple une charte constitutionnelle. La presse française se dépense en louanges. « Despote nomade », selon Pouchkine, il parcourt l'Europe, avec une « politique de congrès », fonde avec l'Autriche et la Prusse la Sainte Alliance, au nom de l'ordre et de la paix retrouvée. Il octroie une constitution à une Pologne privée d'État, mais en prive la Russie. Durant ses longues absences, il en confie la gouvernance à son ami fidèle, **Alexis Araktcheïev** (1769-1834), son « chien de garde », selon ses ennemis. Apprécié dans sa résidence à Gatchina par Paul Ier, pour la discipline de fer avec laquelle il fait parader ses troupes, sur le modèle prussien, il réalise une rapide ascension dans l'artillerie. Inspecteur, puis chef de l'armée impériale. Baron, puis

comte, il connaît des aléas dans sa carrière pour des méfaits commis par ses officiers. Alexandre Ier le nomme ministre de la Guerre et inspecteur général des forces armées. Il les réorganise et assure judicieusement leur approvisionnement durant les campagnes contre Napoléon. Dévoué entièrement au tsar, en 1816, il accepte, malgré ses réticences, à organiser, à sa demande, des colonies militaires agricoles, destinées à concilier l'entretien d'une armée, trop coûteuse et trop nombreuse, et le servage. Ce projet est inspiré par les réformes opérées dans l'armée prussienne après ses désastreux échecs devant Napoléon, par le général **von Scharnhorst** (1755-1813), mû par le respect du soldat et la liberté d'un peuple en armes, sur l'exemple de la Révolution française, il instaure en Prusse un service militaire obligatoire et encadre la population dans la Landwehr, à la fois milice de supplétifs et corps de réserve entraîné périodiquement. Alexandre Ier attend-il de l'application en Russie de cette institution civique et patriotique, le retour aux champs du soldat et l'initiation aux exercices militaires du serf, lié par ailleurs à ses activités rurales ? Toujours est-il que le projet philanthropique d'un despote éclairé vire au cauchemar lorsqu'un ministre zélé l'applique avec la rigueur et la cruauté dont il est capable.

L'araktcheïvchtchina, un despotisme bureaucratique policier, se manifeste dans tous les domaines gérés par l'intéressé et provoque la montée d'une opposition libérale au sein de la société éclairée.

Des associations secrètes, comme « L'Union du Salut » (1816-1818), puis « L'Union de Prospérité » (1818-1821) élaborent des réseaux dans les rouages de l'État, à l'intention du peuple, mais sans la participation du peuple, par crainte d'une *pougatchevchtchina*. Les modérés sont écartés par des radicaux. En 1821 est créée la « Société du Sud », dirigée par le colonel Pestel, et en 1822, la « Société du Nord » inspirée par Nikita Mouraviev. L'une prône un pouvoir révolutionnaire dictatorial abolissant le servage et proclamant une république « une et indivisible », l'autre, l'élection d'une Assemblée constituante, instaurant une monarchie constitutionnelle et un système fédéral.

Pavel Pestel (1793-1825), descendant d'une famille d'origine allemande, sorti du Corps des Pages, il se distingue à Borodino, Dresde, Kulm, Leipzig, colonel en 1822, commandant du régiment de Viatka, subordonné à Kisselev, il poursuit une brillante carrière dans la 2^e armée, effectue des missions durant le conflit des Grecs avec l'Empire ottoman. Il adhère à la franc-maçonnerie, puis à la conspiration. Il laisse un ouvrage inachevé *Russkaïa Pravda*, où il décrit la Russie, une fois la révolution accomplie.

Une république une et indivisible, dotée d'un pouvoir législatif attribué à une chambre unique, une *Vétché* populaire de 500 députés ; le terme *vétché*, attaché à un passé pré-étatique, peut s'appliquer aussi bien à une forme de démocratie tribale, qu'à une assemblée de chefs de famille ou un conseil de notables. Cette ambiguïté accorde le vrai pouvoir au pouvoir exécutif, une Douma de 5 membres dont chacun sera relevé à tour de rôle chaque année. Une Assemblée suprême de 120 personnes, élues parmi les citoyens les plus respectables, assurera le pouvoir judiciaire. Le problème agraire est résolu par l'abolition du servage, puis par la séparation des terres arables en deux parties, l'une est destinée à protéger le paysan de la misère dans le cadre de la communauté rurale ; l'autre, celle qui appartient aux propriétaires terriens, sera louée à des fermiers-capitalistes qui pourront développer leur exploitation avec une main-d'œuvre salariée. Libérales ces lois qui garantissent les droits de l'homme, mais utopiques, car inapplicables en dehors d'une dictature militaire qui exclut les paysans de toute participation économique ou politique. D'où la célèbre formule de Pestel : « Le pire serait de donner la terre aux paysans. Il est question de capital et d'instruction, or les paysans ne possèdent ni l'un ni l'autre ». Son objectif premier est l'abolition de la monarchie absolue et l'extermination de la dynastie des Romanov. Le problème agraire se réduit à protéger et à développer la propriété privée, et à parquer les paysans dans des réserves gérées selon des coutumes communautaires.

Nikita Mouraviev (1795-1843) appartient à une famille de hauts notables. Il s'illustre durant les campagnes contre Napoléon, à Paris, où il fréquente Benjamin

Constant, l'abbé Grégoire, Sieyès. À son retour, il participe activement à la création de sociétés secrètes et entretient des relations étroites avec Pestel. Dans son projet de *Constitution*, il envisage une monarchie constitutionnelle, une fédération de 13 États et de 2 régions (dont Moscou) ayant chacune accès à la mer ou à un grand fleuve navigable. Le pouvoir législatif revient à une *Vétché* populaire comportant une Chambre haute élue au suffrage indirect et une chambre basse élue au suffrage direct, avec un cens électoral très relatif : le plus élevé permet de participer à toutes les élections, depuis le district local jusqu'à la *Vétché* ; le paysan dépourvu de capital ne vote qu'au district local. Le pouvoir exécutif revient à un monarque doté de pouvoirs régaliens limités par la constitution. Chaque État est administré selon le même mode. Les paysans sont libérés sans terre, en possession seulement de leur habitat, alors que les propriétaires terriens conservent l'intégralité de leurs droits de propriété. Disparité flagrante ? La constitution de Mouraviev proclame néanmoins l'égalité de tous les citoyens devant la loi, la liberté d'expression, de confession, de réunion, bref tous les attributs de la glasnost. Sa « modération » est dictée non seulement par son hostilité envers toute action violente aux conséquences imprévisibles, mais par l'espoir d'une négociation politique avec le pouvoir en place.

Pestel incite à la fusion des deux sociétés et au passage à l'action. Il envisage même l'assassinat du tsar en juillet 1825, lors de la revue de la 2^e armée dans le Sud. Alexandre meurt subitement le 19 novembre à Taganrog, loin de la capitale. Son décès sans descendance provoque une confusion politique, causée par le culte maladif du secret, *neglasnost*, qui a dissimulé l'acte d'abdication de son frère **Constantin** (1779-1831), son successeur naturel et légitime. On commence à prêter serment à Constantin, jusqu'à ce que, mettant fin à ses hésitations, son frère cadet **Nicolas** (1796-1855) accepte la couronne le 12 décembre et signe le Manifeste d'avènement le 13 décembre, la prestation du serment à Nicolas I^{er} est prévue pour le lendemain. Le même jour, Pestel, objet de plusieurs dénonciations, est arrêté à Toultschine, pendant qu'à Saint-Pétersbourg les conjurés les plus résolus, réunis chez le poète **Kondrati Ryleïev** (1784-1826), décident d'entraver cette cérémonie. Le prince

Sergueï Troubetskoï (1790-1860) désigné chef de l'insurrection propose d'ameuter les soldats au nom du Grand-duc Constantin, de forcer le Sénat à convoquer une assemblée constituante et d'emprisonner la famille impériale.

Dès l'aube du 14, Nicolas Ier fait prêter serment au Sénat et au Conseil d'État, bien avant l'intervention des conjurés. Le premier régiment insurgé (celui de la Garde impériale de Moscou) n'arrive que dans la matinée, sur la place du Sénat sous le commandement d'Alexandre Bestoujev, de son frère Mikhaïl. Trop tard ! Le Sénat est vide. Le régiment se forme en carré près du monument de Falconet, le Cavalier de bronze, Pierre le Grand.

Vers 13 heures : le régiment des grenadiers de la Garde Impériale et l'équipage de la Garde marine impériale se joignent à eux. On compte en tout trois mille soldats mutinés sous le commandement de trente officiers.

Le gouverneur de Saint-Pétersbourg, Miloradovitch, un héros national, intervient pour apaiser les révoltés. Il est mortellement blessé par Piotr Kakhovski. La tentative du métropolitite échoue également. Les esprits sont troublés par la défection du prince Troubetskoï qui, paraît-il, se contente de contempler les événements de sa fenêtre. En fin de journée, les insurgés choisissent un nouveau chef, le prince Obolenski.

Nicolas Ier, de guerre lasse, ordonne à ses artilleurs de tirer à mitraille. Les insurgés refluent vers la Neva et sont dispersés.

Improvisé par les plus jeunes des opposants, ce pronunciamiento raté va étouffer durant trois décennies toute initiative libérale. Figures légendaires d'une épopée révolutionnaire, les « décembristes » laisseront à la postérité un manifeste largement inspiré par Nikita Mouraviev.

En cas de victoire, un gouvernement provisoire aurait décrété :

- L'abolition du servage et l'égalité des citoyens devant la Loi.
- La liberté de la presse, d'opinion, de croyance, la *glasnost*.
- L'introduction d'une justice publique (*glasny soud*) avec des jurés élus
- Un service militaire obligatoire au lieu du système de recrutement en vigueur.
- Le remplacement des fonctionnaires nommés par l'État par des élus (*glasnye*).
- La convocation imminente d'une Assemblée constituante pour décider de l'avenir du pays.

Ce manifeste adressé au peuple résonne aussi comme une liste de revendications à l'intention du pouvoir en place. Faute de victoire politique, le libéralisme russe se dote d'un programme, dont l'enjeu est l'avènement d'un État de droit, la *glasnost*, son arme dans la confrontation avec l'autocratie.

3. Autocratie et *zakonnost* (légalité)

Le procès des décembristes se déroule conformément à une procédure ordonnée juridiquement avec la compétence de l'ineestimable Speranski, celui-là même que les conjurés envisageaient de recruter dans leur gouvernement provisoire, les peines sont prononcées : 5 sont condamnés à la pendaison, Ryleïev, Sergueï Mouraviev-Apostol, Bestoujev-Riomumine, Kakhovski et Pestel ; cette dernière demande en vain le privilège d'être fusillé. 121 sont condamnés au bagne ou à la déportation en Sibérie. La défaillance du prince Troubetskoï est réhabilitée par l'héroïsme de sa femme, venue, comme d'autres épouses de décembristes, le rejoindre dans son exil glacial. Nikita Mouraviev, pris par des obligations familiales en dehors de la capitale, ne participe pas aux événements, mais il est dénoncé, jugé, condamné à des travaux forcés, une peine commuée peu à peu en exil.

Nicolas Ier tire les leçons de cette épreuve. Élevé en dehors des idées avancées dont avaient été abreuvés ses frères aînés, il s'estime être le successeur de Pierre le Grand, mais écarte d'office de toute activité publique la société éclairée, cet effet collatéral d'une modernisation entreprise pourtant par son ancêtre. Cette décision fatale, durant trente ans, livrera à la stagnation les forces vives du pays.

Soucieux de ne pas jeter dans l'oubli les idées de réforme de son frère Alexandre, Nicolas Ier s'implique lui-même. Avec la participation du prince Kotchoubeï, un survivant du comité de Salut public d'antan et de Speranski, il crée le « Comité secret du 6 décembre 1826 » qui tient 173 réunions durant quatre ans avec un objectif pragmatique : définir ce qui est bon et qu'il convient de conserver, et ce qui est mauvais et qu'il convient de remplacer. Mais par quoi ? Les travaux de ce comité, interrompus par les événements révolutionnaires de 1830 n'aboutissent qu'à deux modestes résultats :

- Un remodelage de la société par le renforcement du caractère de caste de la noblesse, afin de la protéger d'une promotion trop rapide de roturiers ; selon leurs mérites, par la création d'une nouvelle catégorie sociale, les « citoyens émérites », l'amorce d'une classe moyenne composée de fonctionnaires, de marchands, d'intellectuels, et enfin par la confirmation du statut des agriculteurs libres, les « cultivateurs émancipés », pour autant que le pouvoir autorise un propriétaire à libérer ses serfs avec ou sans terre.
- Une réforme administrative destinée à assurer une bureaucratique séparation des pouvoirs : le législatif dévolu au Conseil d'État, l'exécutif et le judiciaire séparés entre un Sénat gouvernemental et un Sénat judiciaire.

Reste l'essentiel, la modernisation du pays et la question paysanne. Abordons-la à partir d'une problématique propre à un régime autocratique, confronté à une réalité : moderniser oblige à abolir le servage. Elle entraînera un radical changement social et économique, contraindra le pouvoir à prendre des risques, à engager son propre avenir. Mais il lui importe d'abord de sécuriser l'avenir de sa noblesse terrienne et de sa paysannerie. D'une part, il faut éviter que la noblesse dessaisie de ses privilèges seigneuriaux, de ses droits et de ses terres, connaisse une déchéance morale et financière, et, d'autre part, que la paysannerie livrée à elle-même, une fois émancipée sans terre, dérive dans la misère, l'exploitation capitaliste, la prolétarianisation. Est-il possible d'instaurer simultanément des mesures de protection satisfaisantes pour tous, sans léser personne ? Faute de réelle solution au problème du servage, hormis la bonne volonté des propriétaires ; faute de réelle séparation des pouvoirs, inconcevable dans le cadre d'un régime autocratique, la société russe entre dans un état de stagnation forcée, insupportable en raison des tensions et des sanctions qu'elle suscite.

Réformer l'État par l'État lui-même

Une fois débarrassé de Araktcheïev et de son entourage, Nicolas Ier envisage de poursuivre la réforme de l'État par l'appareil d'État lui-même et s'implique personnellement dans la lutte contre la corruption, l'arbitraire de l'administration et favorise le rôle de sa chancellerie impériale, en particulier, celui de sa redoutable 3^e section, la police secrète, dont la direction revient à **Alexandre von Benckendorff** (1781-1844). Né à Revel, dans une famille germano-balte, ce loyal serviteur du régime s'illustre dans des faits d'armes, dans la guerre russo-turque, puis durant les campagnes de Russie et de France, et accède aux plus hauts grades. Conscient des complots qui se trament contre le régime, il en informe les autorités qui n'en tiennent pas compte. C'est lui, par la suite, qui demande la création d'un organe de haute sécurité. Nicolas Ier lui en confie la direction et le loue, en toute quiétude, de n'avoir jamais suscité, par son activité policière, d'animosité à son égard, à lui, le tsar !

C'est en accord avec son caractère que Nicolas Ier impose au service de l'État une obéissance quasi militaire, un ordre formel, des règles rigoureuses, humiliantes, une surveillance policière. Et néanmoins, ce tsar soupçonneux sait accorder un soutien sans faille à des serviteurs loyaux et compétents, à ceux qui illustrent son règne.

À Mikhaïl Speranski il confie la gigantesque compilation des lois et coutumes de l'empire russe et leur lecture dans une langue claire et accessible. En 1833, après sept ans de travaux, paraît le « Corps des lois russes », en quinze volumes et 42 298 articles. Le tsar ravi, au cours d'une cérémonie au Conseil d'État, détache de sa poitrine l'Ordre de Saint-André et le fixe sur celle de Speranski. Celui-ci s'attaque aussitôt à la rédaction d'un *Code des Lois (Svod Zakonov)*, mais meurt d'épuisement, avec le titre de comte, avant d'avoir pu achever une œuvre magistrale, une modernisation, un préalable indispensable au respect de la légalité, de la *zakonnost*, au nom de la Loi. Une loi qui assure l'ordre ou qui protège la liberté ? C'est selon

celui qui l'applique.

À **Pavel Kisselev** (1788-1872), titré comte en 1866, il confie le sort des paysans de l'État, dans leur émancipation progressive du servage. Kisselev a participé à 1812 et aux campagnes de 1813-14. À 28 ans, en 1816, aide de camp d'Alexandre Ier, il lui adresse un écrit sur l'abolition du servage. Il propose d'autoriser la vente des propriétés seigneuriales à des particuliers, assortie d'une loi envers les paysans ; d'interdire l'augmentation des serfs domestiques et de taxer leurs propriétaires ; d'affranchir les paysans travaillant dans des fabriques ; de leur permettre de se racheter eux-mêmes avec leur famille à des prix fixés par l'État, de favoriser leur migration sur des terres plus abondantes, grâce à l'État. Selon Kisselev, par la baisse des droits des maîtres et la montée des droits des asservis, le servage se détruira lui-même, sans ébranler l'État.

1819, Kisselev, chef d'état-major de la 2e Armée en Bessarabie, applique ses principes éclairés et conteste les incessants exercices militaires prônés par Araktcheïev.

Après la guerre russo-turque de 1828-29, Kisselev administre les principautés danubiennes de Valachie et Moldavie (1829-34). Paradoxalement, c'est l'autocratie russe qui restaure l'autorité de la loi, là où régnaient l'arbitraire et la corruption du pouvoir ottoman, où le moindre prétexte provoquait un soulèvement populaire.

Dès 1834, à son retour en Russie, il entreprend, à la demande de Nicolas Ier, une vaste enquête sur le sort des paysans d'État livrés à l'incurie et l'arbitraire des inspecteurs ruraux. Selon Speranski, il est pire que celui des serfs privés, car à la différence des propriétaires, soucieux de préserver leur bien, les *ispravniki* manifestent une totale indifférence envers les paysans qui leur sont assujettis.

Kisselev, promu ministre des Domaines impériaux en 1837, envisage l'instauration de la *zakonnost* (la légalité), comme préalable indispensable à toute activité publique ou privée. Il en fait presque son obsession, de sorte qu'on le soupçonne de vouloir appliquer la discipline, le règlement militaire aux mœurs rurales. Il n'en est rien ! La loi, le *zakon*, n'est pas un *oukase*, mais une protection de l'homme et de ses droits individuels contre l'illégalité, l'arbitraire. La *zakonnost* règne dans une société où s'associent la jouissance de droits individuels et le respect de devoirs, d'obligations civiques. Elle implique le sens de responsabilité dans toute prise de décision. La *zakonnost*, la primauté de la loi, est un présupposé à l'État de droit.

Un abîme sépare la tutelle exercée sur des serfs, qualifiés d'infantiles et d'irresponsables, de toute indépendance personnelle, mais Kisselev ne se hâte pas d'implanter des idées occidentales, démocratiques, il commence par instaurer une gestion rurale assortie d'un code pénal rural où sont clairement définies les procédures et les peines encourues dans un cadre local.

La *zakonnost*, la primauté de la loi, son respect, c'est l'objectif que Kisselev poursuit inlassablement, en dépit des attaques et des dénonciations de ses adversaires, les « esclavagistes », car il conserve toujours la confiance du tsar. Son but n'est pas l'émancipation collective des paysans, mais le développement d'une couche de paysans, propriétaires de leur lopin. Il rend compte des mesures prises en faveur du paysan d'État émancipé du servage, peu avant son départ en 1856 : le statut de « paysan obligé » à une redevance pour la terre exploitée ; le tirage au sort pour le recrutement militaire, et non plus la volonté du maître ; le droit de choisir son activité : la terre, l'industrie ou la vie urbaine.

Ce sont des réalisations concrètes qui n'étaient que des projets en 1816 ! Nommé ambassadeur de Russie à Paris, Kisselev suit de près les étapes de l'abolition du servage, tout en regrettant la tournure en faveur de la communauté rurale qu'elles

prennent, au détriment de la propriété paysanne individuelle, sa préférence pour l'avenir de la Russie.

À Sergueï Ouvarov, Nicolas Ier confie le ministère de l'Instruction publique (de 1832 à 1849). **Sergueï Ouvarov** (1786-1855), titré comte en 1846, a fait partie de la jeune élite éclairée qui a défendu Karamzine, l'auteur, non seulement du coup fatal porté au projet de Speranski, mais surtout l'innovateur de la langue russe. Il renonçait aux slavonismes du « style élevé » vénéré par les conservateurs et empruntait au français sa syntaxe légère et, à l'occasion, son lexique, ouvrant à la littérature russe un avenir flamboyant. Traitant de « l'ancien et du nouveau style de langue russe », l'amiral Chichkov, rendu illustre pour ses faits d'armes maritimes, condamne la prose de Karamzine, « porteuse d'esprit jacobin », dans son cercle littéraire *Bessedá* (la Conversation) il provoque, en 1815, la création de l'*Arzamas*, une société « jacobine » dont chaque nouveau membre prête serment, coiffé d'un bonnet rouge. Rien de politique, de subversif dans ce milieu cultivé où règnent les Lettres classiques et la parodie, où pour la première fois apparaît le terme *slavophile*, lorsque Ouvarov, le président, traite Chichkov de slavophile.

C'est dans le riche vivier de l'Arzamas que Nicolas Ier, débarrassé d'Araktcheïev, puisera de nouvelles ressources. Ses deux fondateurs **Dmitri Dachkov** (1788-1839) et **Dmitri Bloudov** (1785-1864) seront les ministres, l'un de la Justice, l'autre de l'Intérieur. Le poète **Vassili Joukovski** (1783-1852), le brillant disciple de Karamzine sera le précepteur du futur tsar libérateur Alexandre II. Quant à **Alexandre Pouchkine** (1799-1837), exilé dans son lointain Mikhaïlovskoïe, à l'écart de ses amis conspirateurs, il retrouve la liberté et, sous la « protection » du tsar, accède aux archives d'État pour écrire l'histoire de Pougatchev.

Ouvarov a commencé sa carrière dans la diplomatie, rédigé des travaux sur la Grèce antique qui lui ont valu l'estime de Goethe et des Humboldt. Il est élu président de l'Académie des Sciences en 1818 et le restera jusqu'à sa mort. Avant son entrée

en fonction, en 1833 il écrit à Nicolas Ier : « L'éducation populaire doit s'effectuer dans l'unité spirituelle entre l'Orthodoxie, l'Autocratie et la *Narodnost* ». Conforme aux souhaits du tsar, il vante le caractère original du peuple (*narod*) russe, sa nature, sa *narodnost*, son attachement au trône, sa profonde religiosité, son respect des traditions qu'il convient de préserver de l'influence pernicieuse de l'Occident, de la libre pensée. Paroles dictées par les circonstances. En réalité, en renforçant un système d'inspection trop longtemps livré au laxisme, Ouvarov procède à des réformes radicales en parfaite contradiction avec ses affirmations. Il tire l'enseignement public de sa quasi-inexistence en le dotant de collèges et de lycées sur le modèle des établissements scolaires européens avec ses possibilités d'accès aux cursus universitaires. Il accorde aux universités un statut comparable à celui des universités européennes. Il rétablit et élargit l'envoi d'étudiants boursiers à l'étranger. Les événements révolutionnaires de 1848 en Europe provoquent la réaction de Nicolas Ier ; le « sombre septennat » qui en résulte met en péril l'avenir des universités. Ouvarov prend leur défense dans un article qui déplaît au tsar. Ouvarov démissionne aussitôt, en 1849.

L'Histoire aura retenu d'Ouvarov qu'il fut l'auteur de la célèbre formule : Orthodoxie, Autocratie, *Narodnost*, destinée à *légitimer* un régime que le marquis de Custine traite de géant antédiluvien et auquel il dénie le qualificatif d'État moderne.

Le marquis de Custine (1790-1857), Astolphe de Custine, naît dans une famille aristocratique persécutée par la Terreur. Son grand-père, le général Adam de Custine, rallié à la Révolution, est guillotiné en 1793 et son père en 1794. Sa mère Delphine de Sabran, une femme intelligente et belle, est emprisonnée jusqu'à la chute de Robespierre. Elle connaît une longue liaison intime avec Chateaubriand, se lie d'amitié avec Germaine de Staël qui lui dédie son roman *Delphine*. Fuyant l'emprise napoléonienne, elle entraîne son fils dans une randonnée européenne. À la Restauration, Astolphe amorce une carrière diplomatique auprès de Talleyrand, à Vienne. Son homosexualité lui vaut pitoyable mésaventure, attachement fidèle à son

Edouard et réticence au mariage, en dépit des efforts de sa mère. Précocement veuf, il se retire, reçoit dans son château, les écrivains les plus illustres, et publie lui-même des notes sur l'Espagne. Il rêve d'un voyage en Russie et voudrait voir en elle un modèle de régime d'ordre, mais, une fois obtenues toutes les recommandations nécessaires pour s'y rendre, il va découvrir une tyrannie !

Après *De l'Allemagne* de Madame de Staël et *De la démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville, publié en 1835, la parution de *La Russie en 1839* s'inscrit bien dans une suite culturelle, mais elle se distingue par la cruauté d'un trait dont pâtit sa lucidité. Saint-Petersbourg, Moscou, Iaroslav, une Russie saisie dans des scènes de mœurs anecdotiques, de l'aristocratie à la bureaucratie, la société urbaine et la province. Le paysan n'est perçu que de loin, écrasé par une servitude qui anéantit en lui toute capacité d'agir individuellement. La vie intellectuelle qui anime les cercles littéraires, les cours universitaires est ignorée, faute de contacts fiables avec des penseurs éclairés. Custine ne rencontre que des façades, celles-là mêmes qu'ils dénigrent. La Russie des belles façades, une réalité créée par une modernisation trop hâtive, s'incarne dans la figure de son souverain. De l'entrevue que lui accorde Nicolas Ier, Custine ne retient que le portrait d'un autocrate assuré de son pouvoir. *La Russie en 1839*, publiée sous forme de lettres, en 1843, connaît un succès immédiat en Europe. Interdite en Russie, où Custine, « qui avait pourtant été reçu chaleureusement », est traité d'ingrat. Et néanmoins, il est lu clandestinement. Double peine, lorsqu'une vérité est révélée par un étranger, et non pas par un compatriote.

Soucieux d'imposer la *zakonnost*, de *légaliser* l'activité d'un pays victime d'incurie, d'arbitraire, de corruption, le tsar, pour autant qu'il se défie de la société éclairée, se place sous la dépendance d'un appareil d'État, d'une bureaucratie inefficace. Il est clair qu'il ne peut compter sur la compréhension, la bonne volonté des propriétaires terriens pour défaire le pays du poids insupportable du servage. À chacun de ses appels, ils se sont fermement dérobés, tout en manifestant leur zèle et

leur loyalisme. Selon Custine, le tsar peut, au mieux, préserver les acquis petroviens. Un nouveau Pougatchev peut surgir des universités et renverser un régime vermoulu. Il pressent que ce n'est plus dans la paysannerie que couve la révolution, mais dans un milieu urbain, interlope de séminaristes déclassés, de petits fonctionnaires brimés, de marginaux déracinés, d'étudiants désœuvrés.

Dans ce contexte incertain, fuyant, quelle portée peut-on donner à la *narodnost* d'Ouvarov ? De l'usage de ce concept, formé à partir de *narod* (le peuple), le pouvoir autocratique ne possède pas le monopole. Dans son ambiguïté originelle, il permet aussi bien de commémorer une identité perdue par la classe dirigeante et conservée dans le peuple, d'évoquer, au contraire, une mentalité populaire obscure, propre aux temps violents, ou bien de vanter, au nom du peuple, un idéal de vie collective en harmonie avec sa nature. Le sobriquet « *narodnost* officielle » a été aussitôt attribué par l'opinion à la *narodnost* d'Ouvarov, aux discours opportunistes, destinés à conforter patriotes et conservateurs, mais non pas à masquer le bilan du règne de trente ans d'un autocrate, en dépit de tous ses efforts de modernisation. La Russie reste l'otage de ses deux piliers fondamentaux, l'autocratie et le servage, faute d'une société civile, capable de lui offrir les ressources nécessaires à son émancipation et à ses conséquences économiques et sociales. Son souverain est qualifié de « gendarme de l'Europe » pour avoir réprimé la révolution hongroise, son règne s'achève par un « sombre septennat » dicté par les événements de 1848 en Europe.

Et pourtant, sous son règne s'épanouit l'Âge d'or de la littérature russe, Pouchkine, Lermontov, Gogol. Les chefs-d'œuvre ne naissent-ils donc que sous la contrainte, l'interdit, le proscrit ?

Et pourtant, en vase clos, sous couvert d'un salon littéraire, d'une revue éphémère, d'un cours universitaire, s'amorce l'avènement d'un espace public, source de vie pour une élite éclairée.

4. Identité et *narodnost*

Changement de repères

Le courant novateur qui s'affirme après la disparition politique des décembristes concerne une génération encore trop jeune pour avoir participé activement aux conjurations des aînés. Situation nouvelle, de jeunes gens nobles se détournent des traditionnelles carrières militaires et fréquentent l'université au même titre que les étudiants roturiers. À Moscou les plus brillants se regroupent dans les archives universitaires. Surnommés par Pouchkine « les adolescents des archives », critiques envers « ces bavards de Français » les *Lioubomoudry* « des amis de la sagesse » sont attirés par l'opacité de la pensée allemande, propice à une réflexion où le Moi, le non-Moi, l'Être s'identifient et se différencient inlassablement dans une *Weltanschauung*, une vision du monde plus esthétique que scientifique. Ils découvrent un penseur audacieux. Schelling, leur Christophe Colomb. Si le navigateur génois s'est fondé sur la sphéricité de la terre pour découvrir une nouvelle voie, maritime, vers les Indes, l'idéalisme allemand invite ses émules moscovites à renoncer aux illusives Lumières des Français, et à affronter l'océan de la vie intérieure, dans une spéculation en quête de *samopoznanie*, de connaissance de soi-même. Une seule certitude : en dépit de tous les périls, le périple s'achèvera là où il a commencé, sublimé dans l'identité de l'être, dans la disparition de tous les doutes, la confirmation des vérités de la foi.

Loin de se soulever, comme les décembristes contre un despote qui a trahi leurs espérances libertaires, ils s'interrogent : qui sommes-nous ? Des Européens ? Ou bien, devons-nous le devenir ? Ou bien devons-nous retrouver une identité perdue ?

Le plus doué d'entre eux, **Dmitri Venevitinov** (1805-1827) lit Eschyle et Sophocle dans le texte, se passionne pour Platon et traduit Horace. Pour parler le

langage de l'Europe, la Russie doit combler une anomalie dans son développement, trop rapide, trop superficiel, dans l'acquisition d'une forme avant celle de la substance. Elle n'aura pas hérité, comme les autres peuples européens, de la culture antique. C'est dans la reconquête de ce passé que la Russie doit chercher son avenir. L'idée de l'homme acquiert sa pleine signification dans l'art antique. « La Russie connaîtra à son tour une Renaissance et s'imprégnera des valeurs de l'Humanisme européen ». Une mort précoce empêche Venevitinov de donner suite à ses projets.

Ivan Kireïevski (1806-1856) bénéficie d'une culture comparable. En 1829, il voyage en Allemagne, assiste à Berlin à des cours de Hegel, Savigny, Gans, Schleiermacher. À Munich, il est invité par Schelling, mais son système le déçoit, il ne supporte pas l'écart qui subsiste entre la spéculation et la foi dans l'interprétation de la nature du Christ. Malgré toute son érudition, héritée de la culture antique, « l'Allemagne est ennuyeuse, stupide ». De retour à Moscou, il s'interroge : faut-il, comme le suggérait Venevitinov, combler les lacunes du passé, quitte à prendre du retard sur les acquis du présent ? Ou rattraper l'Europe, en donnant la priorité aux connaissances nouvelles ? En 1832, il crée sa propre revue *l'Européen*. À ceux qui reprochent à Pierre le Grand ses réformes, au nom d'un passé national délaissé, Kireïevski réplique : chercher le national chez nous, c'est revenir à l'inculture. Il se réfère aux travaux des historiens français de la Restauration, Augustin Thierry, Guizot, Mignet, pour retenir les trois principes qui, selon eux, ont fondé l'Europe : l'héritage de la culture antique, la christianisation, les invasions barbares. Seul le premier manquerait à la Russie pour être pleinement européenne. Il déplore l'absence de ce legs qui a permis à l'Europe de connaître un développement continu, d'appliquer le droit romain au bénéfice des villes marchandes au Moyen Âge ; il a contraint l'Église (catholique) à un considérable effort culturel pour triompher du monde païen et s'imposer politiquement. Certes le christianisme en Russie a gagné en pureté et en sainteté, mais faute de culture politique, déplore Kireïevski, le morcellement en apanages de l'État kiévien favorisa la domination des Tatares à partir du XIII s. La civilisation européenne se présente aujourd'hui sous deux formes,

traditionnelle et moderne. Faut-il acquérir toutes les phases de la tradition, comme le suggérait Venevitinov ? Ou bien accepter que se développe un monde moderne avec l'introduction des machines à vapeur et une crise sociale, en contradiction avec le droit romain et les besoins de la société civile ? Des pays jeunes comme la Russie et l'Amérique peuvent emprunter directement cette forme nouvelle de civilisation.

On ne connaîtra jamais le choix de Kireïevski, car sa revue est interdite dès le deuxième numéro et il va garder le silence durant plusieurs années. Pouchkine se désole : « Comment peut-on traiter Kireïevski de jacobin ? »

Aux sources de la slavophilie

Durant plusieurs années, après l'interdiction de sa revue *Evropeïets*, Kireïevski a gardé le silence. Il reprend la parole en rédigeant sa *Réponse à Alexeï Khomiakov* en 1839. **Alexeï Khomiakov** (1804-1860) appartient à la noblesse de service née des réformes pétroviennes. Après l'Université de Moscou et des études en maths et en sciences, il va servir dans la cavalerie et démissionne en 1825, pour voyager en Europe. Il reprend du service en 1827, pour chasser les Turcs des Balkans, puis repart sur ses terres. Là, il se soucie du sort de ses serfs, compose des poèmes, des écrits théologiques avec une foi slavophile qui se traduit dans sa tenue vestimentaire « vieux russe ». Il meurt précocement du choléra.

Dans un essai *De l'ancien et du nouveau* cet ancien *lioubomoudr* qui a recueilli le dernier soupir de Venevitinov, se demande si la Russie d'avant Pierre le Grand n'est pas préférable à la Russie actuelle. Sans la moindre complaisance envers « l'ancien », un passé sombre où régnaient l'ignorance, le brigandage, l'incurie, génératrice de famine et de misère, l'oppression des faibles, il constate qu'il en subsiste néanmoins de fragiles éclaircies, les traces d'une autogestion paysanne dans la vie en communauté et les vestiges d'une culture populaire dans le folklore, les

chansons recueillies récemment par des chercheurs comme le frère de Kireïevski. Fondée sur des relations familiales, cette culture s'est dégradée à mesure que des dynasties aristocratiques, en quête d'un pouvoir princier ont rivalisé et ont favorisé l'affaiblissement de l'ancienne Russie et son asservissement au khanat des Tatares.

Jadis, c'était mieux, conclut Khomiakov, lorsque ces institutions familiales, quasiment patriarcales, étaient en accord avec la vie du peuple et lorsque son église, éclairée et pure, rayonnait dans sa liberté, loin du civisme romain de l'Église catholique et de l'ascétisme repentant de l'église grecque. Ces traditions et cette église ont permis aux Russes de survivre aux épreuves du joug tatar, mais elles se sont révélées incapables de restaurer l'ancienne Russie. Avec Pierre débute une ère nouvelle. Pour le meilleur et pour le pire, il déclenche un gigantesque orage qui frappe la corruption des juges, l'arrogance des boyards, la cupidité des moines, l'égoïsme des villes et donne toute sa signification à un terme nouveau, l'État. La Russie s'est ouverte à l'Occident et a pris place parmi les États européens. L'État lui assure sa sécurité extérieure. Il revient aux Russes d'appréhender hardiment les découvertes que l'Occident a faites, au cours des siècles, de leur donner un sens humain profond. Khomiakov, en dialecticien rompu à l'usage de la thèse et de l'antithèse, envisage une synthèse, lorsque les valeurs inestimables et inestimées de l'ancienne Russie auront surmonté les cruelles épreuves d'une confrontation avec l'Occident.

Kireïevski, dans sa réponse, procède à un retournement total des valeurs, il remet en cause la validité des trois principes qui auraient fondé l'Europe : la *culture classique* dont la Russie n'a pas hérité ? Une chance, car elle représente, en son essence, le triomphe de la raison. La scolastique, la spéculation formelle, incarnée par l'aristotélisme a ruiné l'unité morale de la conscience, a imprégné la pensée de l'Église romaine, l'a séparée de l'Église orthodoxe, qui a conservé l'unité de l'être, sa *tselnost*, l'intégrité de la conscience purifiée par le christianisme. Et il poursuit : la *conquête barbare* ? Loin de vivifier le monde antique d'un sang neuf, elle a créé

des États fondés sur la violence, a engendré des conflits politiques, la lutte des classes. Le *christianisme* ? Il a pénétré en Russie sans rencontrer les immenses difficultés qu'il a dû combattre à Rome et en Grèce ; il s'est installé spontanément, favorisé par les particularités ethniques du mode de vie pacifique des Slaves. Il a inspiré l'amour du prochain, le communautarisme, la *sobornost*, le fondement de l'Église orthodoxe.

Nul sentiment de haine, de xénophobie dans ces propos de Kireïevski ; il reste lié à l'Occident par des sentiments de sympathie, des souvenirs, des habitudes quotidiennes, mais tout en appréciant les avantages du rationalisme, il pense qu'en fin de compte, par son inassouvissement maladif, il se révèle être un principe trompeur et infidèle.

Kireïevski inverse également les priorités dans la relation entre la Russie et l'Europe. Ce n'est pas aux Russes de chercher la vérité en Occident, mais aux Européens de redécouvrir en Russie des valeurs spirituelles délaissées par la scolastique.

Le vœu de Kireïevski sera comblé de la façon la plus inattendue, par l'expédition en Russie du baron **August von Hachthausen** (1792-1866). Grand propriétaire, agronome, économiste, juriste et folkloriste, il voyage en Allemagne, étudie les conflits agraires entre individu et société. Respectueux des coutumes, il critique la législation bureaucratique. Invité par Nicolas Ier, en 1843, il visite les régions de Novgorod, Vladimir, Iaroslav, Nijni Novgorod, Kazan, les steppes, le Caucase, la Crimée, puis Kiev, Toula, Moscou. À cause du mauvais souvenir laissé par le marquis de Custine et ses malveillants propos sur la Russie, il hésite à publier son ouvrage, « l'Empire russe, son peuple, ses institutions, ses ressources » (1847-1852). Découverte majeure de son expédition, il constate que, grâce à la survivance de l'*obchtchina*, la communauté agraire, la société rurale russe a conservé une cohésion et une unité antérieures à la division en classes opérée en Europe occidentale au détriment d'une harmonie primitive perdue. À Moscou, Hachthausen rencontre

Tchaadaïev, Aksakov gagné aux idées de Khomiakov, Herzen, le rebelle retour d'exil. Son étude détaillée du fonctionnement de l'*obchtchina*, la commune agraire avec la redistribution périodique par les paysans de la terre qu'ils exploitent et sa justice locale fondée sur la tradition, constitue une véritable révélation aux yeux de ces Russes éclairés qui découvrent dans le livre d'un étranger, leur propre patrimoine ! La pensée slavophile, héritière des valeurs spirituelles d'un passé révolu, trouve dans l'*obchtchina* les assises sociales nécessaires à la formulation d'une *narodnost*, d'une notion, comparable au concept allemand *Volkstum*, l'identité, l'âme d'un peuple. Son auteur, **Johann Gottfried Herder** (1744-1803), dans sa célèbre *Philosophie de l'Histoire* (*Auch eine Philosophie der Geschichte*, 1774), avait discrédité néo-classicisme français, contrat social rousseauiste, criticisme kantien, au nom du *Volksgeist*, une conscience innée, non acquise, organique, privilège d'un peuple *historique*, autrement dit, inscrit dans l'Histoire de l'humanité, au service de la Création divine. Dotée d'une authentique *narodnost*, la Russie, elle aussi, est un peuple historique.

Khomiakov s'interroge : pourquoi l'Europe ne nous aime-t-elle pas, alors que nous avons le même sang indo-européen, parlons une langue indo-européenne, la plus pure, quasiment indienne ? Et pourtant nos voisins ne nous traitent pas en frères ! Selon lui, c'est la faute du Russe lui-même, lorsqu'il qualifie de culturelle toute nouveauté venue de l'Occident, capable de renier aujourd'hui ce qu'il approuvait la veille, du Russe qui attend une nouvelle condamnation, sans jamais oser demander, même poliment, timidement, à l'Occident : existe-t-il une vérité dans tous ces changements ? Contrairement à ce qu'il imagine, l'Occident n'a pas été créé par la science, mais par une histoire tumultueuse et agitée qui échappe à la moindre vérification analytique. En Occident toute institution répond à une question vitale, concrète, posée quelques siècles auparavant. Le manque de respect de la part de l'Occident, Khomiakov l'attribue au manque de respect de la Russie envers elle-même, dans sa constante et vaine référence à l'Occident, alors que c'est dans sa propre conscience qu'elle doit chercher le sens de sa mission.

Négation et scepticisme

La Russie serait-elle un peuple historique, avec un passé, des traditions, une *narodnost* ? **Piotr Tchaadaïev** (1794-1856) le nie de façon radicale. Brillant aide de camp du commandant de la Garde à Saint-Pétersbourg, il démissionne et quitte l'armée après avoir été involontairement mêlé en 1820 à « l'incartade » du régiment Semionovsky contre les « brimades prussiennes » d'un nouvel officier. Il adhère quelque temps à la société secrète, l'Union de Prospérité, mais il n'est pas inquiété après le 14 décembre 1825. Retiré à Moscou, il se singularise par l'originalité de ses propos et fait circuler librement dans les salons moscovites, en copies manuscrites, ses propres œuvres, des *Lettres philosophiques*, huit en tout, rédigées en français. Le scandale n'éclate qu'en 1836, lorsque la première de ces lettres, la plus radicale, est publiée imprudemment, séparée des autres, dans la revue *Telescope*. Tchaadaïev dénie à sa patrie, la Russie, toute réalité historique et culturelle. Elle n'appartient ni à l'Occident ni à l'Orient, elle n'a connu ni grandes émotions ni grandes entreprises, mais une brutale barbarie d'abord, ensuite une superstition grossière, puis une domination étrangère, féroce et avilissante de l'esprit ; le pouvoir national en a, plus tard, hérité. Nul développement intime, nul progrès naturel, mais des idées nouvelles qui balayaient les anciennes et qui tombent, on ne sait d'où. Et ce jugement terrible : « Nous sommes du nombre de ces nations qui ne semblent pas faire partie intégrante du genre humain, mais qui n'existent que pour donner quelque grande leçon au monde ». Un grand avenir attend néanmoins la Russie, à condition qu'elle se renove moralement, qu'elle remette en cause les fondements illusoire sur lesquels s'est édifié, sous l'impulsion des réformes pétroviennes, un empire de la démesure. En Occident le pouvoir séculier s'est toujours confronté à un contre-pouvoir, l'Église catholique qui a réalisé au Moyen-Âge l'unité morale linguistique et spirituelle de l'Europe. C'est ce Moyen Âge qui aura manqué à la Russie, et non pas l'Antiquité ; Tchaadaïev conclut avec une feinte résignation : « Au fond, nous n'avons rien de commun avec Homère, les Grecs, les Romains, les Germains ; tout cela nous est profondément étranger ».

Son ami Pouchkine lui réplique en français que la Russie, son immense étendue a absorbé la conquête mongole. Les Tatares se sont retirés dans leurs déserts et la religion chrétienne a pu être sauvée. Quant à sa nullité historique, il lui rappelle les guerres d'Oleg et de Sviatoslav, les guerres d'apanage, une vie d'effervescence aventureuse qui caractérise la jeunesse de tous les peuples ; l'invasion des Tartares, certes, mais ensuite le réveil de la Russie, le développement de sa puissance, sa marche vers l'unité. Et Pierre le Grand, à lui seul, une histoire universelle ? Et Catherine II et la Russie sur le seuil de l'Europe ? Et Alexandre à Paris ? Le futur historien nous mettra-t-il hors l'Europe ?

Le nihilisme culturel d'un Tchaadaïev, en quête d'une *Idée russe*, peut se manifester d'une façon moins radicale, plus académique, dans des travaux universitaires. Héritier de « l'esprit d'examen » du XVIII s., admirateur de **Pierre Bayle** (1647-1706), le professeur **Mikhaïl Katchenovski** (1775-1842) conteste toute tentative prématurée de synthèse dans l'interprétation du passé de la Russie. Chef de l'école sceptique, il critique notamment les « exagérations » de Karamzine, tout en reconnaissant que son *Histoire de l'État russe* est le fruit d'un immense effort de documentation. Il y voit davantage œuvre littéraire que travail d'historien et partage le scepticisme de son maître Boltine envers « la passion des peuples à s'échafauder une généalogie honorable ». Dans ses cours, à l'université de Moscou, il met en doute, non seulement l'authenticité du célèbre poème épique *Le Dit du prince Igor*, mais aussi celle de la *Chronique de Nestor* et de la *Rousskaïa Pravda*, le code instauré sous le règne de Iaroslav le Sage. En outre, il remet en cause « l'origine normande » du premier État russe, la Russie kiévienne. Honorable ou non, cette généalogie est en passe d'acquérir un statut quasi officiel dans l'enseignement universitaire. Néanmoins, à condition de respecter les autorités en place, l'histoire échappe encore aux enjeux idéologiques, sous le règne autocratique de Nicolas Ier ! En ce domaine peuvent être déployées toutes les ressources de l'esprit critique, de l'exégèse, de la science, dans la poursuite désintéressée de la vérité.

En août 1832, le nouveau ministre d'Instruction publique, SERGUEÏ Ouvarov, arrive à Moscou pour inspecter l'université. Il vient en compagnie de Pouchkine, qui séjourne alors à Moscou ; ils vont assister à un cours de Katchenovski portant sur *Le Dit du prince Igor*. Aux dires d'un étudiant, **Ivan Gontcharov** (1812-1891), le futur auteur d'*Oblomov*, une discussion passionnante s'engage entre Pouchkine, défenseur ardent de l'authenticité du poème épique et son contradicteur Katchenovski. Depuis une décennie, Pouchkine et ses amis harcèlent Katchenovski à coup d'épigrammes, le traitent de Zaïre jaloux, de pédant en raison de sa critique systématique des travaux de Karamzine, de ses sources historiques, littéraires. Loin d'inquiéter le ministre, ces controverses historiques, au contraire, le passionnent. L'inspection achevée, le 14 décembre, Ouvarov adresse un rapport rassurant à Benckendorff. Il reconnaît avoir partagé certains préjugés contre l'université de Moscou ; depuis, il s'est convaincu de l'excellente disposition des étudiants, le mauvais esprit dont ont fait preuve certains est le fait d'influences extérieures à l'université. « Très souvent, il m'est arrivé d'interrompre le cours du professeur, de l'achever par un sermon moral de mon cru en orientant toujours mon discours vers la personne de Sa Majesté, vers la fidélité au Trône et à l'Église, vers la nécessité d'être russe par l'esprit, avant de vouloir être européen par la culture [...] et toujours, j'ose l'affirmer, ces paroles prononcées fortuitement et inopinément ont rencontré un enthousiasme général ».

Lors de son entretien final avec corps professoral, Ouvarov se veut rassurant, il évoque sa fameuse triade : *Pravoslavie* (orthodoxie), *Samoderjavie* (autocratie), *Narodnost* en réaction contre la triade « jacobine », Liberté, Égalité, Fraternité, pour recommander la publication d'études universitaires savantes ; elles auront un appui financier, car, ajoute-t-il, non sans malice, les nouvelles politiques et les polémiques littéraires ont la préférence de notre public. Dans un entretien avec le recteur, responsable de la censure, il précise : la religion politique possède des dogmes, comme la religion chrétienne. Chez nous ce sont l'autocratie et le servage, ils sont inviolables. Pourquoi y toucher puisque, pour le bonheur de la Russie, ils sont renforcés par une main ferme ?

Négation et conciliation

Des « Écrits savants » destinés à illustrer le patrimoine national paraissent effectivement dans les Cahiers souhaités par le ministre, mais au grand désappointement de leurs maîtres, les étudiants, en majorité, préfèrent consacrer leurs rivaux à des sujets inspirés par l'école sceptique. Au début des années 1830, une nouvelle génération d'étudiants se passionne pour les cours de Katchenovski et s'investit dans des travaux sous sa direction. Autour du plus brillant d'entre eux, **Nikolaï Stankevitch** (1812-1840) s'organise spontanément un cercle qui réunit des étudiants d'origines très diverses, mais unis par la même soif de connaissance, le même besoin de vérité, conformément aux préceptes du maître : « Doutez, ne croyez pas, ne cessez de chercher ». **Constantin Aksakov** (1817-1860) fils de Sergueï Aksakov, célèbre auteur d'une pittoresque description de la Russie d'antan et d'une savoureuse *Chronique familiale*. Après de brillantes études privées, il entre à l'Université de Moscou à 15 ans et s'intègre aussitôt au cercle de Stankevitch. Émotif, enthousiaste, fanatique de Hegel, il se lie d'amitié avec Belinski, dont il se détourne sous l'influence de Khomiakov, pour devenir la voix lyrique de la slavophilie. Dans sa thèse sur Lomonossov, sa critique de Pierre le Grand est proscrite par les autorités. Il meurt phtisique sur l'île. Aksakov témoigne : « Chez Stankevitch se réunissaient chaque jour des amis étudiants de son cours ; en outre, des camarades qui avaient déjà achevé leurs études [...] Dans le cercle s'était élaborée une vision générale à propos de la Russie, de la vie, de la littérature, du monde, négative le plus souvent. Le caractère artificiel de notre traditionnel patriotisme russe, le ton prétentieux de notre littérature, la facilité avec laquelle on fabriquait des vers, l'absence de sincérité dans les œuvres lyriques publiées, tout cela motivait un juste besoin de simplicité et de sincérité [...] Adolescent de quinze ans, confiant, crédule sans réflexion personnelle, sans maturité, j'étais stupéfait par cette orientation et souvent elle me faisait souffrir. En particulier m'étaient douloureuses les attaques contre la Russie que j'aimais depuis ma plus tendre enfance ».

Ni provocation, ni rejet politique dans le sérieux avec lequel Stankevitch et ses proches prennent leur distance envers un monde qui a cessé d'être crédible à leurs yeux. *Les Rêveries littéraires* de **Vissarion Belinski** (1811-1848) en sont la meilleure illustration. Son père était un médecin militaire, ennobli. Étudiant à l'Université de Moscou, Belinski finit par être exclu pour « résultats insuffisants », car il est absorbé davantage par le théâtre et les lettres. Il éprouve un ardent attachement, voire un culte envers Stankevitch, partage ses aspirations philosophiques, mais reste attaché à sa vocation, celle d'un critique littéraire, d'un essayiste. Il collabore au *Telescope* puis à des revues éphémères, avant de quitter Moscou et devenir à Saint-Petersbourg, aux *Annales de la Patrie*, celui qui révèle à un nouveau public, l'avènement, tant attendu, d'une authentique littérature russe, offerte par Pouchkine et Gogol. En 1834, dans *Molva*, supplément littéraire de *Telescope*, il évoque sur un ton élégiaque les illusions perdues, les tentatives infructueuses en Russie de créer une littérature nationale à partir de l'imitation de l'étranger : le pseudo-classicisme du XVIII^e siècle, le sentimentalisme de Karamzine, la poésie lyrique de Pouchkine. De cette *tabula rasa*, un constat : il n'existe pas encore de littérature russe, et une leçon : on ne crée pas une littérature, elle se crée elle-même, comme se créent au sein d'un peuple sa langue et ses traditions, sans intervention consciente. Fort des assurances de Schelling, Belinski proclame la liberté de l'acte de création et l'indépendance du poète à l'égard de toute contrainte extérieure. Le poète obéit à une révélation intérieure, il n'est maître ni du choix ni du processus de création, la source de son inspiration résiderait-elle dans sa *narodnost* ? Belinski n'est pas dupe : le terme *narodnost* n'est que le calque du terme allemand *Volkstum*, destiné à définir l'âme germanique. Hélas, il s'agit, une fois de plus, d'un phénomène de mode ! Vouloir s'inspirer des « traits spécifiques » d'un peuple revient à reconstituer artificiellement une société ancienne, selon des recettes empruntées à Walter Scott, un procédé familier aux auteurs de romans populaires et de tragédies pseudo-historiques, des œuvres dénuées de toute valeur littéraire.

Une littérature capable d'exprimer l'identité de la Russie naîtra à l'avènement d'une société éclairée. Par conséquent, insiste Belinski, la Russie a besoin en priorité, non pas d'une *narodnost*, mais des Lumières éducatives (*Prosvechtchenie*). L'important est d'éduquer, de cultiver des lecteurs encore incultes.

Stankevitch approuve et encourage l'indomptable Belinski, inébranlable partisan des réformes petroviennes, critique littéraire redoutable, pourfendeur impitoyable de toute pseudo-littérature et guide pour un public nouveau, l'amorce d'une opinion publique. Mais lui-même considère les querelles journalistiques comme des activités mineures, des désaccords entre aînés et cadets sur le culte de l'art. Les cadets, au nom de la sincérité de l'inspiration, dénoncent les dérives des aînés vers les « mondanités ». La liberté de ton dont use Stankevitch n'a rien de politique, elle est d'essence religieuse. Dans sa mésentente avec le monde, il cherche la réconciliation, la conciliation avec Dieu, avec la réalité, avec lui-même.

Nikolaï Stankevitch (1813-1840) est né dans la province de Voronej, il est l'aîné d'une famille de 9 enfants, dans un riche domaine attribué à son grand-père d'origine serbe, pour ses services auprès de Catherine II. Il poursuit ses études à Moscou de 1830 à 1837. Sa correspondance, pieusement rassemblée par ses amis, rend compte de l'ampleur de ses relations et la profondeur de ses exigences, elle témoigne sinon d'un système de pensée établi, mais d'une problématique propre à sa génération, d'une perception du monde par des problèmes sans solution. Doux, avenant, Stankevitch serait une « bombe à retardement ». Convaincu qu'il allait retrouver sa foi religieuse à l'issue d'une odyssée philosophique à travers la *Logique* de Hegel, une succession de négations et d'affirmations, avant une réconciliation absolue, il séjourne à Berlin durant deux ans, avant d'aller mourir de phtisie en Italie, à Novi. Ses amis ont suivi et partagé ses tourments, ceux de la belle âme, ceux de la conscience malheureuse, dans l'espoir de le voir accéder à l'harmonie.

Dans sa préface aux *Principes de la philosophie du droit*, Hegel ironise sur ce remède de bonne femme qui consiste à faire dépendre du sentiment ce qui est le travail de plusieurs millénaires de la pensée et de l'entendement. Un sage (peut-être Hegel) en possession d'un savoir universel, se réconcilie avec la réalité, mais la réciprocité n'est pas vraie : une attitude conciliatrice à l'égard de la réalité, même au prix des plus grandes souffrances, ne permet pas d'accéder au savoir rationnel et à l'harmonie.

Néanmoins, dans leur zèle, les admirateurs de Stankevitch prônent partout la conciliation avec la réalité. Grâce au *Nablioudatel* (l'Observateur), l'éphémère revue dont Belinski a pris la direction, l'hégélianisme fait son entrée dans l'espace public russe, avec un lexique nouveau qui n'a rien de jacobin, des néologismes pour traduire : absolu, concret, abstrait, subjectif, objectif, apparent, et un parcours phénoménologique : conscience malheureuse, désagrégation, déchirement intérieur. Ce discours insolite, écho des débats au sein d'un cercle qui a survécu à Moscou au départ de son guide, suscite la curiosité, voire l'adhésion de jeunes lecteurs jusqu'à Saint-Petersbourg, mais éveille les doutes d'un épiscopat, désarmé devant une telle avalanche d'arguments bien-pensants dans un langage aussi suspect. Collaborateur occasionnel, Michel Bakounine y publie une *Préface à Hegel*, un véritable article de programme : la conciliation avec la réalité dans tous les domaines de la vie est le grand problème du présent : Goethe et Hegel sont à la tête de ce mouvement. Il lance un appel à la nouvelle génération : accordons-nous avec notre magnifique réalité russe !

Michel Bakounine (1814-1876). La famille Bakounine propriétaire du domaine de Priamoukhino dans le gouvernement de Tver n'est pas riche, mais a des liens de parenté avec les lignées les plus illustres de Russie, les Mordvinov, les Mouraviev, les Poltaratski. Le père de Michel, ancien diplomate, conservateur éclairé, fidèle aux idées du XVIII^e s., s'est retiré dans ses domaines pour se consacrer à l'éducation de ses onze enfants. Michel, né juste au milieu, entre les filles, en 1814,

est envoyé à l'âge de quatorze ans, conformément à la tradition nobiliaire, à l'école d'artillerie de Saint-Petersbourg. Son esprit indépendant compromet sa carrière militaire, la lecture de Venevitinov lui inspire une vocation de philosophe, il refuse de regagner son unité et s'enferme à Priamoukhino. Grâce à ses relations, son père parvient à faire accepter sa démission. Stankevitch, qu'il a invité à Priamoukhino, lui propose d'entreprendre ensemble l'étude de la philosophie par *La critique de la Raison pure* de Kant, l'un à Priamoukhino, l'autre à Moscou. Une fièvre philosophique s'empare de l'entourage de Stankevitch : parviendra-t-il à comprendre Kant ? Son initiation au criticisme de Kant reste inachevée, mais il en retient qu'il épargne la religion des coups portés par la libre pensée. Bakounine, lui, renonce à Kant pour Fichte, s'interdit toute spéculation et, de l'opposition fichtéenne Moi/Non-Moi, déduit sa mission : obliger le Non-Moi, autrement dit ses frères et sœurs, ses amis, vivant dans l'ignorance et le sentiment, à reconnaître en lui, le Moi, le prophète d'une nouvelle religion, le bonheur par le perfectionnement de soi-même.

Alors que Stankevitch, parti à Berlin, en quête de réconciliation, dans une *Logique* qui n'a rien d'une *Théodicée*, attend de cette épreuve le droit de prétendre enseigner la vérité aux autres, Bakounine retient de la célèbre formule de Hegel, « Tout ce qui est rationnel est réel, et tout ce qui est réel est rationnel », que son rationnel est réel et que la foi en lui de ses disciples, lui assure sa propre félicité. Pendant que Stankevitch s'interroge encore sur le rationnel de son réel.

Sa mort provoque une radicale remise en cause de la philosophie de conciliation, une révolte contre ce tyrannique « retour au Tout » d'un esprit arraché à la conscience de lui-même. Le jeune Tourgueniev qui l'a fréquenté à Berlin et à Rome souhaiterait convaincre Dieu dans son intérêt (!) de mettre fin à un gâchis qui sacrifie les meilleurs. Granovski, l'historien, son compagnon durant deux ans à Berlin, perd la foi pour avoir perdu celui auquel il s'adressait mentalement comme au Christ. Belinski se déchaîne, il ressent la mort de Stankevitch comme une véritable offense. La philosophie spéculative, à la suite d'un effort de synthèse sans précédent, a nourri

l'espoir d'accéder à l'Idée, à l'universel. Et voilà que cet universel, un Moloch, sans aucun respect pour le particulier, élimine le meilleur ! Belinski remercie Egor Fiodorovitch, salue son bonnet philosophique, mais le prévient que s'il parvient à se hisser au dernier degré du développement, il lui demandera de rendre compte de toutes les victimes de son Allgemeinheit. Bakounine, en revanche, soucieux de conserver son autorité sur ses disciples, proclame la victoire sur la mort, la révélation sublime de l'esprit éternel.

Bakounine ne restera pas longtemps attaché à la dialectique hégélienne de la négation et la conciliation. Il n'en conservera que la négation. En Allemagne, où il finira par parvenir, il ne se reconnaîtra pas dans la droite hégélienne, des conservateurs. Son coup d'éclat, *La Réaction en Allemagne*, tracera d'une ligne de feu sa célèbre formule : « La passion de détruire est aussi une passion créatrice ». Un programme promis à un grand avenir.

La Lettre à Gogol

Khomiakov déplore le manque de respect de la Russie envers elle-même, dans sa crédulité à l'égard de l'Occident. Paradoxalement, c'est dans l'œuvre de Gogol, dans l'irrespect nihiliste de sa propre réalité que la Russie va retrouver le respect de soi-même. Le spectateur du *Revizor* ou le lecteur des *Âmes mortes*, confronté au spectacle d'un monde cupide, inculte, lâche, cherche vainement la présence d'un héros positif. Il n'a pas réalisé que pour Gogol, c'est lui le spectateur, le héros positif, celui qui est capable de rire et de juger les turpitudes qu'il expose. Belinski s'érige en défenseur inconditionnel d'une « école naturelle », fleuron d'une authentique littérature russe. Mais lorsque Gogol, soumis aux pressions des conservateurs, a voulu « s'amender », donner à son poème dantesque une suite positive, a promis à ses lecteurs la révélation des beautés de la Russie, leur a demandé de l'aider dans cette tâche et a publié le fruit de sa correspondance avec eux, une suite de

recommandations, de préceptes, il s'attire aussitôt les foudres de Belinski. D'un bref échange de lettres, à l'étranger, en dehors de la censure russe, l'opinion n'aura retenu que « la lettre à Gogol » de Belinski, un violent procès du « renégat » devenu prédicateur de l'obscurantisme, du mysticisme, alors que le peuple n'attend plus rien d'un clergé pitoyable, alors que les problèmes actuels les plus urgents sont l'abolition du servage, la suppression des punitions corporelles, et, autant que possible, l'exécution des lois existantes. Le gouvernement connaît bien l'odieux comportement des propriétaires avec leurs paysans et le nombre de ceux que les paysans égorgent annuellement, d'où ses prudentes et inefficaces demi-mesures en faveur des nègres blancs. Fonder ses préceptes sur l'Église orthodoxe, défenseur du knout et serviteur du despotisme, c'est normal, mais le Christ ? Qu'a-t-il de commun avec elle ? Le premier, il a enseigné la liberté, l'égalité et la fraternité, et a scellé par son martyre la vérité de son enseignement. Il fut le salut des hommes jusqu'à ce que l'église s'en empare, le formalise et pourchasse les valeurs qu'il révélait. Le peuple russe serait le plus religieux du monde ? Mensonge ! Le fondement de la religiosité, c'est la vénération, la crainte de Dieu. Le Russe, lui, se gratte le derrière en prononçant le nom de Dieu.

Affligé, blessé, mais conciliant, Gogol s'efforce de calmer l'impétueux occidentaliste ; en vain, car il a cru reconnaître dans cette « conversion » l'influence de ses ennemis jurés, les slavophiles. Belinski va bientôt mourir et échapper aux poursuites qui auraient fini par atteindre l'auteur anonyme d'un pamphlet blasphématoire qui va devenir le *credo* d'une opinion excédée par les rigueurs d'un régime étouffant. Copié et recopié, il circulera dans les salons, les cercles, les écoles, jusqu'au fond des provinces, sera appris par cœur. Il sera lu publiquement au cercle de Petrachevski par un jeune écrivain Dostoïevski et lui vaudra une condamnation à mort commuée en déportation à la *Maison des morts*.

Le ton excessif du réquisitoire de Belinski est motivé par son rejet de la conjonction fatale entre deux extrêmes, le discours des slavophiles et leur restauration

d'un passé imaginaire qui verrouille toute ouverture sur l'avenir, et celui des radicaux qui se sont emparés, eux aussi, de l'*obchtchina*, de la communauté agraire, prémice du socialisme, pour bannir le capitalisme, la propriété privée de l'avenir de la Russie, au profit d'une utopie agraire où le peuple souverain pourrait tout réaliser par lui-même. Dans les deux cas, pour son bonheur, le peuple renonce à l'avènement d'une société civile éclairée, d'une bourgeoisie, à l'exemple de l'Angleterre où les classes moyennes assurent son développement économique, son progrès, sa prospérité.

Ce thème, cher à Belinski, sera l'objet de débats à Paris, car à la suite de sa cure à Salzbrunn où il a rédigé sa lettre à Gogol, Belinski séjourne brièvement à Paris où il consulte un spécialiste au sujet de sa phtisie. C'est l'occasion pour lui de revoir deux transfuges, Bakounine et Herzen. L'un a déjà coupé ses ponts avec l'empire des tsars, il initie l'anarchiste Proudhon à l'hégélianisme, fréquente l'émigration polonaise et, en outre, est menacé d'expulsion. Belinski le qualifie « d'ami croyant » pour sa foi en un peuple russe génétiquement révolutionnaire. Herzen, lui, jouit encore d'un visa légal en Europe. Son séjour à Paris lui inspire ses *Lettres de l'avenue Marigny* où il persifle le régime louis-philippard, illégitime selon le pouvoir tsariste, bourgeois et exploiteur du peuple, selon lui. Sa liberté de ton aristocratique fait craindre à ses amis moscovites un désaveu nocif de l'Occident.

L'héritier des décembristes

Alexandre Herzen (1812-1870) est né à Moscou d'une relation hors mariage entre Ivan Iakovlev, un haut dignitaire, un aristocrate et une jeune servante allemande, Louise Haag. Son père ne l'a pas légitimé, mais en a fait l'enfant de son cœur (Herz) et lui a offert l'excellence d'une éducation ouverte et riche. Impétueux, indépendant, Herzen s'est passionné très tôt pour la cause des décembristes, s'est reconnu comme leur héritier et, avec son inséparable ami **Nikolaï Ogarev** (1813-1877) a prêté serment de consacrer sa vie à l'abolition du servage. À l'université de Moscou, en

même temps que Stankevitch, il fronde dans le saint-simonisme et les chansons à boire subversives. En 1834, arrêté sur dénonciation avec Ogarev, il est banni à Perm, puis à Viatka. Amoureux de sa cousine Nathalie, il revient clandestinement à Moscou, l'enlève et l'épouse. Une fois remis de sa peine, il prend des fonctions administratives. Découragé par l'incurie et la corruption régnantes, il démissionne, se lance dans la philosophie et la littérature, écrit un roman *À qui la faute ?* dédié à son épouse.

En novembre 1843 s'ouvre devant un vaste auditoire à l'Université de Moscou, un cycle de cours publics donnés par Granovski et consacrés à l'histoire du Moyen Âge en France et en Angleterre. Cette nouveauté absolue soulève l'intérêt et l'attrait du public pour l'Occident, malgré les préjugés xénophobes. Herzen note : si ces lectures publiques marchent, la vie publique suivra *sui generis*. Ce qui est bon pour un Européen est bon pour un Russe, écrit-il dans un article enthousiaste où il plaide pour l'universalisme que Granovski oppose aux particularismes nationaux.

Timofeï Granovski (1813-1855), historien, boursier à Berlin de 1836 à 39, il y subit l'influence décisive de Stankevitch, avant de connaître une fructueuse et brillante carrière à l'Université de Moscou, en tant qu'initiateur de l'Histoire universelle en Russie.

En mai 1846, s'éteint le père de Herzen. Une fois les problèmes de succession réglés, il sollicite la délivrance de passeports pour partir, selon la formule classique, en cure thermale à l'étranger. Il finit par y parvenir et le 19 janvier 1847, Herzen, sa femme, ses deux fils et sa mère quittent Moscou, sans ne plus jamais y revenir. La révolution de février 1848, les féroces répressions de juin remettent en cause son attachement à la civilisation occidentale. Des malheurs familiaux, la mort tragique de sa mère et de l'un de ses fils, au cours d'un naufrage en 1851, ses désaccords avec une épouse délaissée pour la politique, son décès en 1852, l'amènent dans sa solitude à une mission historique, la création à Londres d'une presse d'opposition indépendante, *l'Étoile polaire*, puis *Kolokol (La Cloche)*, accessible en Russie à

travers les mailles de l'Empire, un incomparable outil d'information et de liberté d'opinion, au moment où, à l'issue de la guerre de Crimée, s'ouvre l'ère des réformes indispensables, en priorité l'abolition du servage.

Il est urgent de résoudre un problème insoluble : concilier les intérêts des propriétaires avec ceux des paysans, de 23 millions de serfs appartenant à 100 000 propriétaires dont la majorité a hypothéqué ses biens, et de 23 millions de paysans de la Couronne et de 3,5 millions de serfs domaniaux, jouissant déjà de toutes les libertés individuelles, grâce à la politique de Kisselev.

Pas de réformes sans glasnost

Les jeunes slavophiles Aksakov et Samarine, en quête d'un lieu pour diffuser leurs idées, finissent par être accueillis dans *Confort rural*, une revue lue par les propriétaires fonciers. À condition de ne pas soulever le problème paysan. Il y a pourtant deux façons extrêmes de le résoudre :

Avec simplicité, le serf affirme à son maître : « *My vachi, no zemlia nacha* » (Nous sommes à vous, mais la terre est à nous). La possession de la terre qu'il exploite est primordiale pour le serf. Il préférera rester en servitude, plutôt qu'à être affranchi et privé de sa terre.

Avec cynisme, le comte Orlov-Davydov proclame, dans une brochure, le droit sacré des propriétaires fonciers à leurs terres et la nécessité, en cas d'abolition du servage, de supprimer les communautés agraires au profit des grandes exploitations ; quant au paysan émancipé, il lui revient de devenir fermier ou ouvrier agricole de son ancien maître. Le comte songe à envoyer son projet au tsar, puis renonce, faute de soutien, et le publie à son compte à Paris.

Entre ces extrêmes, place à la *glasnost* ! Herzen et Granovski avaient vainement tenté de créer une revue culturelle, historique dans les années 40. L'occasion se présente lorsque Katkov, un proche du cercle de Stankevitch, reçoit la direction d'un nouveau journal, le *Courrier russe (Rousski Vestnik)* en octobre 1855. Il invite à la collaboration ses amis occidentalistes. Parmi eux, un jeune historien, élève de Granovski, **Boris Tchitcherine** (1828-1904) propose un article sur l'ouvrage d'Alexis de Tocqueville *L'ancien régime et la révolution* où l'auteur *De la démocratie en Amérique*, expose comment, en dépit de la révolution, l'État n'a cessé de se renforcer. Tchitcherine souligne l'importance de l'État dans la formation de la société. Katkov, un anglophobe, refuse de le publier. Il est soutenu par le slavophile Alexandre Kochelev et l'occidentaliste Konstantine Kaveline, historien et juriste qui juge inopportun de vanter le centralisme de ce nouveau Baal, alors qu'en France s'impose le bonapartisme. La rupture est inévitable entre les partisans et les adversaires d'un État fort, inspiré par l'hégélianisme.

La relève est assurée par la revue *Athénée*, 60 numéros entre janvier 1858 et avril 1859, à l'exemple de la revue anglaise *Atheneum*. Elle se distingue par son ton mesuré. Malgré la richesse de son contenu, elle disparaît précocement, faute d'un nombre suffisant d'abonnés. Elle est dirigée par **Eugène Korch** (1809-1897) de noblesse récente, il fait ses études à Moscou ; polyglotte, il exerce diverses fonctions administratives. Rédacteur-directeur de la gazette *Moskovskie Vedomosti* de 1842 à 1848, il augmente son tirage et son niveau culturel. En 1856, il entre au comité de rédaction de *Ruski Vestnik*, dans le secteur politique, d'esprit libéral. En automne 1857, les désaccords avec Katkov l'obligent à partir.

Dans *Athénée* fondée grâce au mécénat de riches marchands, Korch redonne la parole à Tchitcherine. Dans 6 numéros successifs, Tchitcherine publie un essai « sur les paysans français », inspiré par les nombreuses études sur les classes rurales, publiées alors en France. Il note qu'elles constituent les 2/3 de la population et que 25 millions de conservateurs sont venus au secours de la bourgeoisie menacée par le

prolétariat, en 1848. Cette « alliance » a permis à la paysannerie d'accéder à la citoyenneté par l'élargissement de l'assiette électorale et la propriété privée. Si avant la conquête romaine, les Gaulois, comme les Slaves vivaient en communauté agraire, le nouveau pouvoir les fixa à la terre, sans leur ôter une liberté fondée juridiquement. Si en Occident, le code romain assura la légalité, en Orient, l'arbitraire et l'incurie aggravèrent la servitude.

Au Moyen-Âge, le paysan russe était encore plus libre que le français, mais à mesure que le régime se renforçait, son état n'a cessé d'empirer, alors qu'en France, la royauté, en lutte contre les féodaux, cherchait l'appui du peuple. Fort de cette expérience en France, Tchitcherine conclut au sujet de la Russie que l'histoire a accumulé tant de haine, de ressentiments qu'il faut beaucoup de prudence au législateur, de fermeté aux autorités et de capacité au régime pour agir à bon escient, avant de devoir recourir à la violence. Il a le choix entre le maintien de la propriété foncière exploitée par le « paysan obligé », et son rachat par le paysan, une opération financière d'une ampleur considérable qui exige un investissement total du régime et l'instauration de l'État de droit.

De son côté, dans *Kolokol*, Herzen énumère ce que lui reprochent ses adversaires, les conservateurs, les slavophiles, les doctrinaires, son ton persifleur, son constant dénigrement du régime et son absence d'orientation claire. La cause ? L'incertitude de la ligne politique du nouveau tsar. Il est, quant à lui, partisan de l'abolition du servage, qu'elle provienne « du haut ou du bas ». En réalité, Herzen envisage sérieusement l'avenir de la Russie dans l'*obchtchina* des populistes, car il n'éprouve aucune confiance dans le régime petrovien, ce ramassis d'Allemands à Saint-Pétersbourg. Ce n'est pas un État, il faut s'en débarrasser. Et il traite Tchitcherine de doctrinaire.

Tchitcherine répond à Herzen en novembre 1858. Il met face à face deux armées, elles ont le même drapeau, la liberté, le même but, la libération des paysans

avec leur terre, une *glasnost* générale, la garanties droits de la personne, etc. Elles agissent sur le même terrain, mais leurs tactiques s'opposent et leur confrontation présage une rupture dans le camp occidentaliste, entre libéralisme prêt à coopérer avec le pouvoir dans la politique de réformes, et le radicalisme décidé à agir sans lui ou contre lui. Herzen réplique en publiant cette réponse dans *Kolokol* et constate, lors d'une entrevue à Londres, que Tchitcherine, en dépit d'une estime réciproque, est devenu un ennemi.

Katkov écrit dans *Russki Vestnik*, à propos de l'*obchtchina* russe : l'essentiel est de prévenir l'avènement du prolétariat, au moment où sa possession par le serf deviendra une propriété. Kaveline n'est pas d'accord et lui demande de publier sa réplique.

Konstantine Kaveline (1818-1885) études à Moscou, fin années 1830, puis à Pétersbourg, historien, juriste, se lie avec Belinski, Herzen. Spécialisé en droit civil et système administratif russe, il enseigne à Moscou de 1844 à 1848 puis à Pétersbourg. En 1858, ses écrits prématurés sur l'émancipation des serfs avec leur terre, lui coûtent ses leçons données au tsarévitch et son poste à l'université. En 1866, dans un écrit au tsar, il décrit les mesures à prendre contre le nihilisme. Il finit par renoncer à toute orientation, au nom des intérêts immédiats de la Russie.

Dans l'*obchtchina* il distingue son rôle administratif avec toutes les marques de la servitude qu'il convient d'éliminer. En revanche son rôle social est vital. La possession collective de la terre rend inaliénable la moindre de ses parcelles, impossible sa vente à un particulier. Les paysans entreprenants pourront toujours agrandir leur exploitation en louant ailleurs, quant aux pauvres, aux faibles privés d'énergie ou de force, ils auront toujours avec l'*obchtchina* un appui sûr, un abri pour vivre de leur travail et assurer l'avenir de leurs enfants, les générations futures. L'effrayant avec la propriété privée, c'est qu'elle laisse dans le vide des masses de gens, dès leur naissance. Alors que l'*obchtchina* veille à les rassurer !

Katkov, admirateur de l'Angleterre où les Lords ont conservé leurs terres et ont laissé leurs paysans devenir des *farmers*, demande à Kaveline de revoir son article. Il est néanmoins publié tel quel et Samarine le slavophile remercie chaleureusement l'occidentaliste Kaveline d'avoir exposé aussi clairement le rôle de l'*obchtchina* ; sa voix a du poids dans l'opinion, alors qu'eux les slavophiles... Samarine s'attend à ce que l'*obchtchina* connaisse un grand avenir en Russie, il ignore lequel, mais il la sait menacé. Pour résister aux forces externes et internes qui risquent de la décomposer, il faut que les communautés agraires passent de la possession à la propriété collective des terres qu'elles cultivent.

Iouri Samarine (1819-1876) fait ses études à Moscou, soutient une thèse d'histoire en 1844, sous l'influence de Khomiakov, une critique de Hegel. Il enseigne l'histoire, la théologie, lorsqu'en juin 1858, à la formation des comités provinciaux, il intervient en tant que représentant du gouvernement. Il propose que la terre exploitée par les paysans devienne leur propriété et que son actuel propriétaire bénéficie d'une rente ou d'un rachat de ses biens. Il est isolé, face à une forte majorité de conservateurs. En dépit d'une attachante estime réciproque, Herzen reste en désaccord avec Samarine, lors de leur rencontre à Londres. Plus tard, apprenant la mort de Khomiakov, il publie en janvier 1861, un nécrologue où il rend hommage à une lignée de slavophiles, Kireïevski, Khomiakov, Aksakov, auteurs d'un tournant dans la pensée russe, un *perelom*. Étranges adversaires animés par le même amour pour la Russie, son peuple, ses coutumes, « mais tel Janus, nous regardons dans des directions opposées, eux vers le passé, nous vers l'avenir ».

5. Promotion du libéralisme

Autocratie et Servage en question

Défiant envers le présent, mais lucide envers l'avenir, Nicolas Ier a su préparer sa succession, une relève exceptionnelle, incarnée par son fils aîné, **Alexandre II** (1818-1881) et **Constantin** (1827-1892), son second. Tous deux, élevés dans l'esprit humaniste de leur précepteur, le poète Joukovski, sont convaincus de la nécessité de réformes imminentes. Une alliance familiale s'instaure entre un autocrate éclairé, son frère, un « orléaniste », inspirateur inamovible d'une ligne libérale, et leur tante, la grande-duchesse **Elena** (1807-1873), née Frederike Charlotte, princesse de Wurtemberg, la veuve de Michel, le frère cadet de Nicolas Ier. Dans le palais Mikhaïlovski, Elena crée des soirées morganatiques au cours desquelles des membres de la famille du tsar rencontrent des personnes qui officiellement n'ont pas accès à la Cour impériale, un espace neutre, où peuvent être discutés entre partisans et adversaires, les projets de réformes et leur réalisation. Elle est soutenue par l'entourage du comte Kisselev, désormais ambassadeur de Russie à Paris, ses neveux Nikolaï et Dmitri Milioutine, des professeurs d'université, les membres de la Société géographique russe, fondée par Nicolas Ier ; le grand-duc Constantin en a été élu président en 1845, à l'initiative de son père.

La guerre de Crimée a mis en évidence les faiblesses économiques, les tares sociales d'un régime dont la puissance militaire n'était qu'apparente. Sa modernisation, une fois de plus, est à l'ordre du jour, mais la solution du problème paysan apparaît à Alexandre II être un préalable inévitable à toute politique de réforme. S'adressant à une assemblée de la noblesse, en mars 1856, il prononce une phrase devenue historique : « Il vaut mieux abolir le servage d'en haut que d'attendre le moment où il commencera lui-même à s'abolir d'en bas ».

Crainte d'une nouvelle *pougatchevchtchina* ? Vain appel à la bonne volonté des propriétaires ? Non, c'est l'annonce d'une décision irrévocable. Misant autant sur les conservateurs que sur les libéraux, il crée le 3 janvier 1857 un Comité secret (*neglasny*), sous la présidence du prince Alexeï Orlov, hostile à l'abolition du servage, au point d'en envisager la suppression, mais avec la présence active de son frère Constantin. Le Comité se transforme en Grand Comité et arrive à la constatation que libérer des serfs sans terres, reviendrait à créer des prolétaires et engendrerait des troubles.

Les 20 millions de paysans de l'État, grâce à la politique éclairée de Kisselev, jouissent déjà de toutes les libertés individuelles et disposent, dans le cadre de leur *obchtchina*, d'un usufruit sur la terre ; elle appartient à l'État auquel ils paient une redevance. Ils disposeront par la suite de droits civiques, pourront acheter et vendre des terres et accéder ainsi au statut de petits propriétaires, le vœu de Kisselev. Ce processus pourrait-il s'appliquer aux 20 millions de serfs appartenant à 100 000 propriétaires fonciers, dont la majorité a hypothéqué ses biens ? Comment concilier les intérêts des propriétaires avec ceux des paysans ? En novembre 1857, Alexandre décrète la formation de comités provinciaux de la noblesse afin qu'ils élaborent des propositions. Dans leur lutte commune contre les « planteurs », slavophiles et occidentalistes s'accordent sur la nécessité de libérer les paysans avec la terre qu'ils exploitent, mais s'opposent sur leur statut : accès à la propriété privée ou collective avec conservation de l'*obchtchina*, seule capable, selon les slavophiles, de protéger la majorité des paysans du dénuement, de la prolétarianisation et de l'anarchie.

Laisser l'initiative des travaux aux comités provinciaux de la noblesse où prédominent les conservateurs, reviendrait à repousser la solution du problème paysan à un avenir indéterminé. Pour accélérer le processus, en janvier 1859, on crée des commissions de rédaction où siégeront, non seulement les représentants de la majorité conservatrice, mais également ceux de la minorité libérale, pour examiner

leurs propositions. Leur activité sera totalement indépendante du Grand Comité et du Conseil d'État. Alexandre II en attribue la présidence à celui qui jouit d'une confiance générale, à **Iakov Rostovtsev** (1804-1860) né à Saint-Pétersbourg, à la sortie du Corps des Pages, il s'engage dans une carrière militaire, et devient aide de camp du grand-duc Michel, en campagne contre les Turcs, puis en Pologne. En 1831, il est affecté à la direction des écoles militaires. Il en assure l'autorité à l'avènement d'Alexandre II, améliore le niveau pédagogique, édite des manuels, publie une revue pour les écoles militaires. Il est membre du Conseil d'État.

Dès 1857, il fait partie d'un comité, d'abord secret, chargé de suivre les travaux des commissions. Au début, il est sceptique envers les projets de réformes. Cela se manifeste dans son programme qui conserve aux propriétaires le maintien de leurs privilèges et n'accorde aux paysans que la possession héréditaire de leur parcelle. C'est au maître qu'il reviendrait d'annoncer ces mesures à ses paysans.

En été 1858, Rostovtsev part en congé à l'étranger. À son retour, le changement est radical. Il a parcouru l'Europe, observé le mode de vie de ses paysans, consulté des ouvrages sur les modes d'émancipation du servage, et, raison décisive, peut-être, il a répondu aux souhaits pathétiques de son fils, Alexandre, qu'il a retrouvé mourant à Dresde : qu'il fasse tout pour le peuple russe !

Rostovtsev écrit : « Personne, parmi les gens éclairés et ceux qui aiment leur patrie, ne peut s'opposer à la libération des paysans. Un homme ne doit pas en posséder un autre. L'homme ne doit pas être une chose. ». Rostovtsev frappe juste, le serf est devenu une chose, un mobile qui fait partie des ustensiles d'une propriété, il peut être vendu, acheté, échangé, hypothéqué. En cela, bien que par ailleurs, les différences soient totales, il connaît le même statut que l'esclave noir d'Amérique et son maître mérite le titre de « planteur » que lui attribuent les libéraux.

Rostovtsev laisse libre expression aux diverses opinions et applique la *glasnost* en diffusant à 3000 exemplaires, des informations sur l'état des travaux, à l'intention de ceux qui pourraient concourir au succès de l'entreprise. L'inspirateur des idées libérales, Nikolaï Milioutine encouragé par le grand-duc Constantin, envisage la coexistence de grandes propriétés privées et d'une multitude de petites propriétés paysannes. L'opposition conservatrice, elle, n'accepte ni la vente de la terre aux paysans ni l'abolition des privilèges seigneuriaux.

Rostovtsev, frappé par la maladie, lutte jusqu'au bout de ses souffrances pour faire triompher ses convictions. Il meurt le 6 février 1860, frappé par un anthrax, et néanmoins, les commissions de rédaction achèvent leur activité le 10 octobre 1860 sous la présidence du ministre de la Justice, le comte **Victor Panine** (1801-1874) hostile à toute réforme, mais fidèle exécutant des prescriptions de son souverain qui souhaite l'achèvement rapide des travaux. Leurs conclusions vont être soumises successivement à l'examen du Grand Comité, puis du Conseil d'État. C'est alors que surgissent les véritables difficultés : le principe de la propriété de la terre au paysan ne sera définitivement acquis qu'à la dernière séance du Comité, le 14 janvier 1861. Au Conseil d'État, l'opposition est encore plus vive, les libéraux sont minoritaires, le grand-duc Constantin est l'objet d'une hostilité croissante de la part des « féodaux ». Alexandre entretient des relations quotidiennes avec son frère. Il suit de près les travaux de la commission. En 1858, il s'était déplacé à travers le pays, exhortant avec chaleur les délégués de la noblesse, dans les comités provinciaux. Devant le Conseil d'État, le 28 janvier 1861, son intervention personnelle est décisive, avec deux arguments de poids :

- « Il est indispensable de conclure avant la mi-février, afin que les réformes adoptées soient rendues publiques avant le début des travaux agricoles ».
- « Vous connaissez l'origine du servage. Il n'existait pas auparavant chez nous : il a été instauré par le pouvoir autocratique et seul le pouvoir autocratique peut le détruire, en cela réside ma ferme volonté ».

Le 17 février 1861, le Conseil d'État vote un projet de réforme destiné à concilier l'inconciliable : accorder la liberté personnelle aux paysans et reconnaître que la terre appartient aux propriétaires, sans pour autant transformer les serfs en « sans-logis ».

Solennellement dans toutes les églises de la Russie d'Europe, le même jour, le 5 mars 1861, le Manifeste du tsar proclame l'abolition du servage. Un nouveau statut restitue aux serfs les droits de l'homme libre, ceux dont ils étaient privés, en tant que « mineurs » sous la tutelle de leur maître. Sergueï Lanskoï, ministre de l'Intérieur, résume d'une formule lapidaire l'intention libérale des réformateurs : « Rendons à l'homme ce qui appartient à l'homme ».

Les propriétaires, eux, conservent leurs droits de propriété sur des terres, dont ils cèdent des parcelles à leurs affranchis, contre une redevance. Est prévue une période transitoire de deux ans, afin que se mettent en place les mesures qui permettront aux paysans de devenir eux-mêmes des propriétaires libres en s'affranchissant, par le droit de rachat, des obligations envers le propriétaire. À long terme, cette mesure privilégie le transfert de la propriété foncière au paysan affranchi, mais à court terme, elle le déçoit, car il imaginait son émancipation dans un acte de justice qui lui reconnaissait aussitôt son droit de propriété sur la terre qu'il cultivait. Être ou avoir ? Acquérir les droits de l'homme libre ou les droits du propriétaire ? Une forte proportion de serfs préférerait rester sous la tutelle de leur maître si la propriété de leur terre leur était refusée. Cette déception n'engendre pas de mécontentement général, mais elle entretient une espérance : le « véritable manifeste », conforme à leur attente sera incessamment proclamé, d'où rumeurs, provocations, usurpations d'identité, et parfois émeutes réprimées dans le sang.

Possession ou propriété

Cette victoire des libéraux, réalisée pacifiquement, sans violence, par le dialogue, est radicale, mais fragile, elle exige, pour porter ses fruits, une longue période d'apaisement. Dans leur émancipation réalisée en dehors d'eux, dans des salons, des comités secrets, des commissions, des ministères, au Conseil d'État, les serfs ont été l'objet de compromis successifs, gratifiés d'une liberté personnelle, puis de droits civiques, d'un enclos, puis d'une terre dont ils acquièrent l'usufruit. Certes, le rachat individuel, à crédit, reste encore hors de portée du paysan russe, bien que le modèle du paysan français soit son avenir, selon les occidentalistes. Ils désapprouvent la solution des slavophiles, le rachat global par une collectivité, la communauté rurale, qui assure à la fois la pérennité de l'*obchtchina* et la sécurité du paysan. Elle répond surtout aux vœux du gouvernement soucieux de traiter son gigantesque plan de financement avec un créancier fiable. Du coup, de loisible, le rachat de la terre, calculé sur une durée de 41 ans, va devenir obligatoire. Les slavophiles sont déçus, Samarine constate : « On a utilisé les libéraux slavophiles, comme des “experts”, maintenant la relève est assurée par l'appareil d'État ». Sous la tutelle administrative du mir, cet organe d'autogestion de la communauté rurale, doté désormais des pouvoirs de police, de justice, d'administration locale, cédés par l'ancien maître, les paysans vont-ils subir un nouveau servage ? Certains regretteront le système patriarcal et retarderont leur rachat, d'autres trouveront le prix de la liberté individuelle plus précieux que la possession collective d'une terre, et s'en iront. Les autres, résignés dans l'attente d'une vraie justice, pâtiront dans l'apathie d'une existence collective qui étouffe toute initiative individuelle.

Mesure d'apaisement, Alexandre envoie son frère voyager à l'étranger. Un nouveau gouvernement se met en place pour entreprendre le vaste programme de réformes, dont l'émancipation des serfs ne constituait que le prélude.

À l'Instruction publique, Alexandre Golovnine, un proche du grand-duc Constantin, met fin aux troubles qui ont entraîné la fermeture de l'Université de Saint-Pétersbourg, il instaure un statut universitaire libéral, réforme l'enseignement secondaire, laissant ouvert le débat entre études classiques et modernes et confie aux zemstvos la mission d'organiser un enseignement primaire ouvert au peuple. C'est justement au nouveau ministre de l'Intérieur, Piotr Valouïev que revient le mérite d'une radicale réforme de l'administration régionale, par la création des zemstvos, fondés sur une glasnost ouverte à toutes les couches de la population, bien que limitée par un scrutin censitaire. Selon les conservateurs, le zemstvo devrait permettre à la noblesse de retrouver des privilèges perdus avec l'abolition du servage, selon les libéraux, il va devenir une école politique pour la paysannerie. « Après la libération des paysans, estime le grand-duc Constantin, c'est la plus importante réforme en Russie, davantage encore que la réforme judiciaire, car de la réussite du zemstvo dépend tout l'avenir du système politique et l'existence même de la Russie ».

Le 20 novembre 1864 s'instaurent de nouvelles instances judiciaires. La réforme menée par le libéral Sergueï Zaroudny met fin aux procédures archaïques, par la glasnost, la confrontation publique des parties, le jugement par des jurés élus.

6. Populisme et nihilisme

L'ère des proclamations

En abolissant le servage, l'autocratie détruit un édifice institutionnel et s'expose à des réactions nouvelles. Simultanément et parallèlement à l'ère des réformes, s'ouvre celle des « proclamations ». Le premier numéro du *Velikoruss* (le Grand-russien), un simple feuillet, est diffusé à Saint-Pétersbourg, puis à Moscou, en juillet 1861 ; il s'adresse à la « société éclairée », aux libéraux :

« Les paysans sont mécontents du changement accablant auquel procède le gouvernement sous prétexte de libération. Si les événements suivent leur cours, il faut s'attendre à de grandes révoltes. Le gouvernement n'y comprend rien, il est stupide et ignorant ; il mène la Russie à la *pougatchevchtchina*. Il faut, afin d'éviter des souffrances au peuple, que les classes cultivées enlèvent la direction des affaires à un gouvernement incapable ; si la société ne le fait pas, elle s'exposera elle-même au terrorisme ».

Cette « bienveillance » envers les libéraux n'est que la manifestation d'une grossière manipulation menée par des provocateurs proches de la revue *Sovremennik* (*Le Contemporain*). Leur inspirateur est **Nikolaï Tchernychevski** (1828-1889), né à Saratov dans la famille d'un prêtre. Séminariste, puis étudiant à Saint-Pétersbourg, il soutient une thèse : « Relations esthétiques de l'art avec la réalité », où il démontre la supériorité de la réalité sur l'art et distingue les besoins réels, sérieux de l'homme, de ses besoins fictifs, oiseux ». Fort de ses convictions « scientifiques », Tchernychevski devient critique littéraire d'une revue prestigieuse, fondée par Pouchkine. Il ironise sur la vie des épicuriens, les nobles, les libéraux qui vivent dans le confort et les plaisirs de la table, du sexe et des causeries entre amis, il les traite d'adeptes de l'art pur et les avertit que le temps n'est plus favorable à l'épicurisme, de manière à peine

voilée, il commence à menacer de la justice populaire les propriétaires récalcitrants aux réformes. Son esprit vétilleux, rancunier indigné les collaborateurs libéraux du *Sovremennik*, ils vont en quitter progressivement la rédaction, remplacés par les « hommes nouveaux », des roturiers, des anciens séminaristes, pointilleux ; susceptibles, convaincus d'avoir toujours raison. Si quelqu'un les importune, ils alertent l'opinion publique : « On s'attaque à nous ! On s'attaque au progrès ! ». Parmi eux se distingue **Nikolaï Dobrolioubov** (1836-1861), auteur de *Qu'est-ce que l'oblomovchtchina ?*, où il fait de Oblomov, le « pitoyable » héros apathique, velléitaire du roman de Gontcharov, paru en 1859, l'incarnation tragi-comique du noble russe, un propriétaire foncier qui ne quitte pas son divan à Saint-Pétersbourg, rêve de son insouciance enfance et laisse au dévoué Zakhar le soin s'occuper de sa personne. Dobrolioubov voit des Oblomov partout dans la noblesse russe.

Les temps ont changé, la *glasnost*, une revendication majeure des slavophiles et des occidentalistes, s'est ouverte aux « hommes nouveaux » qu'un large public populaire est prêt à écouter, ces « hommes nouveaux » qui discréditent la culture de la noblesse libérale, afin d'annihiler son rôle majeur dans la « révolution par le haut », entreprise par le tsar.

Paradoxalement, l'incompréhension grandit bientôt entre *Sovremennik* et *Kolokol*, en dépit de positions politiques communes ; elle incite *Sovremennik* à envoyer Tchernychevski à Londres pour une explication avec Herzen. En vain. Tchernychevski reproche à Herzen de dénoncer les méfaits du régime, sans s'attaquer au régime lui-même. Herzen ne peut dialoguer avec des « hommes bilieux », intelligents, mais incultes, irritables aux moindres atteintes à leur dignité. Dans leur regrettable susceptibilité, Herzen voit les séquelles de l'impitoyable régime de Nicolas Ier. Ne s'agit-il pas plutôt d'une différence de culture ? Le populisme revendicatif, primaire de Tchernychevski, est insupportable à Herzen, un révolutionnaire éclairé.

« Hommes nouveaux » d'une part, afflux d'étudiants d'autre part, l'université est en train de se modifier. Les récentes franchises ont levé les interdits et les tracasseries du règne précédent ; les étudiants sont enivrés par cette liberté nouvelle ; susceptibles, ils se mobilisent à la moindre atteinte à leur nouveau statut ; exigeants, ils boycottent les cours d'un professeur qu'ils jugent rétrograde ; solidaires, ils manifestent à la moindre revendication. Tchitcherine, défenseur d'un État monarchique, est interrompu par des siffleurs pendant son cours. Et Herzen prêche la patience aux étudiants et leur donne en exemple le monde paysan, un océan paisible dans l'attente de sa libération.

Des mesures bureaucratiques stupides visant à limiter l'accès à l'université pour rétablir l'ordre, transforment un « pacifique lieu de savoir », en un foyer de contestation radicale. Les étudiants, qui dénigrent les valeurs admises et les autorités en place, sont traités de *nihilistes* par l'opinion, parce qu'ils ne se réfèrent à aucune religion, à aucun idéal spirituel. Leur seul critère, la Science, le matérialisme scientifique inspiré par la physiologie, la chimie organique et le darwinisme. Adieu à la philosophie spéculative, à la Naturphilosophie de Schelling, place à leur bréviaire, *Kraft und Stoff*, 1855 (*Force et matière*) de **Ludwig Büchner** (1824-1899), à **Jacob Moleschott** (1822-1893) : « Pas de pensée sans phosphore » ! Place au beau sexe ! Dans les couloirs de l'université, on croise désormais des « auditrices libres » aux cheveux courts, coiffées de bibis ronds avec une plume, fumant une cigarette, bras dessus-dessous avec des étudiants. Une violation choquante des droits naturels, de la place dévolue à la femme, selon les gens « civilisés ». En classant l'homme parmi les singes, les matérialistes lui ôtent toute vocation spirituelle.

C'est aux étudiants nouveaux, d'origine souvent ecclésiastique, roturière, nihilistes par leur mépris envers le patrimoine légué par la génération précédente, une société éclairée, que s'adresse l'appel *À la jeune génération*, diffusé en automne 1861. Ses auteurs sont, eux aussi, des collaborateurs du *Sovremennik*, **Nikolaï Chelgounov** (1824-1891), un forestier et **Mikhaïl Mikhaïlov** (1829-1865), un poète populiste. Il

est imprimé à Londres par l'entremise de Herzen et diffusé largement à Saint-Pétersbourg, au moment où dans la capitale, pour des causes inexplicables, éclatent partout des incendies.

« Le tsar a trompé l'attente du peuple : il ne lui a pas donné la vraie liberté, celle dont il rêvait et dont il avait besoin... Jeune génération ! Nous nous adressons à vous, parce que nous pensons que vous êtes les plus aptes à sauver la Russie, vous êtes sa vraie force, les guides du peuple... Nous croyons en nos forces neuves, nous croyons que nous sommes appelés à doter l'histoire de principes nouveaux, de dire notre mot, de ne pas répéter les lieux communs de l'Europe... Si, pour réaliser nos aspirations, distribuer la terre parmi le peuple, il était nécessaire d'égorger cent mille propriétaires, nous n'hésiterions pas...

Nous voulons que se développent les principes d'autogestion déjà partiellement réalisés au sein de notre peuple... Notre commune rurale est la cellule de base, l'ensemble de ces cellules, c'est la Russie. < ...> Nous voulons que la terre appartienne non pas à des particuliers, mais au pays, que chaque *obchtchina* possède son lot, que la propriété privée n'existe plus... L'espoir de la Russie, c'est le parti du peuple ».

Inspirés par la providentielle découverte du baron von Hachthausen et nourris de convictions socialistes empruntées à l'Occident, les provocateurs du *Sovremennik* brandissent des menaces démesurées pour énoncer les objectifs du « parti du peuple » et pour décrire à grands traits son programme populiste. C'est l'attachement obstiné à cet idéal qui justifiera pendant des décennies le recours à la violence extrême, au terrorisme.

Les « hommes nouveaux » partagent avec les slavophiles une foi ardente en l'utopie de la commune rurale, appelée à émanciper le peuple du pouvoir de l'État et à le sauvegarder d'une désastreuse prolétarianisation. Mais leur rejet nihiliste, à la fois,

du régime en place et de la civilisation européenne qui ruinerait la Russie, ne relève plus de la spéculation, mais de l'action. « Humiliés et offensés », ils se sont investis d'une mission : propager au sein de l'opinion la haine, qu'ils éprouvent eux-mêmes envers le tsar, la noblesse, la bourgeoisie, la civilisation occidentale, et prévoir l'inévitable révolution populaire qui couve parmi les paysans trompés dans leur espérance.

La proclamation *Jeune Russie (Molodaïa Rossia)* est diffusée en mai 1862. Son auteur, un étudiant de 19 ans, Piotr Zaïtchnevski, détenu en prison à Moscou, signe sa proclamation au nom d'un fictif « Comité central révolutionnaire » il affirme :

« Bientôt viendra le jour, où nous déploierons le grand drapeau de demain, le drapeau rouge, en criant : “Vive la république sociale et démocratique de Russie !” et où nous marcherons sur le Palais d'Hiver pour exterminer ses habitants. Peut-être l'affaire se limitera à l'extermination de la famille impériale, c'est-à-dire environ une centaine de personnes, mais, il se peut, et c'est le plus probable, que tout le parti impérial, comme un seul homme se dresse en faveur du souverain, parce qu'il sera alors question pour lui d'être ou ne pas être. En ce cas, pleinement confiants en nous, en nos propres forces, en l'assentiment du peuple, en l'avenir glorieux de la Russie, mandatés, nous, les premiers à réaliser la grande cause du socialisme, nous ne pousserons qu'un seul cri : “À vos haches !” et alors, et alors, frappe le parti impérial, sans merci, comme il est sans merci avec toi aujourd'hui, frappe le sur les places si cette vile canaille ose s'y manifester, frappe le dans les maisons, dans les étroites ruelles des villes, frappe le sur les larges avenues des capitales, frappe le dans les villages et les hameaux... »

Ces propos outranciers provoquent au sein de la société un sentiment de peur apte à transformer en réalité ce qui n'est encore que fantasme. Ils ne choquent pas Herzen, ironique envers ses amis libéraux : « Hommes faibles, de peu de foi ! Un rien suffit pour effrayer vos nerfs de femmelette, pour vous pousser à la retraite, vous

agripper aux basques du policier. Qui peut croire que le peuple russe va s'emparer de sa hache au premier cri : "Vive la république sociale et démocratique de Russie !" Cette effrayante affaire se réduit à un élan juvénile, inoffensif ; pas une goutte de sang n'a été versée et ne sera versée, sinon le leur, le sang de ces jeunes fanatiques ».

Aveuglement de Herzen, trop bienveillant envers des jeunes dont il veut conserver la confiance ? L'influence de *Kolokol* est considérable parmi eux, mais il ne prône pas la violence, comme les radicaux convaincus que les réformes libérales sont l'amorce d'un imminent soulèvement populaire. La paysannerie n'est pourtant pas une matière inflammable, comme les étudiants.

Zemlia i Volia et le populisme

La diffusion massive de « Jeune Russie » coïncide avec une flambée d'incendies qui ravagent la capitale durant le mois de mai. Ils sont favorisés par une exceptionnelle sécheresse saisonnière et la défaillance en moyens de lutte contre le feu. Des quartiers entiers sont dévastés. On y remédiera en installant des points d'eau et en équipant les pompiers de lances d'eau à pression, mais l'opinion angoissée cherche des coupables, accuse les étudiants, les Polonais, un ennemi insaisissable. Pour la calmer, on procède à la fermeture, pour délit d'opinion, des écoles du dimanche animées par de jeunes bénévoles à l'intention du peuple et, en fin de compte, à l'arrestation de Tchernychevski et du fondateur de *Zemlia i Volia* (Terre et liberté) **Nikolaï Serno-Solovievitch** (1834-1866). Élève du Lycée Alexandre, il entre à la Chancellerie impériale et participe aux travaux préparatoires sur l'abolition du servage. Bientôt convaincu qu'ils n'aboutiront à rien de satisfaisant, il démissionne et part en Occident. À Londres, il rencontre Herzen et Ogarev. Sous l'influence du système mutualiste de Proudhon, il publie en juillet 1861, dans *Kolokol* *Que faut-il au peuple ?*, une réfutation du Manifeste et une revendication, la Terre et Liberté, l'amorce d'un parti clandestin. De retour en Russie, il ouvre avec son frère une

librairie et une bibliothèque où il diffuse des ouvrages interdits. Il publie à Berlin une brochure *Solution définitive du problème paysan*. Elle reflète la déception d'une génération qui s'est rendue compte qu'on ne pouvait tout attendre d'un despote éclairé et de son appareil d'État coupé de la société de manière souveraine, faute de *glasnost*. Il ne restait plus qu'à se retirer du monde, tel un « homme de trop » dépeint par Tourgueniev, ou à se mettre au service d'un autre souverain, le peuple.

En coordination avec Tchernychevski, une société secrète regroupe plusieurs centaines de membres dans diverses villes importantes. Elle n'aura qu'une existence éphémère (1861-1864) marquée par son adhésion problématique à la révolution polonaise. Elle sera dissoute après l'arrestation de ses dirigeants, compromis par la saisie à la frontière de courrier et de documents envoyés par Herzen. Serno-Solovievitch est condamné à 12 ans de bague, mais périt de mort accidentelle à Irkoutsk en 1866.

Zemlia i Volia renaîtra avec le même titre en 1876, sous l'impulsion de nouveaux leaders, le programme de ce « parti du peuple » restera toujours le même : partage de toute la terre en parts égales entre les paysans et leur gestion communautaire dans le cadre d'une *obchtchina* généralisée. Ce programme populiste répond-il aux vœux réels des paysans ? Son titre reprend les sempiternelles revendications des serfs : *Zemlia ! Volia !* Et pourtant *Volia* est déjà accordée par le Manifeste du tsar ! *Volia* signifie à la fois volonté et liberté et présuppose son contraire *Nevolia*, la contrainte, un terme chargé du poids mortifère de siècles de servage. Traduire *volia* simplement par liberté lui enlève son caractère sacré. Volonté et liberté s'accordent dans une relation existentielle, en dehors des dimensions civiques que la société éclairée, le libéralisme attribuent à *svoboda*, à la liberté de pensée, de réunion, de conscience, une liberté en association avec des droits civiques, alors qu'il est exclu de les accoupler avec *volia*, une liberté, une volonté en soi.

Tchernychevski est poursuivi pour un écrit adressé aux paysans, par des « personnes bien intentionnées ». Il est rédigé dans une langue maladroite, censée leur être plus accessible. Sa thèse : le tsar vous a trompé, il ne reste plus qu'à prendre les haches. Il a fait semblant de supprimer le servage pour ne pas avoir honte devant les Anglais et les Français qui l'ignoraient. Tchernychevski exploite le double sens du mot *volia* qu'il traduit par état de liberté, *na volié*: vis où tu veux, va où tu veux sans passeport ; ou bien par le pouvoir, celui de commander ; il appartient exclusivement au peuple, *volia naroda*.

Vivre *na volié*, en possession de sa *zemlia* dans le cadre de son *obchtchina*, dans l'ignorance de la *svoboda*, des droits civiques, propres à un citoyen, voilà la dystopie dont ils vont se prévaloir. Les populistes vont se prévaloir les populistes au nom de *volia naroda*.

Tchernychevski est condamné à une peine de 14 ans de bagne, réduits de moitié, puis à l'exil en Sibérie et enfin son retour dans sa ville natale Saratov, peu avant sa mort en 1889.

Tyrannicide et terrorisme

Dans l'Antiquité grecque, le meurtre d'un tyran, accompli en dehors de toute procédure légale, s'inscrit dans la participation des citoyens au pouvoir démocratique. À Athènes, l'action de Hippias et Hipparque, contre la tyrannie des Pisistratides, passe pour du dévouement civique. À Rome, Cicéron décerne des éloges à Brutus et à Cassius après l'assassinat de César. La Papauté, dans ses conflits avec le Saint-Empire, invoque droit naturel et volonté divine, pour consacrer les assassins vertueux des usurpateurs. Le tyrannicide s'en prend exclusivement au tyran, et ménage la vie des innocents qui l'entourent.

Le terroriste, lui, recourt au meurtre pour semer la terreur. Paradoxalement, ce terme est attesté la première fois fin 1794 pour désigner, a posteriori, ceux qui ont participé à la Terreur en 1793-94, sous l'égide du Comité de salut public. Mais le mot change de sens au XIX s., pour désigner non plus une action du pouvoir, mais d'une action contre le pouvoir.

Les complots des carbonari relèvent encore du tyrannicide, mais les attentats en Irlande, ou dans l'Empire ottoman défient le gouvernement, exposent à la violence la population et la terrorisent. Le terrorisme devient un mode d'action politique courant. En Russie, le premier attentat contre le tsar en 1866 peut être encore qualifié de tyrannicide, bien qu'il s'inscrive déjà dans une vaste conspiration terroriste.

7. Nihilisme et terrorisme

Après le démantèlement de *Zemlia i Volia*, d'autres associations prennent le relais, notamment « l'Organisation » de **Nikolaï Ichoutine** (1840-1879). Par-delà la propagande et l'agitation, elle poursuit, au sein d'un noyau secret, « l'Enfer », une autre action, l'initiation au *terrorisme*. Ses membres, animés d'un « sentiment juvénile », sont prêts à sacrifier leur vie dans des attentats, afin d'empêcher l'évolution du processus de réformes qui mènerait la Russie à l'instauration d'un régime bourgeois, au capitalisme, source de souffrances accrues pour le peuple. Lassés d'attendre vainement le soulèvement des paysans, les plus radicaux prennent une décision suprême, celle d'assassiner le tsar, afin de rompre définitivement les liens séculaires entre l'autocratie et le peuple. L'Enfer prétend être la section russe d'un « Comité révolutionnaire européen » voué à l'extermination de tous les monarques. Ces apprentis « terroristes », des « hommes perdus » ne sont pas encore des professionnels, ils ne disposent pas de structures organisées, mais ils représentent déjà par leur mentalité un comportement d'abnégation nihiliste qu'on va retrouver constamment chez leurs successeurs. **Dmitri Karakazov** (1840-1866) est l'un d'eux. Mû par une décision personnelle, il rédige une proclamation où il confesse son intention de tuer le tsar ; il en diffuse des copies, les autorités en prennent connaissance, cela n'empêche pas le 4 avril 1866, Karakazov de tirer sur le tsar à la fin de sa promenade au Jardin d'Été.

Bien que l'attentat soit raté, ses répercussions sont immenses. Il a révélé à une opinion indignée et apeurée, les méfaits d'un nihilisme dont le succès est attribué au laxisme des libéraux. Le ministre de l'Instruction publique, **Alexandre Golovnine** (1821-1886), est démis aussitôt de ses fonctions. En dehors du ministre des Finances, Reutern, tous les partisans de Constantin Nikolaïevitch quittent le gouvernement, remplacés par des conservateurs qui vont s'appliquer, au nom de l'ordre et de la sécurité, de réduire la portée des réformes réalisées. Valouïev, « irremplaçable »,

selon Alexandre II, restera en fonction jusqu'en 1868. La politique sécuritaire inaugurée alors rend impossible la poursuite des réformes, sauf celle qu'a entreprise Dmitri Milioutine dans le domaine militaire, la modernisation de l'armée, le remplacement du mode de recrutement propre au servage par un service militaire obligatoire. Le projet de Valouïev, repris par le grand-duc, la création d'une instance consultative de représentants des zemstvos et des villes auprès du Conseil d'État, est repoussé par le tsar, par crainte, autant d'une poussée oligarchique, que d'une « révolution par le bas ». Cette ouverture libérale répond pourtant à un vœu général de l'opinion : la *glasnost* ! Que les voix des diverses couches de la population parviennent enfin jusqu'au trône !

Les réformateurs, libéraux et slavophiles.

Piotr Valouïev (1815-1890). Dans sa jeunesse, Valouïev s'est manifesté comme un esprit contestataire, mais il a toujours su se plier aux circonstances et a réussi une carrière, facilitée, il est vrai, par son mariage avec la fille du prince Viazemski, l'ami de Pouchkine. Devenir gouverneur de Courlande (1853-58), il a rédigé en 1855 un écrit, *Douma rousskogo* où il condamnait le mépris de la personne et l'indifférence envers le sort de la Russie qui règnent dans l'appareil d'État : « La gouvernance aboutit à une centralisation extrême dans tous les secteurs, mais les relations entre eux sont rares et fragiles. La masse des affaires qui remonte jusqu'aux plus hautes instances surpasse leurs possibilités d'action. Une part importante, par nécessité, est livrée à l'arbitraire de leurs chancelleries. C'est ainsi que le sort des rapports des gouverneurs de province et des gouverneurs-généraux dépend très souvent, non pas des ministres, mais de leurs subordonnés dans tel ou tel autre ministère ». Le grand-duc Constantin, destinataire de ce pamphlet, approuve ces paroles de vérité et en diffuse des extraits au sein de son ministère de la marine. Les convictions libérales n'empêchent cependant pas Valouïev d'être, quelque temps, « la plume de l'opposition », lorsqu'il devient l'adjoint de Mikhaïl Mouraviev au

ministère des Domaines !

Défenseur inconditionnel de la monarchie, il estime cependant nécessaire de l'encadrer dans la légalité et d'élargir sa base sociale. Il se considère comme un ministre européen, modéré dans son comportement politique, capable de faire des concessions sur des détails, mais inflexible dans le respect des principes fondamentaux. Il acquiert par conséquent une réputation d'esprit faible ou opportuniste. En réalité, dans son désir de servir au plus près son souverain, ce sont souvent les hésitations de ce dernier qu'il reflète lui-même.

La tâche principale de Valouïev est la réforme de l'administration régionale, la création des *zemstvos*. Selon le projet, c'était l'abandon, par la *verticale du pouvoir*, d'une partie de ses responsabilités au profit d'une *horizontale* apte à gérer certains domaines locaux sans l'intervention permanente du centre. Le recours au vote par curies donnait au zemstvo un caractère public, *vnesoslovny* (hors couches sociales), qui répondait au souhait d'une activité dans l'intérêt général, mais le cens plus ou moins élevé, limitait la représentation à des possédants.

Le 22 juin 1862, il adresse une analyse, *L'état actuel de la Russie*, au prince Vassili Dolgoroukov, chef du corps des gendarmes et de la III section. Il constate que le gouvernement est isolé devant la population. La noblesse, mécontente, souvent à tort, se divise en divers courants et ne constitue pas un appui sérieux. La classe marchande, indifférente envers la politique, n'exerce aucune influence sur les masses. Source de désordre, le clergé n'a soutenu aucune réforme et ne peut que manifester une opposition nuisible. La paysannerie forme une masse indépendante et agitée sous l'influence d'illusions dangereuses et d'espérances irréalisables.

Le problème est de définir quels secteurs d'activité vont dépendre d'une autogestion qui ne dispose pas de pouvoir exécutif; ainsi le zemstvo restera sous le contrôle de la police officielle pour le maintien de l'ordre. L'examen du projet de

Valouïev est revu à plusieurs reprises par le Conseil d'État et ce n'est qu'en raison des troubles en Biélorussie, en Lituanie et Ukraine occidentale qu'il est adopté en janvier 1864. Du point de vue des conservateurs, tournés vers le passé, cette institution, qui allait s'étendre à partir des provinces grand-russiennes à tout l'empire, devait permettre à la noblesse de retrouver des privilèges perdus avec l'abolition du servage ; en revanche, selon les libéraux comme les frères Milioutine et Golovnine, tournés vers l'avenir, elle allait devenir l'école d'une éducation politique pour la paysannerie. Le grand-duc Constantin estimait : « Après la libération des paysans, c'est selon moi, la plus importante réforme en Russie, bien davantage que la réforme judiciaire, car de la réussite du zemstvo dépend tout l'avenir du système politique et l'existence même de la Russie ».

En relation avec la création des zemstvos, au début de 1863, Valouïev propose au tsar une réforme du Conseil d'État. Il fonde son argument sur la montée du vif sentiment patriotique que provoquent les « événements » en Pologne : l'opinion publique craint que pour calmer les Polonais, le tsar leur accorde des privilèges dont sont privés les Russes ! Pour les satisfaire, en 1862 déjà, Valouïev avait proposé une réforme inspirée par le bicamérisme du Reichsrat autrichien : doubler le Conseil d'État, en tant que chambre haute, par une chambre basse comptant des représentants élus des zemstvos. Le projet fut repoussé.

À Valouïev revient également la réforme du statut de la presse et de la censure. D'abord, pour faire entendre la voix du gouvernement et réagir aux arguments d'une presse d'opposition, il envisage la sortie en janvier 1862, d'un quotidien *Severnaïa potchta*, la direction en est confiée à Alexandre Nikitenko. En accordant la liberté d'expression à la presse, le ministre cherche à la détourner des vaines polémiques inspirées par les plus radicaux et de la tournée vers l'étude et l'exposé des problèmes économiques, sociaux actuels. Le 6 avril 1865 sont adoptés les règlements provisoires de la presse. Sous l'autorité d'une direction générale, ils suppriment la censure préalable sur les nombreuses publications des deux capitales, mais le recours

à des avertissements répétés peut aboutir à la fermeture : ce sera le cas avec *Sovremennik* et *Rousskoïe slovo* en 1866. Les typographies et les librairies n'échappent pas à la surveillance des autorités.

Valouïev quitte ses fonctions en 1868, et conserve des activités honorifiques au Conseil d'État, préside des conseils des ministres. On fait encore appel à lui en 1880, lors d'un éphémère retour à la politique de réformes.

Alexandre Golovnine (1821-1886), fils unique d'un amiral, succède au comte Poutiatine au ministère d'Instruction publique en décembre 1861. Après de brillantes études, il assure diverses fonctions avant de se retrouver au ministère de la Marine où il devient l'un des rédacteurs du *Recueil marin*, cher au grand-duc Constantin, il participe à l'organisation d'expéditions géographiques et ethnographiques à travers la Russie et devient tout naturellement l'intermédiaire entre le grand-duc et des personnalités engagées dans la solution du problème paysan. L'amitié le lie aux frères Milioutine, à Samarine, Kaveline et Nicolas Bunge. Il devient ministre d'instruction publique peu après les troubles qui ont entraîné la fermeture provisoire de l'Université de Saint-Petersbourg. Golovnine expliquait cette crise par la dégradation de l'activité scientifique et l'absence de relations humaines entre enseignants et étudiants à la suite d'une organisation désuète. Il envoie des missions d'études à l'étranger et en Russie pour aboutir au statut universitaire de 1863 qui instaure l'autogestion, le tribunal des étudiants par eux-mêmes, augmente le nombre de chaires et le traitement des professeurs. Il double le budget de son ministère tout en supprimant des dépenses inutiles à caractère bureaucratique. En 1864 il a instauré un nouveau statut pour l'enseignement secondaire laissant ouvert le débat entre études classiques et modernes. C'est aux *zemstvos* et aux instances urbaines qu'est dévolue la mission d'organiser un enseignement primaire ouvert au peuple. Faute de temps, Golovnine ne pourra qu'en tracer les grandes lignes.

Golovnine est guidé par la volonté de faire régner la *glasnost*, le libre-échange des points de vue dans la société éclairée, lors des discussions sur l'éducation, sur les mesures prises par le ministère. Une revue officielle, des livres, des brochures informent de l'état des lieux dans les établissements scolaires, des initiatives, des jugements portés.

L'attentat de Karakazov contraint Golovnine à démissionner le 14/26 avril 1866. Dans sa retraite, membre du Conseil d'État, il se consacre à recueillir des documents sur le règne d'Alexandre II et sur l'activité du grand-duc Constantin. Il entretient son domaine familial dans le gouvernement de Riazan en affermant les terres qui lui reviennent après le partage, à ses paysans, non pas par profit, mais afin qu'ils ne s'en aillent pas. Il poursuit une réforme scolaire inachevée durant son ministère en édifiant à ses propres frais des écoles primaires pour garçons et pour filles.

Dmitri Milioutine (1816-1912) comte en 1878, général-feld-marchal, né à Moscou dans la famille des Milioutine ennoblée sous Pierre le Grand pour avoir créé à Moscou la première fabrique de soyeux. Sa mère, Elizaveta Kisseleva était la sœur de PD le ministre des Domaines, partisan de l'abolition du servage.

Avec ses frères cadets, il poursuit ses études à la Pension universitaire de Moscou, s'adonne aux mathématiques et à la cartographie. En 1833, il débute sa carrière militaire dans la première brigade de l'Artillerie de la Garde, étudie à l'académie militaire, rédige des articles. En 1839 il est affecté au Caucase, au conflit avec Chamil à la tête des Tchétchènes. Blessé sérieusement à l'épaule, il poursuit la traque de Chamil dans ses places fortes. En congé en 1840-41, il visite l'Europe. En 1845, il est nommé professeur de géographie militaire à l'Académie militaire impériale, publie de nombreux ouvrages. Pendant la guerre de Crimée, il assure la protection des fortifications sur la Baltique. En 1856, il retourne au Caucase, en tant que chef de l'état-major général, il réorganise, renforce l'armée, repousse Chamil,

l'affaiblit et le fait prisonnier en 1859.

Devenu en 1860 adjoint au ministère de la guerre, puis ministre de la Guerre 1861-1881, il est l'un des familiers du cercle que formait la grande-duchesse Elena Pavlovna, dans l'esprit de justice et d'équité qui anime Alexandre II dans ses projets de réformes. Il entretient des relations avec des intellectuels éclairés comme Kaveline, Korch, intervient à propos de censure ou de justice. Dans son ministère, il commence par alléger peu à peu le sort du soldat. La durée du service est ramenée de 25 à 16 ans. Les peines corporelles, les enchaînements sont supprimés, l'usage des verges réduit, l'éducation des analphabètes systématisée. Mais c'est dans le mode de recrutement que Dmitri Milioutine procède à une réforme radicale. Les travaux d'un comité créé en 1870 aboutissent en 1874 à un Manifeste qui met fin à un système qui permettait à un seigneur de choisir ses recrues et de se défaire arbitrairement des indésirables parmi ses serfs. L'introduction du service militaire, obligatoire pour tous, va au-delà de l'émancipation des paysans, car il concerne l'ensemble de la population. Il provoque l'opposition des conservateurs, celle du comte Dmitri Tolstoï, ministre de l'Éducation. Milioutine accorde des dispenses aux diplômés, fait publier des manuels, des revues techniques, ouvre partout des écoles de junkers pour la promotion dans les grades de sous-officiers ; il assure l'ouverture de cours médicaux féminins ; ils révèlent leur importance durant la guerre russo-turque de 1877-1878. Rénovée et confiante, l'armée de Milioutine se comporte brillamment dans un conflit où l'adversaire, équipé par les Anglais, dispose de l'armement le plus moderne.

Proche collaborateur d'Alexandre II, après son assassinat, Milioutine se sent mal à l'aise dans l'entourage de son successeur Alexandre III. La figure de Pobiedonostsev lui est insupportable. Il demande sa démission, refuse la gouvernance du Caucase et se retire définitivement dans sa propriété en Crimée, parmi ses vignobles.

Nikolaï Milioutine (1818-1872), frère cadet de Dmitri, il suit le même cursus d'études que lui et débute en 1835 une carrière civile au ministère de l'Intérieur avec des missions à Novgorod, Tver, Moscou et ailleurs. Il traite de la famine, de la sécurité, de la première voie ferrée. En 1845, création de la Société de Géographie, il en devient, avec son frère, un membre actif. Chargé du département de l'économie, il procède à de vastes statistiques, objet de publications (1838-1864).

En 1856, dans « Pensées préalables à la solution des relations entre propriétaires et paysans », il propose, à l'exemple de la Prusse, de libérer les serfs avec leur terre contre un rachat. Il entre, lui aussi, comme son frère, dans le cercle de la grande-duchesse Elena Pavlovna, se lie avec le frère du tsar, le grand-duc Constantin et avec le ministre de l'Intérieur Sergueï Lankoï. Il devient son adjoint en 1859, chargé de préparer la réforme paysanne. Il soutient les positions libérales des slavophiles et, avec l'approbation du tsar et de son frère Constantin, donne à la réforme une orientation libérale et slavophile, dans la mesure où il n'est plus question de propriété individuelle, mais collective dans le cadre de l'*obchtchina*.

Libéré de ses fonctions après la proclamation du Manifeste d'abrogation du servage, avec Iouri Samarine et le prince Vladimir Tcherkasski, il part en mission en Pologne où vient d'éclater la révolution. Loin de négocier avec les « rebelles », il tente de séparer le peuple de ses dirigeants par le *Polojenie*, l'émancipation des serfs polonais et leur accès à la propriété privée de leur terre en 1864. En revanche, des mesures administratives hostiles sont prises à l'encontre de la classe des propriétaires et aussi de l'Église catholique avec la sécularisation de son patrimoine. Cette politique tourne au fiasco et n'arrête pas la « pacification » par les armes qui prépare un sombre avenir à la Pologne.

Milioutine retourne au Conseil d'État. Il est victime d'une congestion cérébrale en 1866 et meurt à Moscou en 1872. Sur sa tombe, au Novodevitchi Monastyr, Tourgueniev vante ses mérites envers la Russie.

Le prince **Vladimir Tcherkasski** (1824-1878) compose à l'Université de Moscou une histoire de la population, en 1844. Une seule issue, l'*obchtchina*. Proche des slavophiles, il rédige pour le Recueil Moscovite *Iouriev den*, un article sur une tradition ancestrale qui permettait, jusqu'au XVI s., au paysan, « le jour de Iouri », à la fête de Saint-Georges, le 26 novembre, de quitter librement son employeur, une fois les travaux saisonniers achevés et les comptes réglés, et d'aller travailler auprès d'un autre. Il disposait pour cela d'un délai d'une semaine avant et d'une semaine après cette date. Ivan III fixe les modalités de ce contrat dans le *Code de lois* de 1497. L'usage de ce privilège est d'abord suspendu, puis supprimé, sans qu'aucun oukase n'ait laissé de trace d'une décision qui condamnait le paysan au servage. Les historiens, en désaccord entre eux, accusent Ivan le Terrible, Boris Godounov ou simplement les circonstances, l'introduction de la *corvée*, dont le serf en Occident s'est peu à peu émancipé au profit de la *redevance*. Les paysans russes, au contraire, fixés à la terre, découvrent le servage ; nombreux parmi eux tiennent à rester libres, *na vole*, les fuyards sont poursuivis, en principe, pendant cinq ans ; cette issue disparaît, lorsque Alexis Romanov supprime tout délai en 1649. L'impérieux besoin d'une main-d'œuvre stable dans les propriétés est une raison d'État cruciale pour une Moscovie à la conquête de sa souveraineté. L'article de Tcherkasski est jugé subversif et il reste soumis à une surveillance policière jusqu'à l'avènement d'Alexandre II. Il publie dans la revue *Rousskaïa Bessedà* « Regard sur les événements politiques en Europe en 1855 » et des études sur Montalembert et Tocqueville, ainsi que sur la Triple alliance. En 1857, il entre dans l'entourage de la grande-duchesse Elena Pavlovna, rédige à son intention des analyses et participe activement à la préparation de la réforme paysanne. Plus libéral que slavophile, il prône un régime foncier fondé sur la propriété privée. Au comité provincial de Toula, il risque de se faire exclure pour sa défense opiniâtre de la libération du serf avec sa terre. Dans les commissions de rédaction, il est membre expert avec Nikolaï Milioutine et Iouri Samarine. C'est avec eux, après le *Manifeste d'abrogation du servage*, qu'il est envoyé en mission d'apaisement en Pologne où vient d'éclater la révolution. En dépit du *Polojenie* qui accorde en 1864 aux paysans polonais la propriété de la terre qu'ils exploitent, au

détriment de leur maître, c'est un échec qui laisse place à la « pacification » par les armes.

Maire de Moscou (1869-1871), il incite sa Douma d'adresser au tsar des félicitations pour sa politique souveraine, à la veille de la guerre russo-turque. Jugée prématurée et inconvenante, cette démarche l'oblige à démissionner. Il se rattrape durant les hostilités, en organisant les secours de la Croix Rouge, et ensuite en préparant l'avenir politique d'une Bulgarie qui accédait à l'indépendance. Il meurt slavophile, voire panslaviste, le 19 février 1878, le jour de la signature du traité de San Stefano.

Iouri Samarine (1819-1876), né dans une famille noble de Moscou, étudiant à l'université, il se passionne pour Hegel et cherche à le concilier avec l'orthodoxie. Sous l'influence de Khomiakov, il adhère à la slavophilie et soutient une thèse en 1844. Nommé à Riga, il étudie dans les archives l'histoire des Estes et des Lettons en relation avec les propriétaires allemands. Dans *Lettres de Riga*, diffusées en manuscrit en 1849, il décrit les rapports entre les Allemands de la Baltique et la Russie. Ils devraient rester secrets. Après une explication avec Nicolas Ier lui-même, il est affecté à Simbirsk, tout en gardant sa conviction : l'émancipation des Estes et des Lettons est indispensable.

En quête d'une conciliation entre l'État monarchique et les normes sociales inspirées par la slavophilie, il entre en contradiction avec Aksakov, selon lequel, le peuple russe est anti-étatique. Il démissionne, se retire sur ses terres et observe la situation de ses paysans, persuadé que leur émancipation est inévitable. Il en étudie les formes en Occident, en Prusse, publie un essai et collabore depuis 1856 à *Rousskaïa Bessedà*.

Elena Pavlovna lui demande une histoire du servage en Russie, origine et influence sur le peuple. Samarine associe l'émancipation progressive du servage, la

terre cédée en propriété aux paysans, avec la conservation de l'*obchtchina*. Son propriétaire serait indemnisé par une rente de 6 % ou par une vente intégrale. Il participe activement au comité provincial de Samara, aux commissions de rédaction. Après la proclamation du Manifeste, il accompagne Nikolaï Milioutine en Pologne, puis se consacre à l'aménagement des nouvelles institutions, les zemstvos, dans sa province, à Moscou, dans le respect des traditions et l'innovation. Son idéal, une monarchie populaire antérieure à Pierre le Grand. Dans ses débats avec Kaveline et Herzen, il conteste le caractère diviseur de la liberté individuelle, incapable d'assurer la *tselnost*, l'intégrité de la conscience, et la *sobornost*, l'unité de la communauté, au nom d'une pseudo-constitution, alors que la société n'est pas encore mûre pour une constitution populaire. Il rédige un essai pascalien, *Les jésuites et leurs relations en Russie*, s'oppose à tout élargissement des pouvoirs de la noblesse, et défend l'égalité des citoyens devant l'impôt. Il meurt à Berlin en 1876.

Il serait injuste de clore cette liste sans mentionner celui qui, fort de son rang impérial et de ses convictions libérales, a bousculé la résistance des conservateurs et a permis de mener jusqu'à terme l'abolition du servage voulue par son frère, Alexandre. Le grand-duc **Constantin Nikolaïevitch** (1827-1892) est le deuxième fils de Nicolas Ier qui veut en faire un marin. Son éducation est confiée à un amiral aguerri, von Lüke. Il suit la même formation que les autres cadets de la marine. À seize ans, commandant de la frégate *Ulysse*, il navigue en Baltique et en Méditerranée. Sous l'influence de sa tante, la grande-duchesse Elena Pavlovna, il développe son goût pour la musique et la littérature et découvre les débats politiques qui animent son salon. Il devient membre de la nouvelle Société de géographie créée par son père, mais vite devenue foyer d'idées libérales.

Promu grand-amiral et chef du Département de la marine impériale, il est chargé en 1853 de rénover une flotte archaïque de voiliers en bois. À la défaite de Crimée, il presse son frère Alexandre de signer la paix et part en Angleterre et en France s'initier à la construction de cuirassés blindés dotés d'une artillerie. La Russie

dispose bientôt d'une force navale moderne dans la Baltique et le Pacifique.

En 1857, Alexandre demande à son frère d'entrer dans le comité chargé de la question paysanne. Constantin s'active dans toutes les instances, son caractère emporté lui attire beaucoup d'ennemis.

Le 1er janvier 1861, il note dans son journal : « Voici que débute cette mystérieuse année 1861. Que nous apportera-t-elle ? Le problème paysan et le problème slave seront-ils résolus ? Les poser ne suffit-il pas pour la rendre mystérieuse et même fatale ? C'est l'époque ma plus importante dans l'existence millénaire de la Russie. Mais je suis calme, car je crois et je confesse que rien ne s'accomplit en dehors de la Volonté de Dieu ».

En 1861, l'agitation en Pologne incite le tsar à envoyer son frère à Varsovie, en tant que vice-roi du royaume. Ses tentatives d'attirer la sympathie des Polonais par des initiatives en leur faveur, échouent, quand, en janvier 1863, éclate un soulèvement général ; en août, il demande sa retraite.

De 1865 à 1881, le grand-duc préside le conseil des ministres, se soucie d'améliorer le sort du marin, comme Milioutine, celui du soldat. Il veille à la réforme de la justice et soutient le projet de Valouïev de doubler le Conseil d'État, une Chambre haute, par une Chambre basse composée d'élus par les zemstvos. Longtemps repoussé, ce projet est en passe d'être adopté, lorsque le tsar est assassiné. Sous le règne d'Alexandre III, son oncle perd toutes ses fonctions.

Le catéchisme du révolutionnaire

Une fois Karakazov exécuté, la subversion survit dans le *podpolie*, l'underground.

Piotr Tkatchev (1844-1886), issu de la petite noblesse, il fait des études de droit à Saint-Pétersbourg. En 1861, il manifeste, est exclu de l'université, puis réintègre. Il rédige des articles critiques en droit, économie, société. Avec Netchaïev, il compose le « Catéchisme du révolutionnaire ». Arrêté en 1869, il est condamné comme membre de la *Narodnaïa Rasprava* créée par Netchaev. Exilé à Genève, en 1873, il renonce à collaborer avec le populiste Lavrov qu'il juge trop modéré. À sa revue *Vperiod!* (*En avant*) il oppose *Nabat* (*Le Tocsin*), lancé en 1875. Ni l'anarchie de Bakounine, ni la propagande populiste, mais inspirée par Blanqui, une élite révolutionnaire, un parti organisé pour un coup d'État. Isolé, lorsque l'impression de *Nabat* en Russie a échoué, il cherche un lieu plus propice et s'installe à Paris. Là débute la collaboration avec la revue blanquiste *Ni Dieu ni maître*, mais en 1882 il tombe malade, est interné à l'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne, où il achève son existence.

Son nouveau leader, **Sergueï Netchaïev** (1847-1882), auditeur libre à l'université de Saint-Pétersbourg, déjà plusieurs fois incarcéré, a créé avec Piotr Tkatchev un comité de coordination destiné à préparer la révolution paysanne, elle leur paraît inévitable le 19 février 1870, date où arrive à échéance le délai fixé aux paysans affranchis pour acheter leurs lopins de terre aux conditions fixées par l'État. Au printemps 1869, cette organisation est démantelée, seul Netchaïev parvient à échapper aux arrestations, et à gagner Genève, auréolé d'une légende fabriquée par lui-même : il se serait échappé de la forteresse Pierre-et-Paul ! Bakounine croit reconnaître en lui le représentant authentique de la nouvelle génération de révolutionnaires en Russie. De retour à Moscou, il prétend être mandaté par une puissante société secrète dirigée par Bakounine et crée *Narodnaïa rasprava* (Justice populaire) dont l'existence est révélée par la découverte du cadavre d'Ivan Ivanov, un adhérent soupçonné de trahison. Une fois de plus, Netchaïev échappe à la vague d'arrestations. Dans leur fameux *Catéchisme du révolutionnaire*, Netchaïev et Tkatchev, un blanquiste, fidèle au slogan « Ni Dieu, ni maître », définissent leur idéal du terroriste :

« Il est nihiliste envers lui-même : ni vie personnelle, ni nom, ni bien, ni sentiment, hormis un seul intérêt, une seule passion — la révolution, il est l'ennemi impitoyable de l'ordre social existant et de sa culture ; de la science il ne retient que l'art de détruire, de la morale que ce qui contribue au triomphe de la révolution. Toujours prêt à mourir, il n'attend aucune grâce, et ne connaît qu'une récompense, le succès de la révolution, il n'éprouve aucune haine personnelle, guidé exclusivement par un raisonnement froid dans l'intérêt de la révolution. Il est solidaire avec des camarades aussi résolus que lui-même dans une guerre sans merci. Il est étranger à la société infâme, où il ne vit que pour la détruire. Elle comprend d'abord ceux qui sont condamnés à une mort immédiate, ses membres les plus intelligents et les plus actifs, les plus nuisibles au succès de la révolution. Quant aux scélérats qui occupent des situations privilégiées, il faut s'infiltrer dans leurs milieux, exploiter leurs secrets, les asservir dans des intrigues. Les carriéristes, les libéraux, il faut les compromettre irrémédiablement en feignant adhérer à leurs idées et leurs programmes. Dévoué au peuple, il n'a d'autre but que son émancipation et son bonheur. Son salut est dans l'anéantissement de l'État, de ses traditions, de ses normes et de ses classes. Il n'est pas question d'imposer au peuple une organisation future, par le haut, elle se réalisera d'elle-même dans l'action populaire ».

Sergueï Netchaïev (1847-1882), fils d'ouvrier, autodidacte, fréquente les étudiants révolutionnaires à Saint-Pétersbourg, devient instituteur, compose avec Tkatchev *le Catéchisme révolutionnaire* dont il appliquera les principes. En 1869, il est arrêté, et part se réfugier à Genève, où il prétend qu'il s'est évadé de la forteresse Pierre-et-Paul. Il convainc Bakounine, retourne en Russie, imagine une Justice populaire, *Narodnaïa Rasprava*, en exécute un membre, Ivanov, et revient en Suisse. Dans *Les Possédés*, Dostoïevski, sous les traits de Chegaliev, dépeint Netchaïev et ses méfaits. Indigné par son cynisme, Bakounine le renie. Il erre en Europe avant d'être extradé en 1872. Condamné à perpétuité, il meurt du scorbut dans la forteresse, sans rien perdre de son assurance, admirée par ses gardiens, promue au stade d'une mythologie par la suite.

Une fois emprisonné, condamné par la justice et par l'opinion, en Russie, comme en Occident, Netchaïev, dans son inébranlable fermeté, continuera de fasciner une jeunesse radicale, en quête de héros.

Il est improbable que Bakounine ait participé à la composition du *Catéchisme*. Anarchiste, mais nullement nihiliste, c'est un propagandiste, optimiste, persuadé que, parce qu'ils sont les plus pauvres, les plus arriérés, il suffit d'exciter les paysans pour qu'ils se soulèvent spontanément et détruisent eux-mêmes leur État. Il leur reviendra ensuite de restaurer leur *narodnost* aliénée par le servage.

Exciter le peuple, le tirer de son apathie ? **Piotr Lavrov** (1823-1900), issu d'une famille de propriétaires aisés, il fait ses études à l'École d'Artillerie, brillantes en mathématiques, au point qu'on lui en confie bientôt l'enseignement à l'École. Séduit par Tchernychevski, il adhère à *Zemlia i Volia*. Il est arrêté après l'attentat de 1866, exilé dans le gouvernement de Vologda, où il rédige ses *Lettres Historiques* (1868-1869) qui motiveront la jeune génération dans leur marche vers le peuple. En 1870, il s'évade de son exil, gagne Paris, participe à la Commune, puis va se réfugier à Genève où il crée le journal *Vperiod ! (En avant)*, l'organe des populistes. En 1877, il retourne à Paris. Dans son *Messenger*, il prône l'arrêt du terrorisme. Installé à Paris, il poursuit dans ses écrits une critique de Karl Comte, au nom de la liberté de l'individu, valeur suprême du genre humain.

Dans ses *Lettres historiques* (1868-1869), un enseignant poursuivi pour son nihilisme à l'université, formule l'appel qui saura mobiliser les étudiants des années 1870 : privilégiés par leur savoir, ils ont contracté une dette envers le peuple « Allez au peuple ! », repoussez la société « bourgeoise », le bonheur personnel, au profit du bonheur du peuple. Une mission digne des premiers chrétiens, plutôt qu'une carrière au sein d'un système qu'on ne veut plus servir. L'été fou de 1874, c'est l'éclosion du *populisme*, le départ en masse de garçons et de filles, de bonnes familles ou de milieux plus modestes, vers les terres de Stenka Razine, Pougatchev, la Volga,

le Don, le Dniepr à la rencontre avec un peuple qu'on suppose prêt à se soulever et à les suivre. Pour commencer, il faut partager la vie des paysans, gagner leur confiance. Le fiasco est total, car cette démarche auprès du peuple ne suscite qu'incompréhension et dénonciations à la police de la part des paysans. La répression de ce « désordre » provoque 2 à 3000 interpellations, 770 accusations (612 garçons, 158 filles), 265 emprisonnements, en attendant les procès, celui des 50, puis celui des 193 en 1877-78.

Le paysan, une force défaillante pour s'opposer à l'avenir capitaliste de la Russie ? Les populistes veulent arrêter l'Histoire, mais faute d'une révolution spontanée des paysans, les maximalistes vont recourir une fois de plus au terrorisme. Tkatchev, émigré à Paris, répond en 1874 à Engels qui lui reproche d'ignorer le mouvement ouvrier international : « Nous avons un demi-million d'ouvriers et 50 millions de paysans. Nous n'avons ni prolétariat urbain, ni liberté de la presse, ni assemblées représentatives, ni classe moyenne. Rien entre l'État oppresseur, une classe dirigeante faible et le peuple, communiste par instinct et tradition : l'*obchtchina* paysanne. Notre but : assurer sa survie sous l'assaut du progrès bourgeois, plutôt que d'attendre l'avènement d'un prolétariat urbain, d'une classe ouvrière consciente. Malgré son retard économique, l'endettement d'une noblesse foncière ruinée, l'indigence d'un "Tiers état", la Russie est engagée dans le même processus que les États européens, calamiteux au détriment du peuple appauvri, abandonné, livré à lui-même. C'est pourquoi la révolution est indispensable précisément maintenant ou jamais, en ce moment crucial, où il est encore possible d'arrêter les néfastes réformes, d'en exterminer les responsables ».

La Volonté du peuple et Alexandre II

Le 6/18 décembre 1876, *Zemlia i Volia* participe à la manifestation publique de la place de la cathédrale de Kazan à Saint-Pétersbourg : 400 personnes, des

étudiants, des ouvriers, un bref discours du jeune Gueorgui Plekhanov, le déploiement d'un drapeau rouge, avant la dispersion par la police et l'arrestation des meneurs. L'organisation poursuit son activité de propagande, anime de nombreuses manifestations à travers le pays et encourage le développement du terrorisme dans tout le pays.

Débutent alors et se multiplient des attentats terroristes individuels destinés à décapiter l'appareil d'État en éliminant ses cadres, ses gouverneurs de province, ses hauts fonctionnaires de la police, de l'administration, ses notables, en particulier dans les provinces du Sud, à Kharkov, à Kiev où agissent de petits groupes mobiles sans domicile fixe, en coordination entre eux. Lorsqu'ils sont arrêtés, ils sont jugés selon les nouvelles normes juridiques ; elles leur permettent de transformer le prétoire en tribune politique et d'exposer leur haine envers le pouvoir et de manifester leur totale abnégation, au service du peuple ; anges ou démons, ils attirent la curiosité, voire la sympathie d'un public qui peut suivre les débats dans la presse. Cette dérive libérale de la glasnost trouve son apogée dans le procès de **Vera Zassoulitch** (1849-1919). Telle Charlotte Corday, elle est venue à Saint-Pétersbourg pour tirer deux balles, le 24 janvier 1878, sur le général **Fiodor Trepov** (1812-1889) gouverneur de la capitale ; il avait condamné pour son insolence, à vingt-cinq coups de verges, un étudiant emprisonné. Elle est jugée, non pas pour un attentat, devant une cour d'assises, mais devant un tribunal avec jury, pour un motif personnel, venger son bien-aimé humilié par une peine infâme. Le jury populaire l'acquitte ! Elle fuit à l'étranger avant que le pouvoir ne se ressaisisse, mais le mal est fait, la presse, l'opinion en Russie et à l'étranger encensent cette victoire remportée par la justice sur la force brutale, incarnée par Trepov. Cette aventure judiciaire déconsidère un pouvoir qui justement cherche à renouer avec l'opinion en revenant à la politique libérale des années 60. Désormais aux yeux des conservateurs, toute ouverture libérale n'est plus qu'un aveu de faiblesse. Seule la fermeté peut inspirer le respect.

En revanche, forts de cette « victoire », les terroristes multiplient les attentats. Le gouvernement renforce la répression par la création de tribunaux militaires. Le 3 décembre 1878, des représentants des zemstvos organisent une rencontre avec les terroristes du Sud. En vain. Le gouvernement, sur la défensive, devient défiant, voire hostile envers des libéraux, enclins au dialogue avec les radicaux. L'opposition radicale prône le recours systématique au terrorisme pour contraindre le gouvernement à des mesures répressives, et le discréditer aux yeux de l'opinion.

En juin 1879, au congrès de Voronej, la nouvelle *Zemlia i Volia* connaît une scission entre *Tchiorny peredel* (*Partage noir*), l'amorce d'un tournant marxiste, vers la social-démocratie avec Plekhanov et *Narodnaïa Volia* (*la Volonté du peuple*) qui préconise l'action terroriste, résolue, coûte que coûte, à assassiner le tsar. Les plus radicaux forment, coordonnés par Alexandre Mikhaïlov, un groupe secret *Svoboda ili Smert* (*la Liberté ou la Mort*).

Le 26 août Alexandre II est condamné à mort. Les attentats se succèdent. Opérés avec des mines, au passage du train impérial de retour de Crimée, le 18 novembre, attentat à Alexandrovsk, 19 novembre, attentat près de Moscou, le 5 février 1880, dans une salle à manger, au Palais d'Hiver, puis des tentatives sur les parcours du tsar à Saint-Pétersbourg.

Devant la gravité d'une situation politique, entretenue par l'obstination de terroristes, résolus à le tuer, Alexandre, soucieux de regagner la confiance de l'opinion, décide de revenir à une « politique offensive », dans l'esprit des années 60. Il renvoie les ministres conservateurs et confie les pleins pouvoirs à un libéral, un homme fort, au général **Mikhaïl Loris-Melikov** (1834-1888), à sa « dictature du cœur ». Le projet de Valouïev et du grand-duc concernant l'ouverture du Conseil d'État à des représentants des zemstvos et des doumas est réexaminé et finit par être inclus, le 28 janvier 1881, dans le programme de réformes préparé par Loris-Melikov.

Le temps presse pour les terroristes dont le groupe est démantelé peu à peu par les arrestations. Il faut aux survivants agir au plus vite, avant de périr. Le 1er mars 1881, la réussite de l'attentat, l'assassinat d'Alexandre II, ourdi par Andreï Jeliabov, Sofia Perovskaïa, ne provoque pas de révolution paysanne, mais prive la Russie de la dernière occasion historique pour le pouvoir autocratique de programmer un plan d'action libéral.

Andreï Jeliabov (1851-1881) né en Crimée dans une famille de serfs domestiques. Son grand-père maternel lui apprend à lire. Son maître, informé, l'engage dans des études. Au collège, il découvre le socialisme, lit le *Que faire ?* de Tchernychevski, et débute en 1869 les études de droit à l'université d'Odessa. Il manifeste contre un professeur, est exclu et doit vivre de cours particuliers. En Ukraine, parmi les nationalistes, puis à Odessa où il est arrêté, puis relâché, il participe en 1875-1877 à la « marche vers le peuple ». Au procès des 193 en 1878, il est acquitté. Il poursuit sa propagande parmi le peuple, mais constatant son inefficacité, il juge nécessaire de passer à la phase du terrorisme. Adhérent en 1879 à *Zemlia i Volia*, il participe à sa scission au congrès de Voronej et devient l'un des dirigeants de *Narodnaïa volia*, la Volonté populaire qui organise les attentats manqués contre le tsar. Il est arrêté deux jours avant celui qui va réussir. Il demande à être jugé au même titre que les auteurs, au nom de la libération du peuple, et connaît la même peine capitale.

Sofia Perovskaïa (1853-1881), née à Saint-Pétersbourg, dont son père, descendant de la dynastie des Razoumovski, en fut le gouverneur. Élevée dans un cours privé, elle se lie d'amitié avec les sœurs Kornilov qui l'initient à l'autoéducation. Trouvant suspectes ces relations, son père lui demande de les rompre. Sofia répond par une fugue jusqu'à Kiev. À son retour, elle obtient l'équivalent d'un diplôme du secondaire, devient enseignante dans les écoles populaires, et appartient au cercle de Mark Natanson, à celui de Nikolaï Tchaïkovski ; elle participe à la marche vers le peuple, est acquittée au procès des 193. En 1878 elle est arrêtée et

envoyée en exil, mais elle réussit à s'enfuir. Dans la clandestinité, elle assiste au congrès de Voronej et adhère à la fraction Volonté du peuple et participe aux divers attentats contre le tsar. Après l'arrestation de Jeliabov, c'est elle qui, loin de renoncer, organise les détails de l'attentat du 1er mars. C'est elle qui signale avec son mouchoir blanc au lanceur de la bombe le moment d'agir. Arrêtée, condamnée, elle est exécutée avec Jeliabov.

B. Phase défensive de la monarchie absolue

8. Réaction politique et essor économique

Avec son assassinat disparaissent les projets de réformes du tsar, Loris-Melikov, Dmitri Milioutine démissionnent, son frère, le grand-duc est écarté de toutes ses fonctions. Son fils **Alexandre III** (1881-1894) méritera le titre de Pacificateur pour son opposition résolue au recours à la guerre dans les conflits internationaux, mais sur le plan intérieur, il agira en conservateur convaincu. Le 29 avril paraît un Manifeste sur « l'intangibilité de l'autocratie » et le 14 août un Règlement temporaire qui précise les mesures destinées à « assurer la sécurité de l'État et l'ordre public ». Il permet de placer provisoirement sous la loi martiale une localité, une région, de restreindre considérablement la liberté de la presse, l'autogestion des zemstvos et des doumas. Il interdit en fait leur évolution vers un système représentatif. Cette politique autoritaire vise à éliminer le terrorisme, au détriment du libéralisme des années 1860. L'ordre est rétabli. Un seul complot contre le tsar, en 1887, et l'exécution de 5 étudiants, dont Alexandre Oulianov, le frère aîné de Lénine. Le terrorisme est étouffé, mais l'opinion, favorable jadis à un pouvoir ouvert au libéralisme, prête désormais attention aux arguments d'une intelligentsia populiste qui ne voit dans le régime qu'un système d'oppression intolérable. Cette opposition radicale revendique, certes, la convocation d'une Douma, mais dans un but exclusivement négatif, pour détruire le régime tsariste, et nullement pour le ramener à une politique libérale.

Le terrorisme, la volonté des populistes d'inverser, d'arrêter le cours de l'Histoire, n'a pu empêcher le capitalisme de s'installer en Russie. Les réformes des années 1860-70 ont permis la création d'une Banque d'État avec 40 succursales et la multiplication des banques privées, l'instauration de sociétés par actions, d'agences d'assurances, de bourses. La construction d'un vaste réseau de voies ferrées est à la

fois le moteur de l'industrialisation et du développement des échanges commerciaux.

Le libéralisme économique du régime contraste avec sa rigueur politique. Les ressources naturelles abondantes, une main-d'œuvre bon marché, des conditions favorables aux investissements attirent les capitaux étrangers. La Russie ne devient pas pour autant une terre de colonisation pour les États capitalistes. Elle engendre sa propre classe de capitalistes à partir de deux foyers privilégiés, Moscou où des entreprises familiales se transforment en sociétés par actions, en monopoles industriels, et Saint-Pétersbourg où la concentration bancaire favorise la création d'un capitalisme financier. Par ailleurs le capitalisme commercial connaît une ampleur générale. L'exportation de céréales passe de 12 à 40 millions de quintaux.

Les conservateurs et la réaction politique

Des personnalités réactionnaires illustrent la politique intérieure.

Le comte **Dmitri Tolstoï** (1823-1889) succède à Alexandre Golovnine au ministère de l'Instruction publique (1866-80). Sous prétexte de transposer un modèle pédagogique allemand, il impose dans les collèges un enseignement classique avec grec et latin au détriment de matières scientifiques, supposées subversives. Auteur du Règlement temporaire, ministre de l'Intérieur (1882-1889), il suscite l'animosité des étudiants contre ses mesures policières.

Constantin Pobiedonostsev (1827-1907), procureur du Saint Synode de 1880 à 1905, est un juriste éminent en droit civil, il est l'auteur du *Manifeste* du 29 avril 1881. Conseiller intime d'Alexandre III, son « éminence grise », il ne voit le salut de la Russie que dans l'autocratie et l'orthodoxie, une église placée sous sa tutelle ; quant au troisième élément de la triade d'Ouvarov, la *narodnost*, elle se manifeste dans un intense effort de russification qui touche aussi bien les provinces allogènes

que la Finlande et la Pologne avec des conséquences désastreuses, des pogroms. Elle est soutenue par une presse patriotique, dont **Mikhaïl Katkov** (1818-1887), directeur des *Nouvelles de Moscou*, est le leader. Étudiant à Moscou, lié au cercle de Stankevitch, il enseigne à l'université jusqu'à ce que la philosophie soit interdite en 1850. Devenu rédacteur aux *Nouvelles de Moscou*, puis directeur, il change radicalement son orientation et en fait un journal conservateur, dénonciateur des réformes libérales. Il inspire au comte Tolstoï son plan scolaire. Il s'acharne contre Valouïev dans sa politique en faveur des *zemstvos*, jusqu'à obtenir sa démission. Sous Alexandre III il harcèle **Nicolas de Giers** (1820-1895) au ministère de Russie des affaires étrangères, qu'il rebaptise, à la grande joie de ses lecteurs, en ministère des Affaires étrangères en Russie. Mais il finit par agacer sérieusement le tsar qui tient à son ministre, l'un des artisans de l'Alliance franco-russe (1892-1917).

La politique de contre-réforme met fin au terrorisme jusqu'au début du XX s. Elle comporte des mesures réactionnaires dans les domaines administratif, juridique, agricole, universitaire ; elle porte un coup sévère à la *glasnost*, les revues libérales disparaissent. À la publicité des débats dans les tribunaux succède le silence de la cour martiale.

Les financiers et l'essor économique.

Et néanmoins l'opposition entre conservateurs et libéraux persiste au sein de l'appareil d'État après la disparition d'Alexandre II. On peut l'envisager comme une confrontation entre ministres de l'Intérieur et ministres des Finances. Les uns, soucieux de la sécurité et de l'ordre, sont attachés au maintien de la propriété patrimoniale, à la tutelle de l'*obchtchina* sur le paysan, au contrôle de l'administration sur les *zemstvos* ; les autres, des économistes compétents, comme Mikhaïl Reutern (1862-78), Nicolas Bunge (1881-86), Sergueï Witte (1892-1903), disposent des ressources financières et peuvent, le cas échéant, favoriser une

politique éclairée, l'accès à des mesures sociales, voire libérales. **Nicolas von Bunge** (1823-1895), préside le conseil des ministres en 1885 et entreprend des réformes qui font de lui le précurseur de Piotr Stolypine : rachat obligatoire des terres, baisse des annuités de rachat, 1882, création de la Banque foncière des Paysans, 1883, création d'une Inspection du Travail, 1885, interdiction du travail de nuit aux femmes et aux adolescents en particulier dans l'industrie textile, 1888, premier emprunt obligataire d'État sur le marché français, suivi en 1892 par une convention militaire franco-russe.

Un équilibre entre rigueur politique et économie libérale répondrait à la volonté du tsar lui-même.

Sergueï Witte (1849-1915), ministre des Finances des deux derniers tsars, appartient à une famille germano-balte en Russie depuis Pierre le Grand. Sa grand-mère maternelle est Hélène Dolgoroukova, proche de la famille impériale. Il est né à Tbilissi, où son père est conseiller. Il fait ses études à l'université d'Odessa, et, en 1870, trouve un emploi dans les Chemins de fer du Sud-Ouest. Sa Compétence attire l'attention, puis la confiance d'Alexandre III et lui vaut le ministère des Finances. Durant vingt ans, il aura insufflé à la Russie l'essor d'une authentique industrialisation, d'une modernisation spontanée. Il s'éteint dans une semi-retraite avant que ne s'engloutisse dans le néant d'un avenir radieux, le futur qu'il présageait pour son pays.

Aussitôt en fonction, Witte, en priorité, achève la construction du Transsibérien commencée à la fin des années 1860, il établit le monopole de l'État sur la vente de l'alcool, soit le ¼ des recettes du budget.

En 1897, la réforme monétaire de Witte, une dévaluation de 1/3, et l'instauration d'un rouble-or, avec sa convertibilité en rouble papier, donne une impulsion exceptionnelle au développement de l'industrie, une croissance de 8 % dans les années 1890, notamment grâce aux importants investissements belges et

français.

En 1900 Sergueï Witte présente un rapport officiel sur la situation de l'industrie en Russie. D'après les données portant sur les cinq dernières années, il est clair que la croissance de l'industrie s'est réalisée quatre fois plus vite qu'au cours du quinquennat précédent 1888—1892, et six fois plus vite qu'au cours de la décennie 1878—1888. Dans d'autres pays, l'industrie ne se développe pas aussi vite qu'en Russie, parce qu'elle a déjà atteint là-bas un niveau beaucoup plus élevé que chez nous. Selon les données de 1898, la Grande Bretagne produit 13,1 *pounds* de fonte par habitant ; les USA 9,8 ; la Belgique, 9 ; l'Allemagne, 8,1 ; la France 3,96 ; et la Russie seulement 1,04. La même année 311,7 *pounds* de charbon par habitant ont été extraits en Grande Bretagne ; 204 en Belgique ; 162,4 aux États-Unis ; 143,8 en Allemagne ; 59,7 en France, et seulement 5,8 en Russie. Et bien que la terre russe dispose en son sein des plus riches gisements de charbon et de minerai de fer, l'acquisition de ces produits indispensables à l'industrie est beaucoup moins importante qu'à l'étranger. Autre domaine essentiel, la production du coton. Elle est dix fois plus importante en Grande Bretagne.

À faible production correspond faible consommation. La Russie consomme par habitant 7 fois moins de charbon que la France, 20 fois moins que l'Allemagne, 26 fois moins que la Belgique, 34 fois moins que la Grande Bretagne. Même situation avec divers produits miniers ou manufacturés, mais il est impossible de n'expliquer notre retard que par la faiblesse du pouvoir de consommation de notre population. Bien que ces produits soient plus chers en Russie qu'à l'étranger et que les droits de douane soient élevés, leur importation n'a cessé de croître. Celle du charbon a doublé en dix ans, celle de la fonte a triplé, celle des produits lainiers a cru de 30 %. Il est évident que, si notre industrie croissait plus vite, elle pourrait satisfaire les besoins couverts par des produits étrangers, si, en outre, se développait une concurrence intérieure de façon à baisser les prix exagérément élevés des produits, alors une telle baisse des prix mènerait nécessairement à l'accroissement de notre consommation.

Une telle croissance industrielle en un temps relativement court est très significative en soi. Grâce à sa rapidité et sa force, la Russie se situe à la tête des États économiquement développés et montre indubitablement qu'un pays qui s'est révélé capable, en deux décennies, de tripler son industrie minière et manufacturière recèle en lui une fructueuse réserve de forces intérieures pour le développement futur ; et ce développement dans un proche avenir est absolument nécessaire, car, quelle que soit la grandeur des résultats, par rapport aux besoins de notre population et par comparaison aux autres États notre industrie est encore très en retard. Le *poud* russe équivalent de 16,38 kg.

Witte évoque à la fois la faiblesse du pouvoir de consommation de la population et la nécessité de satisfaire ses besoins. De quelle population est-il question ? Une large partie de cette population reste en dehors ou en marge de la modernisation, une paysannerie ni asservie, ni émancipée, vivant recluse dans sa vétuste communauté rurale, sur une terre que l'irrésistible croissance démographique rend toujours plus précaire.

En 1904 Witte adresse au tsar une *zapiska*, sur l'amélioration de l'industrie agraire. C'est un rapport de 100 pages à partir d'une conférence spéciale, tenue avec des comités provinciaux et consacrée à l'amélioration de l'industrie agricole. D'emblée, il déclare qu'elle est irréalisable sans qu'une large autonomie soit laissée à des travailleurs entravés par leur appartenance à une communauté agraire. Et Witte entreprend le procès de l'*obchtchina*. Il rappelle qu'en 1861, on avait eu recours à elle pour protéger le serf libéré et sa parcelle des éventuelles manigances de l'ancien propriétaire. Du coup, bien que *na vole*, il dépendait toujours du droit coutumier, exercé souvent par des illettrés ; à titre transitoire, car son accès aux droits civiques était prévu « au bout d'un certain temps ». En réalité, cette mise à l'écart de la société civile, dans une « couche sociale », *soslovie*, n'a fait que s'aggraver, autant pour des raisons fiscales, administratives, que morales, patriarcales, au nom de la famille, de la communauté qui prime sur l'individu, l'étouffe dans des interdits élaborés peu à

peu par une jurisprudence conservatrice. Comment échapper à cette emprise ? On a voulu protéger la Russie du prolétariat et on l'a entièrement prolétarisée ! À ceux qui prétendent que l'*obchtchina* est une forme d'association proche de la coopérative agricole occidentale, il réplique qu'une coopérative implique l'apport d'un capital solide, fiable, la liberté d'y entrer et d'en sortir, un partage des bénéfices en fonction de son apport en capital, et surtout un sens des responsabilités, dicté par un intérêt commun. L'*obchtchina*, c'est exactement le contraire : l'égalitarisme dans le partage des ressources, l'usage éphémère d'une terre exploitée de façon égoïste et surtout la perte de tout intérêt commun dans des conflits familiaux ou bien dans l'indifférence, l'apathie. Doter le paysan entreprenant de droits civiques lui permettra de s'arracher de l'enfer dans lequel l'enferme le désordre familial, de garantir sa propriété sur la part de parcelle qui lui revient et de motiver l'efficacité de son travail.

Les recommandations de Witte formulées à la veille de la révolution de 1905 anticipent les décisions prises à son issue par Stolypine en 1907. Elles ont une portée juridique, institutionnelle et un objectif économique, social, loin des visées politiques, constitutionnelles d'une opposition libérale ou populiste attachée, non pas à émanciper la paysannerie des séquelles du servage, mais d'abattre en priorité les survivances de l'autocratie.

Bilan sommaire :

Tableau 1 : population en Russie entre 1858 et 1913

Année	1858	1898	1913
Population (en millions)	75	129	170

Tableau 2 : chemins de fer construits en Russie entre 1869 et 1913

Année	1869	1880	1890	1900	1913
Chemins de fer (en km construits)	1 500	20 000	29 000	53 000	70 000

9. Terrorisme et libéralisme

À son avènement, en 1894, Nicolas II, en condamnant le « rêve insensé » d'une assemblée élue, met fin aux espoirs de ceux qui attendaient du nouveau souverain le retour à la glasnost. En dépit des succès économiques, il ne parvient pas, pour autant, à empêcher l'opposition de se manifester et de s'organiser en Russie et dans l'émigration.

Révolution et terrorisme, le SPR

En 1898, fondation en mars, lors d'un congrès clandestin, à Minsk, du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, le POSDR, né de la fusion d'organisations ouvrières et du Bund (les travailleurs juifs) sous l'influence du marxisme. La traduction du premier tome du *Capital* entreprise par Bakounine et achevée par Herman Lopatine et Nikolaï Danielson en 1872, « un ouvrage scientifique », inaccessible au grand public, reçoit l'aval de la censure et un succès inattendu ! Les 3000 exemplaires publiés sont vendus en un an. La rédaction du Manifeste du parti est confiée à **Pierre Struve** (1870-1944), juriste, économiste et promoteur d'un « marxisme légal », dont il envisage l'application dans le cadre d'un régime constitutionnel, même monarchique. Pendant que sept des neuf délégués au congrès sont arrêtés, Struve est démis de ses fonctions au ministère des Finances. En 1902, il entreprend la publication à Stuttgart de la revue *Libération*, avec Pavel Milioukov et Vassili Maklakov, des analyses économiques et sociales à partir de sources occidentales, et des réflexions sur la promotion d'un État de droit par le suffrage universel et une assemblée constituante. Mais la situation a évolué. De retour de son exil en Sibérie, Lénine lance depuis 1900 à Leipzig la publication de *Iskra* (*l'Étincelle*) où il expose un marxisme révolutionnaire avec la lutte des classes et la dictature du prolétariat. En 1902, dans son traité politique *Que Faire ?* il affirme que la classe

ouvrière ne peut devenir spontanément révolutionnaire par la voie économique, des revendications salariales et syndicales. Elle a besoin d'être éduquée au marxisme et d'être dirigée par une avant-garde de révolutionnaires professionnels. Des divergences apparaissent vite entre les « économistes » et les « *iskristes* ». Au 2^e congrès du POSDR à Bruxelles, puis à Londres en 1903, le parti se divise, puis se scinde en deux factions, les bolcheviks et les mencheviks, dans une opposition entre un parti centralisé et encadré et une libre organisation de masse. Lénine désapprouve aussi bien la spontanéité des manifestations populaires que le terrorisme : ils démobilisent l'action consciente des travailleurs qui nécessite une patiente préparation.

C'est le PSR, Parti socialiste révolutionnaire, fondé en 1901, qui reconnaît ouvertement le terrorisme comme l'une de ses armes de combat et lui attribue une place spéciale dans « l'Organisation ». Son programme agraire est une reprise des arguments populistes de *Zemlia i Volia*, du marxisme, il retient l'exploitation capitaliste, le rôle primordial de la classe ouvrière dans la révolution et la victoire du socialisme. En outre, il établit une analogie entre l'exploitation de l'ouvrier par le capitalisme industriel et l'exploitation du prolétariat rural par les grands propriétaires et les *koulaks* en Russie. La monarchie absolue, responsable de cette exploitation, voilà l'ennemi à abattre en priorité.

Le PSR prétend diriger la lutte pour l'avènement d'une république démocratique où les citoyens pourront jouir de tous les droits imaginables. Sur le plan industriel, il exige la protection sociale des travailleurs, et envisage l'autogestion, sur le plan agraire. Les traditions rurales, l'attachement du paysan à sa terre, la pérennité de l'*obchtchina*, ce communautarisme si proche du socialisme, exigent la socialisation de la propriété privée. La terre est un bien commun à partager équitablement entre tous, dans une organisation générale fondée librement sur le régime des *obchtchinas* aux droits élargis.

Pour renverser l'autocratie, le PSR exige la convocation d'une Assemblée Constituante élue au suffrage universel. Il fait appel à tous et met en garde la classe ouvrière contre l'influence pernicieuse de la bureaucratie (Lénine) qui la dirige actuellement. Elle présage l'avènement d'un « capitalisme d'État » qui risque de l'exploiter encore davantage que l'actuel capitalisme bourgeois.

Les SR encouragent le terrorisme pour renverser l'autocratie, mais ils s'engagent, qu'une fois au pouvoir, ils l'exerceront pacifiquement et démocratiquement à partir d'une Assemblée constituante. D'où leur mésentente radicale avec les bolcheviks qui, eux, visent non seulement la conquête du pouvoir par la violence, mais aussi son exercice par la violence, la dictature du prolétariat.

Le programme populiste du PSR, un mélange confus de thèmes empruntés aussi bien aux décembristes, à *Zemlia i Volia*, au blanquisme, qu'à l'anarchisme et au marxisme, peut séduire à la fois par sa promesse explicite de non-violence et son recours implicite au terrorisme. La popularité constante du SPR réside-t-elle dans cette conjonction ?

Impossible de parler du PSR sans évoquer la personnalité de **Victor Tchernov** (1873-1952). Né dans un milieu modeste, il fait ses études à Saratov, puis à Derpt, sous l'influence idéologique des « hommes nouveaux ». En 1892, il commence des études de droit à Moscou, il aspire à l'union de toutes les forces d'opposition, mais désapprouve autant le « marxisme légal » que le désaveu du terrorisme. Arrêté, emprisonné, exilé à Tambov, il poursuit une activité de propagande en faveur d'un socialisme agraire, d'une « Fraternité de défense des droits du peuple », en recourant à des bibliothèques volantes. Marié en 1899, il quitte la Russie pour contacter l'émigration révolutionnaire en Suisse. Il adhère à la Ligue agraire socialiste qui se fonda dans le SPR avec d'autres mouvements semblables. Il en devient vite l'un des dirigeants et fait du terrorisme une arme de guerre essentielle contre le pouvoir. Il a pour adjoint Evno Azef. Leur premier exploit est l'assassinat du ministre de

l'Intérieur, Dmitri Sipiaguine, le 2 avril 1902. Tchernov justifie le terrorisme individuel dans le journal *Russie révolutionnaire*. L'apparition du PSR suscite l'animosité des socio-démocrates, mais Tchernov réussit l'exploit de faire admettre son parti dans la II Internationale, au congrès d'Amsterdam en août 1904 ! Ses *narodniks*, ses *moujiks*, deviennent aussi respectables que les ouvriers socio-démocrates !

En janvier 1905, les SR assurent la fuite à l'étranger du prêtre Gapone à la suite du tragique Dimanche Rouge au Palais d'Hiver ; Tchernov tente en vain d'en faire une figure exemplaire de son parti, mais finit par approuver son exécution, à son retour en Russie.

Le *Manifeste* du 17 octobre 1905 suscite au PSR un débat sur la suite à donner au terrorisme. Tchernov, revenu illégalement en Russie, propose sa suspension et la mise en réserve de son organisation. Au premier congrès, en décembre 1905 se produit une scission entre une majorité de modérés et des maximalistes. Boycoter les élections à la Douma se révèle être une erreur ; à la 2e Douma, 37 SR sont élus ; Tchernov, toujours illégal, n'a pu en faire partie, mais il les dirige de l'extérieur. En 1907, quand il apparaît clairement que la répression met fin à la révolution, il faut que Tchernov reparte en exil. Il y reste jusqu'en 1917.

La trahison de Azef est un coup dur pour Tchernov, il renonce à tout rôle dirigeant et se consacre à des articles et à des conférences. Il s'élève contre le procès de l'intelligentsia dans le recueil *Vekhi*. En 1914, en tant qu'internationaliste, il combat le chauvinisme. De retour en Russie en 1917, élu au soviet de Petrograd, puis nommé ministre de l'agriculture, il démissionne au « coup d'État » de Lavr Kornilov, mais s'oppose à la prise du pouvoir par les bolcheviks. Après Octobre, il tente un rassemblement « Pour le salut de la Russie et de la révolution ». Aux élections à l'Assemblée Constituante, les SR ont la majorité. Réunis le 5/18 janvier 1918, ils élisent Tchernov comme président. Une fois l'assemblée balayée par les bolcheviks,

Tchernov poursuit ses activités anti-bolchéviques en Russie, avant de la quitter définitivement en septembre 1920. Émigré en Allemagne, en France, aux États-Unis, il traîne avec lui le titre éphémère d'un jour, celui de président de l'*Outchredilka*, le sobriquet infligé par dérision au rêve séculaire d'une Russie libérale, victime de son impuissance.

Le terrorisme SR, quant à lui, il a fait preuve de sa toute-puissance en portant un coup mortel à la monarchie, et de sa nocivité criminelle en livrant la Russie à un avenir calamiteux. Des personnages singuliers illustrent les actions de *l'Organisation*.

Grigori Guerchouni (1870-1908), réputé comme un recruteur au pouvoir hypnotique qui brise toutes les réticences, est né dans une famille juive dans la région de Kovno. Biologue à Minsk, après des études en sciences, il crée une presse clandestine. Arrêté, il fuit à Genève, où il rejoint Azef et Tchernov. Il devient la tête de l'Organisation et prépare les premiers attentats. En 1903, arrêté à Kiev, condamné à perpétuité, il s'évade de Sibérie grâce aux SR, gagne l'Amérique, y tient des meetings. Il est confirmé dans son rôle au congrès du PSR, en Finlande, en février 1907. Mort d'une affection pulmonaire, il est enterré à Montparnasse auprès de Piotr Lavrov, son maître.

Evno Azef (1869-1918) est né dans la famille d'un pauvre tailleur juif, père de 7 enfants. Ses études secondaires achevées à Rostov-sur-le-Don en 1890, il part les poursuivre à Karlsruhe sous la surveillance de la police. Il se propose de l'informer sur les étudiants révolutionnaires russes à l'Institut technologique. Cette collaboration se poursuit lorsque Azef se marie en 1899 et adhère au PSR. À l'arrestation de Guerchouni en 1903, il lui succède, discipline ses troupes, les rend plus malléables, parvient à prévenir quelques attentats contre le tsar, le ministre de l'Intérieur Piotr Dournovo. Par ailleurs, il organise une trentaine d'attentats contre des membres de l'appareil d'État, en informe *l'Okhrana* qui souvent ne parvient pas à les éviter. En revanche, en secret, il prépare l'assassinat de Viatcheslav Plehve

qu'il accuse d'être responsable du pogrom anti-juif de Kichinev en 1903, et celui du grand-duc Serge, gouverneur de Moscou. C'est de plein gré qu'il livre à la police la composition du comité central du PSR et les noms de nombreux terroristes. Simple informateur, traître ou agent double bénéficiant d'une totale confiance de part et d'autre, Azef finit par être démasqué en 1908 ; il est condamné à mort par le PSR, mais réussit à s'enfuir en Allemagne et vivre à Berlin sous une fausse identité. Il y meurt d'une insuffisance rénale en 1918.

Boris Savinkov (1879-1925) est né à Kharkov dans une famille de petite noblesse ; il fait ses études à Varsovie, puis à Saint-Pétersbourg. Renvoyé, il part en Allemagne, est arrêté à Varsovie, épouse la fille de l'écrivain Gleb Ouspenski, milite dans un groupe social-démocrate, est à nouveau arrêté et envoyé à Vologda, auprès d'un tribunal. Dans son exil, il découvre à la fois sa vocation de terroriste et celle d'écrivain. Il réalise de nombreux attentats, exécute ceux de Plehve et du grand-duc Serge, sous la direction d'Azef, qui le livre ensuite à la police. Condamné à mort, il trouve refuge à Paris sous la protection de Zinaïda Hippus et de Dmitri Merejkovski, des représentants illustres du décadentisme russe. En 1909, il écrit *Souvenirs d'un terroriste* et *Le cheval blême*, inspiré par *Les Possédés*. En 1914, il publie un roman, *ce qui ne fut pas*. Le PSR le désapprouve et exige son exclusion. En 1917 il participe un moment au cabinet de Kerenski, puis s'engage dans la lutte anti-bolchévique avec les Polonais, puis avec les paysans ukrainiens révoltés, mais il échoue avec sa peu crédible « armée verte ». Piégé par la Tchèque, il retourne en Russie, attiré par les « siens » en 1924. Arrêté, torturé, il passe aux aveux et meurt à la Lioubianka, suicidé ou exécuté.

La série d'attentats spectaculaires suscite dans l'opinion terreur et admiration :

Tableau 3 : attentats perpétrés entre 1901 et 1905

Date	
14 février 1901	Assassinat de Nikolaï Bogolepov, ministre de l'Instruction publique.
2 avril 1902	Assassinat de Dmitri Sipiaguine ministre de l'Intérieur, remplacé par Viatcheslav Plehve.
3 juin 1904	Assassinat de Nikolaï Bobrikov, gouverneur de Finlande.
15 juillet 1904	Assassinat de Viatcheslav Plehve .
4 février 1905	Assassinat du grand-duc Serge, oncle de Nicolas II, gouverneur de Moscou.

Le Dimanche rouge

Le recours au terrorisme par le PSR a pour objectif d'activer, de mobiliser les masses populaires au spectacle de ces attentats. Mais les masses connaissent une forme de mobilisation autrement plus efficace sous l'impulsion d'un meneur d'hommes exceptionnel, **Gueorgui Gapone** (1870-1906). Né dans le gouvernement de Poltava, il y fait ses études au séminaire théologique et les poursuit à l'Académie théologique de Saint-Pétersbourg jusqu'en 1903. Prêtre des clochards et des déshérités, il s'adonne à une fraternité chrétienne de bienfaisance, à une mutuelle d'entraide, rassemble des foules à ses sermons. Sergueï Zoubatov, directeur de la police à Saint-Pétersbourg, demande à Gapone de veiller au sort des sociétés ouvrières qu'il protège, lorsqu'il est démis de ses fonctions et envoyé en province par Viatcheslav Plehve. Gapone organise alors avec ses ouvriers le *Collectif des travailleurs russes de Saint-Pétersbourg*, une association indépendante sur le modèle des syndicats anglais. Bénéficiant de la confiance de la police et de la mairie, il accroît

son autorité. Des *Collectifs* semblables se créent partout en Russie avec des revendications sociales et politiques, élaborées au sein d'un comité secret, en violation du statut syndical du *Collectif*. Gapone rassemble ces revendications dans une pétition rendue publique par la presse libérale, paraphée par des milliers de signatures. Pacifique, en dépit de son caractère d'ultimatum, la remise de cette pétition au tsar est encore en discussion en décembre 1904. La situation s'accélère, lorsque quatre ouvriers de l'usine Poutilov, membres du *Collectif*, sont licenciés. Une grève générale éclate. Elle va s'étendre à toutes les fabriques de la capitale. Devant l'échec des négociations, une seule issue, s'adresser au tsar avec la pétition portée, non pas par des délégués qui risquent d'être arrêtés, mais par une pacifique manifestation populaire. Le 6 janvier à Narva, Gapone appelle les travailleurs à venir avec femmes et enfants, le dimanche 9 janvier devant le Palais d'hiver. S'adressant au tsar, il l'exhorte à sortir son peuple du tombeau des sans-droits, de briser le mur édifié entre eux par les bureaucrates et de convoquer immédiatement une assemblée constituante. En conclusion, il précise : si tu ne prends pas de décision, si tu ne réponds pas à notre prière, alors nous mourrons ici sur cette place devant ton palais.

Gapone se rend dans les diverses sections du *Collectif*, son discours met la foule dans un état d'exaltation religieuse, les gens pleurent, agitent leurs bras, frappent les murs, jurent de mourir pour la vérité et la liberté. Gapone passe pour un prophète envoyé par Dieu, capable d'arrêter des usines, de rassembler des masses de travailleurs... au grand dam des révolutionnaires professionnels !

Des doutes subsistent quant à l'accueil de la pétition par le tsar, probablement en résidence à Tsarskoïe Selo. On cherche jusqu'au bout à accentuer son caractère pacifique et religieux ; les interventions de Gapone — un fanatique, un socialiste, ne sont pas fiables aux yeux des ministres, préoccupés d'abord par les conséquences pratiques de la manifestation, un tel afflux de population, 1000 à 150 000 personnes, sur un espace aussi réduit ! Gapone prend la tête de la section de Narva, au moins 50 000 personnes. Les autres sections s'avancent vers le même objectif, le Palais

d'Hiver. Les charges de cavalerie ne les dispersent pas, mais lorsque les salves de l'infanterie couchent les premiers rangs des manifestants, la pression de la foule cède, les gens s'enfuient. Gapone peut s'exclamer : « Il n'y a plus de Dieu ! Il n'y a plus de tsar ! »

Le *Dimanche rouge* (sanglant), selon les chiffres officiels, aurait fait 96 morts et 330 blessés, beaucoup plus, de 2000 à 10 000, selon une presse internationale, bouleversée. Réfugié à Genève, Gapone, au cours d'une conférence avec les partis révolutionnaires, prépare un soulèvement armé, qui échouera, comme échoue sur un rivage, son cargo avec la cargaison d'armes embarquée en Angleterre. De retour en Russie, à la suite du Manifeste du 17 octobre, Gapone dirige à nouveau un Collectif des travailleurs restauré, et collabore avec le comte Witte en vue de réformes pacifiques. En mars 1906, il est étranglé par des militants du PSR.

Selon la ligne politique du SPR, toute concession du pouvoir doit être interprétée comme un signe de faiblesse et nullement comme un compromis ouvrant la voie à un dialogue, un comportement inacceptable avec une autocratie qu'il s'agit de détruire. Le *Dimanche rouge* a produit une rupture définitive entre le tsar et son peuple, selon le SPR ; du coup il encourage l'entrée massive dans son *Organisation de combat* (*boïevaïa*), des recrues de type nouveau, d'origine populaire, ouvrière, encore semi-paysanne, ou appartenant à une minorité opprimée, juive, polonaise, caucasienne, ou bien des femmes. Consacrés exclusivement à la préparation et à l'exécution d'attentats, ces professionnels clandestins, distants, voire méprisants, envers les « planqués » de l'appareil du SPR, isolés au sein du parti, apolitiques, indépendants envers le Comité central, qui préfère souvent ignorer leurs initiatives, les terroristes sont fantasmés aux yeux de l'opinion. Héros « sans peur et sans reproche », désintéressés dans leur combat contre un régime abhorré, investis dans « l'action directe », la seule à être révolutionnaire, ils ont pour inspirateur le catéchisme de Netchaïev.

Il faut néanmoins souligner qu'en dehors de son contexte politique, cette admiration sulfureuse envers celui qui dispose du « droit de tuer » est conforme au décadentisme qui gouverne encore, en Occident et en Russie, les élites culturelles, en ce début de siècle. Il s'est imposé à la fin du XIX s. contre le positivisme, le scientisme dont les « hommes nouveaux » en Russie avaient fait leur bréviaire. Paradoxalement, les esprits décadents, nihilistes et provocateurs, restaurent une liberté existentielle dans la mort, le mysticisme, les paradis artificiels, le sadomasochisme et bien d'autres lieux interdits à la modernité. C'est aussi l'Âge d'argent de la poésie russe : Constantin Balmont, Valeri Brioussov, Innokenti Annenski.

Le PSR est financé par des dons, des « expropriations », il est équipé, grâce à des réseaux de contrebande, d'un armement perfectionné, le browning, un pistolet automatique de 7, 65 mm créé par Browning Arms Company aux États-Unis pour des tirs rapprochés, et la dynamite (inventée par Nobel en 1866), pour des bombes dont la fabrication exige des experts : 7 livres de dynamite, tubes en verre d'acide sulfurique qui enflamme le chlorate de potassium, puis l'explosion de fulminate de mercure et celle des pains de dynamite. Un montage dangereux avec des accidents fréquents. En cas de tentative manquée, il est nécessaire de tout recommencer.

Entre les terroristes règne une solidarité plus forte que l'obéissance au PSR, elle les autorise à s'allier dans leurs opérations avec des confrères anarchistes, nationalistes, maximalistes, de choisir les victimes, les conditions de réalisation. Cette indépendance envers toute institution cultive un terrorisme spontané au nom de la révolution, mais sans foi ni loi, pour autant qu'il multiplie démesurément le nombre des terroristes et de leurs victimes appartenant à des milieux sociaux divers.

En 1903, Witte, opposé à une guerre prématurée contre le Japon, a démissionné de ses fonctions, mais, à l'issue d'une défaite inattendue, on fait appel à lui pour négocier une paix avantageuse à Portsmouth sous la médiation du président Théodore

Roosevelt. Néanmoins, la défaite humiliante provoque des manifestations d'hostilité à un pouvoir affaibli et déclenche à la fois une « révolution manquée » 1905-1906 et un terrorisme de masse. Des « organisations de combat » surgissent dans tous les secteurs. Le « terrorisme agraire » s'attaque aux propriétaires fonciers, brûle leurs demeures, leur outillage, leurs récoltes, extermine leur bétail, incite ses victimes, des nobles, à quitter leurs terres et à perdre leur rôle social. Dans le commerce, la banque, l'industrie, le terrorisme entrave le développement d'une société bourgeoise fondée sur le capital. Il ne se contente plus de décapiter l'appareil d'État en éliminant son élite, des ministres, des gouverneurs, il met à l'épreuve la fidélité de son personnel jusqu'aux fonctions les plus modestes, employé de bureau, postier, agent de police. La menace permanente d'être abattu en pleine rue pèse sur les fonctionnaires déchirés entre leur devoir et leur sécurité. Selon le programme du PSR, le terrorisme doit inciter les masses à s'engager dans l'action révolutionnaire ; il y parvient en effet en assassinant les récalcitrants aux appels à la grève dans les usines et les institutions publiques. La grève générale des chemins de fer, à laquelle la grande majorité des cheminots est hostile, gagne l'immense réseau des voies ferrées au prix de meurtres, d'attentats, d'agressions de trains.

Pourquoi cet acharnement dans l'autodestruction ? Sa raison suprême réside dans l'impératif dicté par une *narodnost* aveuglée dans son obsession : arrêter, quoi qu'il en coûte, le cours de l'histoire, son orientation funeste vers la modernisation, la révolution des Lumières dans laquelle les Romanov avaient impunément entraîné la Russie. Conformément à sa *narodnost*, le peuple russe allait retrouver l'harmonie et la sérénité dans un cadre naturel, la terre, l'*obchtchina*, le communautarisme.

Libéralisme et terrorisme

12—18 octobre 1905 : à Moscou, Congrès de fondation du parti cadet, KD, constitutionnaliste-démocratique, créé à partir de l'Union des zemstvos

proconstitutionnalistes et de l'Union de *Libération*, inspirée par la revue de Struve, où figurent des radicaux plus ou moins clandestins. En 1904, le congrès a été précédé par une campagne de banquets et la floraison d'unions et d'associations diverses. « Nous n'avons pas d'ennemi à gauche », affirme Milioukov, l'un de ses fondateurs.

Pavel Milioukov (1859-1943), fils d'architecte, brillant étudiant, historien, il conteste l'œuvre de Pierre le Grand, une construction onéreuse et artificielle ; pour ses idées libérales, il est exclu de l'Université de Moscou en 1895, il enseigne à Riazan, Sofia, Varsovie, Saint-Petersbourg où il défie le ministre Plehve qui lui « propose » l'Instruction publique. Leader dans la fondation du parti KD en 1905, député à la III et la IV Douma. Avec les *octobristes* en 1915, il organise le « bloc progressiste ». Le 1er novembre 1916, à la Douma, il accuse de trahison (non prouvée) le Premier ministre Boris Stürmer et l'entourage de l'impératrice. En 1917, ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire, il promet aux Alliés que la Russie poursuivra la guerre « jusqu'à la victoire finale ». Cette déclaration contredit l'appel « aux peuples du monde entier » du soviet de Petrograd et provoque des manifestations de protestation armées. Milioukov démissionne en mai, après deux mois de fonction. Partisan du général Kornilov, conseiller du général Dénikine, en 1918, il émigre en Occident, échappe à Berlin, à un attentat fomenté par l'extrême droite russe. À Paris, 1921-40, il publie un quotidien en russe, les *Dernières Nouvelles* (les dernières bassesses, selon l'émigration de droite). Il meurt à Aix-les-Bains et laisse des souvenirs.

Le programme des cadets (KD) prévoit une monarchie constitutionnelle, dotée des libertés démocratiques, la confiscation forcée des propriétés foncières contre une rétribution judiciaire et la solution du « problème ouvrier ». L'instauration d'un État de droit doit se réaliser sans violence par voie parlementaire.

Witte ne désapprouve pas les ambitions politiques des zemstvos, la reconnaissance de leur rôle sur la voie d'un régime représentatif démocratique, mais

il n'envisage pas son parachèvement sans qu'ait été réglé au préalable le statut archaïque des paysans, enfermés dans une possession familiale collective et privés du droit de propriété personnelle. Classés en tant que « couches sociales », ils relèvent de coutumes juridiques obsolètes et non du Code civil, comme le reste de la population.

Le Manifeste impérial du 17 octobre est inspiré par Witte. Le pouvoir impérial concède la liberté de conscience, de parole, de réunion et d'association et instaure un parlement élu, la Douma dotée d'un pouvoir législatif comme le Conseil d'État. Le tsar conserve des prérogatives régaliennes, la guerre, les affaires étrangères, la nomination et la révocation des ministres.

Un triomphe de la glasnost ? Witte est nommé Premier ministre dans cette nouvelle institution, mais il ne parvient pas à attirer dans son gouvernement des libéraux, des membres pourtant modérés du parti des « cadets » réticents à l'idée d'être déconsidérés pour leur collaboration avec l'autorité impériale. « À bas l'autocratie ! », la confrontation avec elle au sein d'une assemblée élue, voilà la solution choisie par un libéralisme résolu à la contester au nom d'un régime constitutionnel. Witte voulait des libéraux « ayant coupé leur queue révolutionnaire ». Le motif profond de leur refus de coopérer, selon lui, c'est la peur des bombes et des brownings, à la mode dans les relations avec le pouvoir.

10 novembre — création du parti des *Octobristes*. A leur tête, Chipov, Goutchkov, des minoritaires modérés des zemstvos, prêts à coopérer avec le gouvernement dans une perspective de réformes libérales.

8-12 décembre — échec de l'insurrection bolchévique à Moscou.

1906, le 3 avril — Witte, en dépit de tout, réussit à négocier la signature d'un considérable emprunt international, 2, 25 milliards de francs, dont plus de la moitié

avec la France, mais il démissionne à la suite des élections à la Douma, trop favorables à l'opposition.

En avril 1906, à la veille de l'ouverture de la Douma, a lieu le 3e Congrès des Cadets. On discute de la politique à suivre à l'égard du pouvoir. Les radicaux exigent que les députés, forts de leur légitimité, refusent tout compromis avec le gouvernement et promulguent leur programme sous forme d'ultimatum. Comme les radicaux jadis, ils comptent sur le soutien du peuple et menacent le pouvoir de « remuer les eaux de l'Achéron ». L'Achéron, l'une des cinq rivières du Royaume des morts, évoqué dans l'Odyssée et dans la Divine Comédie, frappe par la monstruosité de sa laideur. Soulèvement paysan ou terrorisme ? Milioukov n'est pas dupe, le réveil de l'Achéron ne sera pas une révolution populaire. Dans son analyse des événements récents, son proche, Sergueï Melgounov, aborde toutes les faces de la réalité contemporaine : urbaine, rurale, universitaire, professionnelle et constate partout la présence active de *l'Achéron*.

Sergueï Melgounov (1880-1956), né dans une vieille famille noble avec d'illustres aïeux, un père prodigue, ruiné ; des études à Moscou, en histoire et en droit, enseignement dans des écoles privées. En 1906, adhère au KD, puis au parti socialiste-populaire, publie des essais sur les vieux-croyants, l'Église et l'État, la liberté de conscience, il dirige une édition coopérative et un journal *La voix du passé* (1913-23). Favorable à la révolution de février, il accède aux archives et entreprend en 1918 l'édition, par *Zadrouga*, des *Éléments pour l'histoire du mouvement social et révolutionnaire en Russie* ; elle est supprimée par les bolcheviks. Dans sa lutte pour la renaissance de la Russie, il est arrêté, condamné, arrêté à nouveau et finit en 1924 par quitter la Russie. Dans l'émigration, il est le premier historien apte à décrire la suite des événements, de la révolution de février à la guerre civile. En 1923, à Berlin, il prouve dans *La Terreur rouge en Russie* qu'elle n'est pas l'application politique de la « dictature du prolétariat », mais l'art de gouverner d'une faction au pouvoir. À Paris, il poursuit ses publications historiques, dirige une *Union*

pour la liberté de la Russie. Il meurt à Chantilly.

27 avril-8 juillet 1906 — la 1^{re} Douma :

Élections par curie ; propriétaires 1/2000, citadins 1/4000, paysans 1/30 000. Prédominance de la gauche : 37 % cadets, 20 % travaillistes. 42 % des élus ont un niveau d'études supérieures. Aucune concertation préalable n'a lieu entre représentants du législatif et de l'exécutif. L'action de la Douma est limitée ; le ministère est responsable devant le tsar qui dispose du droit de dissoudre la Douma.

Atmosphère glaciale à la réception au Palais d'Hiver des députés des deux chambres, deux mondes opposés, celui de la tradition monarchique, le Conseil d'État et celui de la représentation populaire, la Douma d'Empire. Le tsar les invite à une tâche historique et en appelle à la bénédiction de Dieu. Discours sans effet sur une opinion inspirée par les KD, qui estiment que l'exécutif doit répondre à la volonté populaire exprimée par le législatif. La revendication primordiale, c'est l'amnistie et l'abolition de la peine de mort. L'amnistie aux terroristes répond à la volonté du peuple. Pour les radicaux, ce n'est pas une grâce du tsar accordée à des esprits égarés, mais la reconnaissance de leur combat pour une cause commune. Le général Vladimir Pavlov, procureur général militaire, initiateur des cours martiales, vient s'expliquer à la Douma. Les députés atteints d'une rage collective, l'accueillent aux cris : « Dehors, bourreau, canaille ! » et l'empêchent de prendre la parole. Les terroristes en tirent la leçon et l'exécutent peu après, le 27 décembre. Une adresse au tsar élaborée par les modérés à la Douma, à propos des détenus condamnés pour des motifs divers, n'aboutit pas, car elle présuppose la condamnation solennelle du terrorisme. Des députés comme Mikhaïl Stakhovitch assurent que le peuple russe désapprouve le terrorisme qui sème la peur dans la population et évoquent ses victimes, des gardiens, des cochers, des agents de police. Mais la majorité des députés ne peut renoncer à l'image héroïque de ceux qui sacrifient leur vie pour une noble cause. La peine de mort leur apparaît comme une forme de vengeance de la part d'un pouvoir qui ne

respecte pas les droits de l'homme.

Le 19 juin la Douma approuve néanmoins à l'unanimité le projet de loi sur l'abolition de la peine de mort. Il n'aboutira pas, car il sera rejeté au Conseil d'État. Les cadets voyaient dans son adoption un moyen de mettre fin au terrorisme, sans le condamner publiquement.

La 1^{re} Douma est dissoute le 9 juillet, après 72 jours d'existence. Les 9 et 10 juillet, des députés réunis à Vyborg rédigent un « appel des représentants du peuple au peuple ». il ne soulève pas l'indignation du peuple, mais soumet à des poursuites judiciaires 120 députés cadets

8/21 juillet **Piotr Stolypine** (1862-1911) est nommé Premier ministre. Il est né dans une famille noble provinciale, dans le gouvernement de Grodno, apparentée au général Souvorov et au poète Lermontov. Il fait des études d'agronomie à Saint-Pétersbourg sous la direction de Mendeleïev. En 1884 il épouse Olga Neihardt, la fiancée de son frère aîné, mort en duel qui lui a fait promettre de s'occuper d'elle. Ils auront cinq filles et un fils.

Gouverneur de Grodno en 1902, de Saratov en 1903, il est remarqué pour la vigueur avec laquelle il maintient l'ordre en 1905. Nommé ministre de l'Intérieur par le Premier ministre Ivan Goremykine, il le remplace peu après. En août 1906, un attentat est perpétré contre sa datcha sur l'île d'Aptekarski. C'est jusqu'alors le plus meurtrier ; il cause 27 morts et de nombreux blessés, dont son fils et l'une de ses filles. Le 19 août, il instaure des cours martiales qui permettent de condamner à mort sans appel et d'exécuter aussitôt les auteurs manifestes de crimes odieux. Entre 1906 et 1909, la « terreur *stolypienne* » aura connu 3000 exécutions, son promoteur le titre de « pendeur » et son gibet la « cravate de Stolypine ». Mais les activités de Stolypine ne se résument pas à ces mesures terroristes.

9/22 novembre 1906 par décret, entre la 1^{re} et la 2^e Douma, débute sa réforme agraire. Stolypine autorise et encourage le paysan à quitter son mir et à passer de l'*obchtchina* à la propriété privée. La solution du problème paysan connaît une brusque accélération dans cette résolution à le libérer des entraves d'un système destiné au préalable à le protéger.

Déjà en avril 1905, le conseil des ministres avait prononcé l'annulation des dettes accumulées par le rachat et en novembre 1905, l'extinction du paiement du rachat, une décision injuste envers ceux qui s'étaient déjà acquittés. Ces mesures avaient été interprétées comme les concessions d'un pouvoir affaibli par les troubles à l'ordre public. Avec Stolypine, le pouvoir reprend l'initiative et lance son offensive.

20 février-2 juin 1907 — 2^e Douma : même loi électorale et par conséquent composition semblable, mais l'entrée du PSR, des sociaux-démocrates et de l'extrême droite, entraîne la réduction des cadets à 80 députés ; ils conservent néanmoins une position dominante. Le cadet Fiodor Golovine est élu président. Il fait obstacle à la proposition d'honorer la mémoire des fonctionnaires de l'État tués par les terroristes. Le 15 mai, les cadets refusent de discuter une résolution de la Douma contre le terrorisme. Échec des pourparlers entre Stolypine et les cadets à propos de leur soutien à sa politique.

3 juillet 1907 — la dissolution de la Douma est motivée par le tsar : « S'étant refusée de condamner les crimes et la violence, la Douma n'a pas soutenu le gouvernement pour le rétablissement de l'ordre ».

1^{er} novembre 1907-9 juin 1912 — 3^e Douma.

La nouvelle loi électorale permet d'élire 242 propriétaires fonciers, 133 responsables de *zemstvos*. Sur 434 députés, 154 *oktiabristes*, 54 *cadets*, 19 socio-démocrates.

Les *Oktiabristes*, parti de la droite modérée, du libéralisme russe ; ses cadres, des dirigeants de *zemstvos*, des propriétaires fonciers, des entrepreneurs, des fonctionnaires. Fondé à la suite du Manifeste impérial du 17/30 octobre 1905, au congrès de Moscou les 8-12 février 1906, il compte jusqu'à 75 000 membres et gagne 43 sièges dans la 2e Douma. Son journal, la *Voix de Moscou*. Son président jusqu'en 1915, Alexandre Goutchkov. Les *oktiabristes* occupent une position centriste à la Douma et favorisent la politique de réformes de Stolypine, conforme à leur programme : préservation d'une monarchie au pouvoir limité, d'une Russie « une et indivisible », affirmation des droits de l'homme et du citoyen, encouragement au paysan de devenir propriétaire, son accès au même statut civique que les autres couches sociales. Un pacte de loyauté réciproque les lie à Stolypine.

Alexandre Goutchkov (1862-1936) né à Moscou dans une ancienne famille de marchands d'origine paysanne, il fait ses études à l'Université de Moscou où il rencontre Milioukov (1881-85). Il les poursuit en Allemagne, en droit, finances, sciences sociales. De retour en Russie, il s'active contre la famine ; élu à la municipalité de Moscou, il réalise la canalisation des eaux et d'autres innovations urbaines. Député à la Douma, à Saint-Pétersbourg, il dispose d'une fortune considérable, épaulé par les capitaux du clan des Goutchkov-Botkine-Tretiakov. Il voyage en Turquie où sont persécutés les Arméniens, au Tibet où il est reçu, lui un non-bouddhiste, par le dalaï-lama, en Chine et Mongolie, au Transvaal, durant la guerre entre les Boers et les Anglais, en Macédoine au soulèvement contre les Ottomans, en Mandchourie dans la Croix-Rouge pendant la guerre russo-japonaise, dans les Balkans auprès des Serbes et des Bulgares.

Goutchkov est un homme brave, amateur d'émotions fortes, s'exclame Witte, excédé par ses exploits et ses commentaires. Il lui propose le ministère du Commerce et de l'Industrie ; il refuse, absorbé par la formation du parti des *oktiabristes*. Battu aux élections, aux deux premières Doumas, il est élu à la troisième. Il approuve la politique de Stolypine, y compris l'instauration des cours martiales dans la lutte

contre le terrorisme. Tout en soutenant activement ses réformes agraires, il renonce à rentrer dans son gouvernement, en tant que président de la 3^e Douma. Par la suite, après l'assassinat de Stolypine, Goutchkov perd la confiance du tsar pour des propos indiscrets, il dénonce le rôle néfaste de Raspoutine et devient l'ennemi personnel de l'impératrice. En 1912, il n'est pas élu à la 5^e Douma et se rapproche des cadets. Pendant la guerre, il préside le Comité central militaro-industriel, et dirige la Croix-Rouge sur le front. Il prépare, avec le général Alekseïev et l'état-major, l'abdication du tsar au profit de son fils Alekseï, puis de son frère le grand-duc Michel. Conserver la monarchie se révélant impossible, Goutchkov participe au premier gouvernement provisoire, comme ministre de la Guerre en mars-mai 1917, démissionne devant la décomposition de l'armée et soutient le général Kornilov et l'armée des Volontaires. Le général Dénikine l'envoie auprès des Alliés, négocier avec Poincaré, Churchill. Dans l'émigration, proche du général Wrangel, il poursuit son combat anti-bolchévique, favorisé par sa fortune placée à l'étranger. Mort d'un cancer en 1935, il est enterré au Père-Lachaise.

Stolypine, terrorisme et perestroïka

Grâce à la compréhension entre Goutchkov et Stolypine, la plupart des projets de loi présentés à la Douma par les ministères sont adoptés ; seuls le sont 36 sur 205 avancés par la Douma.

Pendant ce temps, l'activité terroriste est passée de la Une des journaux dans les faits divers avec des milliers de victimes : elle a évolué dans le nihilisme, vers l'attentat fin en soi, privé de toute fin politique, vers le banditisme, l'extorsion de fonds auprès des commerçants, des juges, des professions libérales, vers l'esprit de secte et ses effets pathologiques. Ce terrorisme aveugle tétanise l'immense majorité d'une population apeurée, passive et finit par affecter physiquement et moralement les agents de l'État, et, par conséquent, a motivé leur défaillance, et nullement leur

adhésion à la révolution. Les libéraux du parti cadet considèrent pendant longtemps les terroristes comme des alliés occasionnels, utiles pour forcer le pouvoir à des concessions libérales. Leur opportunisme dissimule une véritable abdication. Katkov distinguait le révolutionnaire : « Cède-moi où je tire ! » du libéral : « Cède-lui ou il tire ! »

Entre janvier 1908 et mai 1910, ont lieu 19 957 attentats et délits révolutionnaires ; périssent 732 fonctionnaires et 3 051 personnes privées. La droite et la gauche s'accusent mutuellement de recourir à la violence par les tribunaux militaires et le terrorisme. Le 11 décembre 1907, la droite réussit à faire adopter une Déclaration dénonçant les pertes infligées à l'appareil d'État par un terrorisme qui naît dans les années 1860-70 sous l'action des « ennemis de Dieu, du Tsar et de la Patrie ». Des dédommagements sont prévus pour les victimes. L'opinion a évolué, l'héroïsme des terroristes s'est discrédité depuis que leurs exploits sombrent dans une criminalité quotidienne effrayante. Et néanmoins cette condamnation du terrorisme par la 3e Douma est ressentie comme une défaite par les cadets qui remettent aussitôt l'abolition de la peine de mort en débat. Tout accord est impossible, tant que l'avenir de la Russie échappe à la vigilance des libéraux obsédés par le présent, traquer l'autocratie.

31 mai 1908 **Léon Tolstoï** (1828-1910) signe son célèbre pamphlet *Je ne peux pas me taire*. Ses relations d'amitié avec la famille de Piotr Stolypine l'ont incité à suivre son ascension rapide et à lui écrire qu'il désavouait son recours à la violence pour mater la violence et son projet d'attacher le paysan à la propriété privée, alors que la terre appartient à tous. L'obstination de Stolypine pousse Tolstoï à une condamnation radicale. La lecture de la presse lui révèle l'effroyable multiplication des exécutions capitales. On pend le paysan, notre père nourricier, et Tolstoï décrit en détail le supplice. Ses bourreaux ? Piotr Stolypine et Nicolas Romanov. De la damnation à la repentance, toute la gamme des arguments moraux y passe, jusqu'à la comparaison entre les révolutionnaires et les bourreaux. Leurs moyens d'action sont

les mêmes, mais les uns sont jeunes, emportés, désireux de changements et prêts à risquer leur vie, les autres, des adultes, froids, réfléchis, conservateurs, à l'abri, en sécurité. Et surtout les révolutionnaires ne légitiment leurs actes que par leur cause, et ces actes sont bien moins nombreux que ceux des bourreaux qui, eux, se réfèrent à la religion, à l'Église orthodoxe, au Christ.

La cause est entendue, Tolstoï se tait sur l'essentiel. Nulle part dans son pamphlet contre le pouvoir, il ne cite le mot « terrorisme ».

1909, publication du recueil *Les Jalons (Vekhi)*, 7 articles sur l'intelligentsia russe ; ils dénoncent ses faiblesses révélées durant une révolution avortée. C'est le procès des « hommes nouveaux » qui, depuis les années 60, dénigrent les valeurs culturelles, spirituelles au nom d'un réalisme utilitaire, en contradiction avec leur propre idéal, un culte démesuré du peuple dont ils veulent le bonheur.

Nicolas Berdiaev oppose *istina*, la vérité philosophique à la *pravda*, la vérité en tant que justice, dont se pare l'intelligentsia, Pierre Struve déplore l'absence du sens de la responsabilité, dans la mentalité d'une intelligentsia semi-cultivée, privée de civisme.

Siméon Frank interprète la religiosité prêtée aux intellectuels populistes comme un moralisme, un nihilisme qui exclut toutes les valeurs spirituelles traditionnelles, non pas au profit d'une *narodnost*, mais d'un *narodnitchestvo* primaire fermé à toute activité créatrice.

Devant la 3e Douma, Stolypine expose sa conception d'une magistrale réfection (*perestroïka*) du système agraire : « Dans les régions de Russie, où la maturité du paysan a déjà atteint un niveau certain, où l'*obchtchina* devient une contrainte, un obstacle à ses initiatives, il est indispensable de lui donner la liberté de consacrer son labeur à la terre, il est indispensable de lui laisser la liberté de travailler,

de s'enrichir, de disposer de sa propriété, il faut lui donner le pouvoir sur la terre, le libérer du joug d'un système communautaire caduque... Aurait-on oublié l'immense désastre qu'aura connu, à cause de cette tutelle, une grande partie de notre population?... Combien est nécessaire à la réfection (*pereoustroïstvo*) de notre État, sur de fermes bases monarchiques, la présence d'un solide propriétaire privé ; combien il fait obstacle à la montée du mouvement révolutionnaire ? Il serait absurde de croire que de tels résultats sont accessibles par l'action des fonctionnaires. Ils ont beaucoup œuvré sur la question agraire et je garantis qu'ils ne faibliront pas. Mais je respecte trop la raison populaire pour admettre que la paysannerie russe organise sa vie rurale selon des ordres et non pas selon ses propres convictions... D'après notre opinion, ce n'est pas la terre qui doit dominer l'homme, mais l'homme qui doit la dominer » (*Ne zemlia doljna vladet tchelovekom, a tchelovek doljen vladet zemlioï*).

Transformation de la parcelle en propriété privée des paysans, suppression progressive de l'*obchtchina*, large crédit aux paysans. Rachat des propriétés foncières pour leur revente avantageuse aux paysans. Une agronomie pour relever le rendement agricole.

Stolypine a mis en place son programme par un oukase du 9 novembre 1906, entre les deux premières Doumas ; il n'est ratifié comme loi qu'en mai 1911.

L'afflux des demandes n'est freiné que par le manque de personnel qualifié, de géomètres pour les enregistrer. L'assassinat de Stolypine, le 5 septembre 1911, le ralentit, mais il ne s'arrête pas jusqu'en 1917.

La terre tant convoitée connaît alors un destin chaotique :

Tableau 4 : propriété de la terre en Russie entre 1917 et 1929

Année	État des lieux
Fin 1917	Suppression de toute propriété privée, au profit d'un partage égalitaire.
1922	Le Code agraire reconnaît toute forme de propriété, sauf seigneuriale.
1929	Collectivisation par Staline et la restauration du servage dans le kolkhoze.

En 1913, 51 % du PNB vient de l'activité agricole. Les rendements de blé sont faibles pour 74% de la population paysanne russe, 3 fois inférieurs à ceux de l'Allemagne, en raison des redistributions périodiques des terres, d'une répartition égalitaire qui ne tient pas compte de la fertilité des sols, et de l'émiettement des parcelles en dizaines d'enclos.

La demande de passage à la propriété privée est en progression constante : 2,8 millions en 1905, 5,5 millions en 1914, soit déjà 44 % d'augmentation et finira par concerner plus de 6 millions de foyers, sur 13 millions au total. Déjà 10,6 % des demandes sont satisfaites.

Début 1916, dans les 17 provinces de Russie européenne, 21,2 % des propriétés sont individuelles ou appartiennent à des sociétés, 7,6 % sont en cours de rachat. En février 1917, cela concerne, sans doute, 31 % des parcelles.

En 1916, en propriété ou en location, les paysans disposent de 89 % des terres et de 94 % du bétail. La grande propriété seigneuriale a perdu son importance économique. Stolypine n'aura pas eu le temps de transformer la Russie en pays de fermiers. La majorité végète encore dans l'*obchtchina*, mais l'avenir est tracé » : « Accordez vingt ans de calme et vous ne reconnaîtrez pas la Russie » (*Daïte 20 let pokoïa, i vy ne ouznaïete Rossiou*).

Le 1/14 septembre 1911, à l'opéra de Kiev, Stolypine est touché de deux balles tirées par Dmitri Bogrov, un SR, indic de l'Okhrana, et meurt peu après.

Alexandre Goutchkov formule à cette occasion, devant la Douma, le 5 septembre, un tragique bilan :

« Depuis longtemps déjà, notre Russie est gravement malade. La génération à laquelle j'appartiens est née au coup de feu de Karakazov ; dans les années 60-70, une sanglante et sale vague de terreur a déferlé sur notre patrie... La terreur a alors freiné et freine toujours depuis lors le cours progressif des réformes, la terreur a donné des armes à la réaction, la terreur a enfermé dans son sanglant brouillard l'aurore de la liberté russe ».

Le destin pathétique d'une Russie, privée du dernier recours à sa modernisation, se met en route de façon irrévocable :

Tableau 5 : l'échec de la modernisation

Date	Évènement
21 février/6 mars 1913	Célébration du tricentenaire de la dynastie des Romanov. La Russie du paysan est devenue le premier fournisseur mondial de céréales, 30 % du volume total.
2/15 mars 1917	Abdication de Nicolas II et victoire de la « Grande Révolution pacifique ». Un gouvernement provisoire de KD et de SR est instauré, une Assemblée constituante, élue au SU, est convoquée.
5/18 janvier 1918	Instauration à Petrograd de l'Assemblée constituante (410 SR, 175 bolcheviks) aussitôt dissoute par les bolcheviks.

Un rêve sempiternel s'évanouit dans une pathétique mascarade. Les forces politiques libérales et démocratiques n'auront survécu que quelques mois au régime monarchique, car elles étaient liées à lui pour le meilleur et pour le pire. Une fois le tsar éliminé, n'ont subsisté que des plantes exotiques rares, privées de leur serre et livrées à la *pougatchevchtchina* déclenchée sans scrupules par les bolcheviks. Pressés d'instaurer à leur profit un terrorisme d'État, ils ont traité de façon équitable

monarchistes, libéraux et populistes, et pris à leur service les terroristes dévoyés de leurs rivaux, les SR.

Le terrorisme, que l'opposition à l'autocratie aura toujours refusé de condamner, laisse un bilan accablant :

Tableau 6 : victimes du terrorisme entre 1905 et 1910 (voir Geifman, 1993)

Période	Personnes concernées	Pertes humaines	
		Tués	Blessés
Octobre 1905-octobre 1906 (hors ministère de l'Intérieur)	Fonctionnaires	3 611	
Octobre 1905-octobre 1906 (au sein du ministère de l'Intérieur)	Simple « uniformes »	658	
	Haut gradés	13	
Octobre 1906-octobre 1907	Particuliers	2 180	2 530
	Fonctionnaires	4 500	
Janvier 1908-mai 1910	Particuliers	3 051	2 829
	Fonctionnaires	1 022	732

Tableau 7 : le terrorisme entre 1905 et 1906. Actes criminels ou de brigandage (voir Geifman, 1993)

Période	
Octobre 1905-octobre 1906 : actes de brigandage	1 951 (dont 940 banques ou officiers financiers) => 1 691 impunis
Janvier 1908-mai 1910 : actes de brigandage et actes criminels	19 957

On a voulu confronter ce bilan à celui des exécutions par le régime tsariste.

D'après le rapport de Karl Liebknecht sur les répressions en Russie :

Tableau 8 : rapport de Karl Liebknecht sur les répressions en Russie (1825-1910) (voir Haupt, 1965)

Années	Jugés	Condamnés à mort	Exécutés	Condamnés aux travaux forcés
1825-1905		625	191	
1906-1910	37735	5735	3741	8640

Les bolcheviks prennent le pouvoir et le conservent par la violence, la peur, et inaugurent un Âge de fer par la Terreur, grâce à une organisation sans aucune commune mesure avec *l'Okhrana*, la police politique tsariste : 6321 exécutions entre 1826 et 1917. La Tcheka, une police politique dirigée par Félix Dzerjinski pour combattre la contre-révolution, est créée le 7/20 décembre 1917, aussitôt après l'arrivée au pouvoir des bolcheviks ; elle devient GPU en 1922, NKVD 1934. Elle compte 600 agents en mars 1918 ; 1000 en juin, 40 000 fin 1918, 280 000 - début 1921.

Le 5 septembre 1918, c'est le début de la Terreur rouge, dont sont victimes 13 000 nobles, prêtres, officiers.

Le paysan, objet du constant souci d'un régime étouffé par un fardeau, le servage, le paysan sublimé par le culte que lui porte le populisme, les hommes nouveaux et l'intelligentsia, le voilà comblé par les bolcheviks. La terre lui appartient, la terre qu'il laboure depuis des siècles, la terre, mais nullement sa récolte, son blé, car il relève désormais du monopole du nouveau régime. La dictature du prolétariat instaure la dictature alimentaire, une redoutable arme d'oppression contre les velléités d'indépendance d'une population indisciplinée. Elle ne laisse au paysan et à sa famille que le strict nécessaire pour son alimentation et les semailles futures. En cas d'infraction, il est poursuivi pour recel, sabotage, action contre-révolutionnaire. La famine, une variante alimentaire du terrorisme d'État, va devenir un mode

d'action stratégique dans la guerre que mèneront les bolcheviks contre leur peuple, les paysans, après l'extermination des nobles, des ecclésiastiques, des bourgeois.

Moderniser une Russie fondée sur l'autocratie et le servage, une mission impossible ? Inspirée par le libéralisme, elle sombre dans le terrorisme et prive ainsi la Russie de son avenir.

Conclusion

Kto vinovat ? Qui est coupable ? À qui incombe la faute de ne pas avoir permis au paysan émancipé du servage, d'accéder aux droits civiques, à la propriété personnelle du bien qu'il exploite, une voie historique, celle des pays européens, voisins de la Russie ? Ce n'est pas à l'imitation aveugle de l'Occident ou à son rejet, qu'il faut attribuer le fiasco d'une modernisation, mais à des traits spécifiques, propres à une tragédie russe. Le terrorisme en est la figure centrale.

Pierre le Grand et ses successeurs ont engagé la Russie dans une modernisation indispensable, en se gardant bien d'en ébranler les deux fondements, l'autocratie et le servage. Ce défi lancé, quoi qu'il en coûte, à un pays peuplé aux trois quarts de serfs, parvient à satisfaire leurs ambitions de grande puissance, à associer la Russie au concert des nations, à lui assurer une place éminente en Europe. Et cependant, en dépit des apparences, de belles façades, son « despotisme éclairé » masque mal la présence obsédante d'une réalité étrangère à sa société européanisée, le peuple. Massif, passif, opaque, il justifie à la fois le servage et son urgente abolition. Si la gouvernance de la paysannerie ignore *glasnost* et *zakonnost*, mais elle s'inscrit dans l'*obchtchina*, l'ancestrale communauté agraire qui a survécu au servage et survivrait à son abolition. Elle est reconnue par les slavophiles, attachés à la *sobornost*, mais aussi par les radicaux qui voient en elle l'amorce du socialisme.

Cette *obchtchina* devient un enjeu crucial, aussitôt que l'autocratie remet en cause ses fondements. Le courant libéral œuvrant à un État de droit, enferme le paysan émancipé dans l'enclos de l'*obchtchina*, afin de lui éviter le sort du prolétaire. Les radicaux, « hommes nouveaux », proclament l'imminence d'une révolution paysanne, au nom d'une utopie populiste. Déçus dans leur attente, ils recourent au terrorisme.

Son ampleur met fin aux initiatives libérales, menace les structures de l'État et contraint le régime à passer d'une politique libérale offensive à une politique défensive, répressive et réactionnaire qui le prive du soutien des libéraux.

Ce soutien, les libéraux l'accordent aux populistes dans une lutte commune contre l'autocratie, bien que leurs objectifs soient radicalement, opposés, l'État de droit pour les uns, le système communautaire pour les autres. À la Douma, populistes et libéraux s'associent pour repousser toute condamnation du terrorisme. C'est une droite monarchiste modérée qui soutient Stolypine, l'accès qu'il donne enfin à la propriété privée, au paysan, libéré successivement du servage, puis de l'*obchtchina*. Cette issue envisagée par tant d'esprits éclairés, amorcée par Kisselev et ses « paysans obligés », plaidée par de Witte, s'est égarée dans les convulsions du terrorisme, une plaie nationale.

En exil, dans leurs souvenirs, populistes et libéraux passent sous silence toute référence au terrorisme, comme à une maladie honteuse. Condamné par Lénine, le terrorisme est absent dans l'histoire en Union soviétique. Facteur décisif dans le sort de la Russie, le terrorisme échappe à l'attention des historiens. La chute de la Russie des tsars est attribuée à leur aveuglement, à la servitude du peuple, la croissance de l'opposition au régime légitime l'histoire d'une Russie motivée par l'attente de la Révolution.

Il faut que le terrorisme se manifeste à nouveau dans les années 90, lors des attentats tchéchènes, pour qu'un passé refoulé dans l'oubli, retrouve son actualité auprès d'une opinion alarmée, dans la publication d'un flot de documents, de mises à jour et la rédaction de nouveaux travaux consacrés au terrorisme et à ses instigateurs. La vision de l'histoire est bouleversée, mais, depuis, une doctrine obscure, vouée à la glorification de la Russie, s'emploie à effacer les traces de ce passé encombrant.

Avec l'aide de deux mots-clés, libéralisme et terrorisme, j'ai composé un manuel d'histoire à contre-courant des présupposés actuels, dans le souci de rétablir à l'égard de la Russie un sentiment de respect, voire de l'attrait, au prix d'une douloureuse vérité.

Annexe

Du nihilisme au terrorisme : « Tourgueniev, Herzen et Bazarov : la paix ou la guerre¹ ? »

Le roman *Pères et Fils* paraît au début de 1862, au moment où le pouvoir absolu est engagé dans une entreprise périlleuse, l'abolition du servage. La révolution par le haut qu'il envisage, fort de l'appui d'une opinion libérale éclairée, se mesure à long terme par des réformes conséquentes ; elle risque d'échapper à sa gouvernance au profit d'une révolution par le bas prônée par des « hommes nouveaux », roturiers, hostiles à l'hégémonie exercée par la culture d'une noblesse éclairée. Dans « l'espace public » accessible au sein d'un régime autocratique : les revues, les cercles, l'université, la lutte est inégale, car la révolution par le bas opère à court terme avec des arguments populistes qui déprécient la culture au profit de la science, dénigrent l'idéal au nom du physiologique et discréditent la noblesse libérale, son occidentalisme, son « dilettantisme ».

Tourgueniev se garde bien d'intervenir au cœur de ces débats. En tant qu'écrivain, il recourt à la métaphore et imagine une confrontation idéologique entre deux générations, dans une ville provinciale. Contre toute attente, avec son franc-parler et sa rudesse plébéienne, Bazarov, ce rebelle sans cause, l'emporte sur les propos à la fois élégants et savants de ses nobles hôtes, les Kirsanov, le père et l'oncle d'Arkadi, un étudiant naïf que Bazarov avait converti à son nihilisme, avant de venir, à son invitation, dans son foyer seigneurial.

Dans sa lettre du 21 avril 1862, Herzen réagit avec ironie : « Tu étais très fâché contre Bazarov, tu l'as caricaturé, tu l'as forcé à dire des inepties, tu voulais l'achever

¹ Ce texte inédit a été rédigé par l'auteur pour une communication orale dans le cadre d'une manifestation scientifique en 2010, et il est inséré ici en complément de l'étude sur le terrorisme russe du XIX siècle.

avec du “plomb” et tu l’as achevé avec le typhus ; et c’est pourtant lui qui a terrassé la nullité aux moustaches parfumées et également la poule mouillée, le père d’Arkadi et le blanc-manger Arkadi ». Il reproche à Tourgueniev de s’être arrêté à l’apparence extérieure plébéienne, grossière de Bazarov, sans expliquer ce qui a rendu raide, irascible, cette jeune nature (Gercen, t. XXV, l. 1, p. 217). Bref il plaide les circonstances atténuantes pour une jeunesse avancée dont il prétend être encore le maître à penser. Une semaine plus tard, Tourgueniev lui répond que loin d’être fâché contre Bazarov, il voyait en celui qui avait terrassé le monsieur aux moustaches parfumées le vainqueur de la démocratie sur l’aristocratie. Il ne pouvait l’entourer de tendresse et si on ne l’aimait pas à cause de ce qu’il y avait de rebutant en lui, c’était de sa faute à lui, l’auteur ; il n’aurait pas été difficile d’en faire un personnage attrayant, en revanche, c’était autrement plus difficile d’en faire un loup et de le rendre abordable (Turgenev, t. IV, p. 38).

Tourgueniev répond également à un certain Constantin Sloutchevski qui lui a exposé l’opinion des étudiants russes à Heidelberg, cette partie active de l’émigration politique. Leur critique est vive : pourquoi Bazarov n’a-t-il rien d’un héros positif ? Pourquoi meurt-il accidentellement ? Ces étudiants n’ont pas compris que le roman dénonçait la réputation imméritée d’une noblesse, soi-disant avancée. Et surtout ils n’ont pas accepté qu’elle soit terrassée par une créature aussi insolite : « Je m’imaginai une figure sombre, sauvage, grande, plus qu’à moitié surgie du terroir, forte, méchante, honnête et néanmoins condamnée à périr, parce qu’elle se tenait encore sur le seuil du futur, — je m’imaginai un insolite pendant de Pougatchev » (ibid., p. 379-381). Si les lecteurs n’aiment pas Bazarov tel qu’il est, c’est que l’auteur n’a pas atteint son but. Tourgueniev n’insiste pas, il préfère reconnaître sa défaite : il vaut mieux perdre qu’user de subterfuges pour gagner la popularité auprès des jeunes lecteurs. Bref, c’est à prendre ou à laisser : il ne justifiera pas le comportement sauvage de Bazarov par ses origines familiales, son milieu social, la décadence de la noblesse, etc., ou ne l’humanisera pas par des marques de tendresse. C’est un loup qui assure la victoire de la démocratie sur l’aristocratie.

Le roman de Tourgueniev paraît dans *Rousski Vestnik*, bien que son directeur, le conservateur Katkov ait vu dans cette victoire de Bazarov l'apothéose du *Sovremennik*, la revue des hommes nouveaux, Tchernychevski, Dobrolioubov. Apothéose ou pamphlet ? Plus tard dans ses souvenirs littéraires, Tourgueniev relève qu'un critique va jusqu'à représenter son auteur en conspirateur, dans la quiétude d'un cabinet discret, en train d'élaborer avec la complicité de Katkov un ignoble projet, une calomnie contre les jeunes forces russes ! Tourgueniev rectifie : en réalité Katkov a été surpris non seulement par Bazarov, mais par le comportement de l'auteur à son égard. Il cite l'une de ses lettres : « On ressent un embarras dans le comportement de l'auteur envers le héros de son œuvre, une certaine maladresse, une contrainte. L'auteur semble perdu devant lui, ne l'aime pas et a même peur de lui » (Turgenev, t. XIV, p. 104).

Tourgueniev s'explique : une lecture constitue une distraction, il revient à l'auteur d'informer le lecteur de ce qu'il doit penser de son personnage. S'il se dérobe à cette tâche, s'il ne sait pas lui-même s'il l'aime ou s'il ne l'aime pas, comme cela s'est produit avec Bazarov, alors tout dérive : « le lecteur est prêt à lui attribuer des sympathies ou des antipathies imaginaires, ne serait-ce que pour se tirer d'une désagréable incertitude » (ibid., p. 103). Avec finesse, Tourgueniev se dérobe à tout jugement ; en fait, il refuse de s'opposer au régime en place, sous prétexte que le nouveau statut ne fait qu'aggraver la situation des paysans et qu'il est temps de céder la place à la volonté du peuple. Au contraire les vrais révolutionnaires, la minorité de la classe instruite doit soutenir la révolution par le haut dans sa politique éclairée, quitte à la critiquer lorsqu'elle s'en écarte.

Herzen cherche au contraire la conciliation entre sa génération, celle de *Kolokol* et la jeunesse avancée. Il reproche à Tourgueniev de s'être débarrassé de son Bazarov accidentellement au lieu de lui donner la possibilité de se réaliser pleinement. La mésentente s'aggrave. Depuis qu'il estime impossible la réalisation des réformes libérales, selon un modèle européen inapproprié, Herzen n'exclut pas l'éventualité

d'une révolution populiste. Dans sa lettre du 22 novembre, il reproche à Tourgueniev d'être hostile aux idées d'Ogarev, créateur avec lui du *Kolokol* ; son socialisme n'a rien à voir avec le fatras démagogique de Bakounine (Gercen, t. XXVII, l. 1, p. 266). Traité de nihiliste à cause de son pessimisme et ses références à Schopenhauer, Tourgueniev réplique le 25 novembre « Je ne suis pas un nihiliste, parce que je constate, autant que me le permet ma compréhension des choses, l'aspect tragique des destins de toute la famille européenne (y compris naturellement la Russie). Je suis quand même un européen et j'aime le drapeau, je crois au drapeau sous lequel je me suis placé dès ma jeunesse. D'une main, tu coupes sa hampe, de l'autre tu en attrapes une autre, encore inconnue ». Il reproche à Ogarev de professer sur un ton doctrinal d'anciennes théories socialistes sur la propriété commune et sur la libération des serfs, tout en méconnaissant la vie du peuple et ses besoins actuels. *Kolokol* perd des lecteurs, car ils en attendent autre chose (Turgenev, t. V, p. 73-75).

Après une phase intense, la correspondance va ralentir aux limites de la rupture, en raison de divergences croissantes. Constatant que Londres n'est plus un lieu approprié, Herzen déplace sa typographie à Genève en mars 1864, à Bruxelles, dans l'édition en français de *Kolokol* paraît un long article *Nouvelle phase de la littérature russe* où Herzen décrit à son public francophone l'état de la Russie ébranlée par le mécontentement que suscitent des réformes néfastes. Il défend le mouvement des étudiants à Saint-Petersbourg, la cause des Polonais, règle ses comptes avec les libéraux et les réactionnaires au gouvernement, s'en prend à Katkov, à l'influence néfaste de son patriotisme sur l'opinion en Russie et conclut son réquisitoire en accablant un ami perdu. Une fois l'hommage rendu à « son plaidoyer poétique contre le servage », il déplore que l'artiste se lance dans la politique et traite de nihiliste une jeunesse avancée qui remettrait en cause toute autorité, toute idée reçue, au nom de la « science ». Et cela au moment où l'opinion réactionnaire qualifie de nihilistes, traite de fauteurs de troubles, de jeunes gens passionnément dévoués à la science ! (Gercen, t. XVIII, p. 156, 166-169)

De son côté, décidé à poursuivre le débat engagé dans *Pères et Fils*, Tourgueniev le situe parmi les Russes en séjour à l'étranger et publie dans le *Courrier* de Katkov son nouveau roman *Fumée* ; il en envoie un exemplaire à Herzen en mai 1867, un prétexte pour rétablir des relations interrompues depuis trois ans. Il est persuadé que Herzen le désapprouvera, depuis qu'il est devenu « slavophile et patriote », comme l'ont désapprouvé les étudiants de Heidelberg et la majorité des lecteurs en Russie. Ce qui le console, c'est que ces jeunes « émigrés » traitent Herzen, lui aussi, d'attardé et de réactionnaire ; du coup la distance entre eux a diminué. Herzen réagit sèchement : le bavardage des « pères » distingués et oisifs, en séjour à Baden-Baden, l'ennuie, il ne dit mot des nihilistes de Heidelberg, de la caricature d'Ogarev, dépeint en ardent propagandiste du socialisme (Gercen, t. XXIX, p. 102), et titre dans *Kolokol* en mai 1867 est *Les pères sont devenus des grands-pères*. Tourgueniev réplique que c'est parce que son nouveau héros Potouguine n'en dit pas assez, qu'il suscite l'animosité (Turgenev, t. VI, p. 252).

Le 10 mai 1867, sans doute un peu inquiet, Tourgueniev s'adresse au critique nihiliste Pissarev qui vient d'être libéré après quatre années d'emprisonnement, et lui demande son opinion sur *Fumée* et en particulier sur la scène « arabesques de Heidelberg » où il se moque des nihilistes révolutionnaires. Ne gâche-t-il pas l'effet d'ensemble en chargeant trop ces derniers ? (ibid., p. 255) Pissarev le rassure, il ne respecte pas les imbéciles et comprend que cette scène soit nécessaire pour rétablir l'équilibre avec les attaques contre l'aristocratie. Pissarev reste néanmoins insatisfait, *Fumée* lui apparaît comme un étrange et lugubre commentaire de *Pères et Fils* : « Une question me préoccupe, du genre de la célèbre question : “Caïn, où donc est ton frère Abel ?”, j'ai envie de vous demander : Ivan Sergueïevitch, qu'avez-vous fait de Bazarov ? » Quant au nouveau personnage central, Potouguine, il constate que c'est ce même Arkadi que Bazarov incitait en vain à ne pas faire de belles phrases ! (ibid., p. 550-555)

« Vous me rappelez Bazarov, répond Tourgueniev, et vous m'interpellez : Caïn, où est ton frère Abel ? Mais vous n'avez pas réalisé que si Bazarov est vivant, ce dont je ne doute pas, on ne peut le mentionner dans une œuvre littéraire : il ne convient pas de le considérer d'un point de vue critique ni d'un point de vue contraire ; en fin de compte, il ne lui reste plus qu'à se manifester lui-même, il est Bazarov pour cela ; et tant qu'il ne s'est pas manifesté, vouloir parler de lui ou le faire parler relèverait du caprice ou même du fallacieux ». (ibid., p. 261)

Bazarov est vivant. Il vit, mais non plus dans le cadre d'une œuvre littéraire, là où l'auteur peut disposer de son sort. Il a quitté la fiction pour entrer dans la réalité. Tourgueniev dégage toute sa responsabilité quant à son avenir, il ne reste plus qu'à attendre, qu'à attendre qu'il se manifeste. L'essentiel pour Tourgueniev c'est que dans l'arène littéraire, il s'est débarrassé de cet insupportable interlocuteur qui ne lui laissait pas le temps d'intervenir ! Fumée n'est pas seulement un « commentaire lugubre » de l'œuvre précédente, c'est l'occasion pour l'auteur de donner la parole à un nouveau personnage, Potouguine, pendant que se discréditent à Baden, les aristocrates, et à Heidelberg les révolutionnaires nihilistes. Le lecteur russe est blessé dans son patriotisme par le vide du vaste espace que Tourgueniev a dévolu à son personnage. Ce vide, c'est la Russie, Potouguine n'en a profité que pour répéter les propres idées de son auteur. Est-il capable, comme Bazarov, de quitter la fiction et d'entrer de façon indépendante dans la réalité ? Dans sa préface, Tourgueniev se contente d'affirmer qu'il lui revient de s'imposer lui-même, quitte à choquer son lecteur (Turgenev, t. IX, p. 329).

Coïncidence troublante, en janvier 1868, Herzen écrit de Nice à Ogarev qu'il est en train d'éprouver une « délectation poivrée » à la lecture des œuvres de Dmitri Pissarev, ce macchabée du nihilisme pétersbourgeois. « Il m'a forcé de voir autrement le roman de Tourgueniev et Bazarov. Peut-être, écrirais-je quelque chose là-dessus » (Gercen, t. XXIX, p. 256). Les œuvres de Pissarev sont éditées depuis 1866 en 4 volumes. Parmi elles, une étude sur Bazarov publiée dans *Rousskoe Slovo* aussitôt

après la parution du roman de Tourgueniev. Le paradoxe veut que Pissarev se soit reconnu en Bazarov et que Maxime Antonovitch, critique patenté du *Sovremennik* ait jugé qu'il avait commis une grossière erreur, car Tourgueniev défendait les pères et calomniait les fils. Herzen raille les hommes nouveaux, ces séminaristes, pour ne pas s'être pas reconnus dans leur double, le Bazarov de Pissarev.

Ogarev a été d'abord très réticent à l'idée d'une « révision » du cas de Bazarov. Pour gagner son assentiment, Herzen a modifié son article et l'a fait paraître sous forme de lettres à Ogarev dans *Poliarnaïa Zvezda*, en novembre 1868. C'est le dernier numéro du célèbre almanach, édité à Londres depuis 1855 et à Genève, depuis que Herzen s'y est installé en 1865. Dans *Encore une fois Bazarov*, Herzen précise aussitôt sa position : est-ce que Pissarev a bien compris le Bazarov de Tourgueniev, peu lui importe. L'important, c'est qu'en Bazarov il s'est reconnu, a reconnu les siens et a rajouté ce qui manquait au roman. « Ce que Pissarev raconte, je l'ai entendu et vu des dizaines de fois ; il a, en toute simplicité, remué la pensée intime de tout un milieu, focalisé des rayons dispersés et a éclairé un Bazarov normal » (Gercen, t. XX, l. 1, p. 335).

Citant abondamment Pissarev, Herzen le reconstitue :

« Pétri d'amour-propre, il ne veut obéir qu'à ses caprices, à son intérêt personnel. Il n'aime personne et contemple les autres avec condescendance, autant ceux qui le haïssent que ceux qui l'admirent. Envers tout sentiment il manifeste une ironie cynique avec un comportement fruste, voire grossier, tel un séminariste malappris. Il ne supporte pas les phraseurs et les belles manières, tel un travailleur manuel dont les sentiments sont devenus aussi calleux que les mains. Dans un raisonnement lourd de menaces à peine voilées, il reconnaît qu'il ne peut agir actuellement, mais qu'il méprise tout ce qui l'entoure et ne s'en cache pas. Il entrera en lutte contre ce qu'il rejette, lorsqu'il se sentira assez fort ».

Herzen est désolé : « Tourgueniev n'a pas fabriqué Bazarov pour le dorloter, c'est clair ; il voulait faire quelque chose en faveur des pères, c'est clair également. Mais en le mettant au contact de pères aussi pitoyables et insignifiants que les Kirsanov, Tourgueniev a été séduit par le rude Bazarov. Et au lieu de fesser le fils, il a corrigé les pères ». Que faire ? Si une partie de la jeunesse s'est reconnue en Bazarov, celle de Herzen ne veut pas se reconnaître dans les Kirsanov, pas davantage qu'en Manilov ou Sobakevitch, les tristes héros des *Âmes mortes* de Gogol. Alors Herzen imagine une suite au roman de Tourgueniev. Bazarov part pour l'étranger, gagne Londres et fait la connaissance de ses vrais pères, ceux qui mènent une fructueuse activité de propagande révolutionnaire, c'est-à-dire Ogarev et lui-même !

Ainsi aurait été assurée la continuité historique entre pères et fils, entre deux générations d'ardents révolutionnaires. C'est irréalisable, hélas, avec le Bazarov de Pissarev. Herzen s'exclame : « On voudrait sauver la jeune génération d'une ingratitude historique et même d'une erreur historique. Il est temps pour les pères Saturne de cesser de manger leurs enfants, mais il est temps aussi pour les enfants de ne plus prendre exemple sur les anciens habitants du Kamtchatka qui tuaient leurs pères » (ibid., p. 339-340).

Dans sa célèbre autobiographie, *Byloïe i Doumy*, Herzen exige de la jeune génération qu'elle reconnaisse les mérites de ses aînés : « Contre cette simple exigence, j'ai entendu plus d'une fois un étrange argument : Vous, les décembristes davantage encore, étiez des dilettantes en révolution ; pour vous participer à la cause était un luxe, une poésie ; vous dites vous-mêmes que vous sacrifiez votre situation sociale, vos biens (...) Cela vous plaisait d'être des révolutionnaires ; naturellement, ce choix est préférable, à celui d'être sénateur ou gouverneur ; pour ce qui nous concerne, la lutte contre l'ordre existant n'est pas l'objet d'un choix, c'est notre situation sociale » (Gercen, t. X, p. 319-320).

Voilà l'explication de l'hostilité que Herzen ressent contre lui au sein de l'émigration : « En fait nos jeunes sont furieux parce que notre génération éprouvait son besoin d'agir, son opposition à la réalité autrement qu'eux et qu'elle n'était pas nécessairement motivée par la faim et le froid. N'y a-t-il pas chez nous dans ce préjugé envers l'uniformité, le même esprit vétilleux qui a tout bureaucratisé et militarisé ? À partir de ce trait de caractère russe s'était développée une *araktcheïevchtchina* civile et militaire. Toute manifestation individuelle, tout écart personnel était traité d'insoumission et entraînait des poursuites et des persécutions constantes ». Herzen fait allusion au despotisme policier, à la discipline militaire grossière, attribués à Araktcheïev, le favori auquel Alexandre Ier avait confié les rênes du pouvoir au crépuscule de son règne, Herzen applique cette mentalité despotique au comportement de Bazarov. « Bazarov ne laisse personne tranquille, ne cesse de traiter tout le monde de haut. Chacune de ses paroles est une réprimande qu'adresse un supérieur à son inférieur ». Et Herzen ajoute : « Si, dit Pissarev, la *bazarovchtchina* est la maladie de notre siècle, il faudra la supporter » (Gercen, t. XX, l. 1, p. 344).

Araktcheïevchtchina et *bazarovchtchina* s'associent et s'identifient dans cette démonstration de Herzen. Elle présage une continuité historique redoutable pour l'avenir de la Russie si le Bazarov de Pissarev triomphe à l'issue d'une révolution par le bas. En revanche, Herzen ne reconnaît plus de continuité entre sa génération, celle des pères révolutionnaires élevés dans l'amour de la liberté et ceux qui ne sont plus leurs fils, mais les enfants des hommes nouveaux. Leur révolution est dirigée autant contre l'autocratie que contre la liberté de chacun.

C'est dans l'entente et la bonne humeur que Tourgueniev et Herzen se retrouvent à Paris en janvier 1870, ils ne s'étaient pas revus depuis mai 1862, à Londres. Malheureusement, Herzen a pris froid pour avoir voulu assister à une grande manifestation à l'occasion des funérailles du journaliste Victor Noir assassiné par le prince Bonaparte. Il va mourir le 21 janvier. Une boucle se referme avec la conquête

d'une vérité à laquelle les deux amis ont été étroitement associés. Dans un élan prophétique, Tourgueniev a entrevu l'effondrement d'une culture qui lui était chère et il est resté inébranlable dans la perception de son négateur, un loup. De cette vision tragique de l'avenir, Herzen n'a retenu d'abord qu'une préoccupation, humaniser le loup pour qu'il cesse de fasciner la jeunesse. Mission impossible, mais le nihilisme de Pissarev lui aura permis d'identifier Bazarov, le monstrueux despote du futur, appelé à asservir l'humanité. La réconciliation et l'entente entre Tourgueniev et Herzen sont inévitables.

Mais Herzen n'en est pas resté là. Inutile d'attendre Bazarov, il est déjà là. Bakounine installé lui aussi à Genève a pris sous sa protection le jeune Sergueï Netchaïev, son *boy*, son fils spirituel, arrivé récemment de Russie auréolé d'une légende fabriquée par lui-même : il se serait échappé de la forteresse Pierre-et-Paul ! Bakounine croit reconnaître en lui le représentant authentique de la nouvelle génération de révolutionnaires en Russie, et adhère pleinement au programme d'actions révolutionnaires, qu'il a rédigé en Russie avec Tkatchev et diffuse lui-même une brochure, *Le problème de la révolution* où il dénonce toute tentative de « républicanisme libéral ».

Trop, c'est trop, Herzen entreprend la rédaction de son ultime écrit A un vieux camarade, un recueil inachevé de quatre lettres. Il rappelle à Bakounine la célèbre formule avec laquelle il avait cru tétaniser le vieux monde. *Die zerstörende Lust ist eine schaffende Lust* (« La joie de détruire est une joie créatrice »), mais le vieux monde est toujours debout, les discours ne l'ont pas ébranlé. Il convient donc de passer de la parole aux actes, sans recourir nécessairement à une violence qui n'aboutit qu'à la destruction. Herzen se souvient du sentiment de vengeance qu'il éprouva au spectacle de Paris noyé dans le sang, lors de l'impitoyable répression des journées de juin 1848, mais il s'interroge : que ce serait-il passé en cas de victoire des barricades ? L'application forcée d'un programme socialiste utopique ? La destruction de l'État, la *tabula rasa*, n'écarte pas la nécessité de s'appuyer sur une

armée répressive, de trouver des « exécutants », des bourreaux, des indicateurs, de conserver le corps des gendarmes du régime aboli. « Est-ce que vraiment tout pas en avant nécessitera éternellement le recours au knout pour civiliser, à la guillotine pour libérer ? (Gercen, t. XX, l. 2, p. 576, 585) Une ouverture politique se dessine dans la troisième lettre, lorsque Herzen évoque la question de l'État : un outil neutre qui peut être utilisé aussi bien par la réaction que par la révolution. La place et le temps manquent ici pour évoquer le destin de cet écrit jugé subversif par la jeune génération et les manœuvres de Netchaïev pour en empêcher la publication. Seule la résolution du fils de Herzen permet de rendre public cet avertissement dont l'humanité mesurera les effets dans un proche avenir.

Bibliographie (Tourgueniev, Herzen et Bazarov : la paix ou la guerre ?)

1. GERCEN Aleksandr, *Sobranie sočinenij: V 30 t. [gl. red. V. P. Volgin]*, Moskva, Akademiâ nauk SSSR, Institut mirovoj literatury im. A. M. Gor'kogo, 1954.
2. TURGENEV Ivan, *Polnoe sobranie sočinenij i pisem v 28 tomah*, Moskva, Akademiâ nauk SSSR, 1961.

Index

A

ADRIEN, patriarche, 8
AKSAKOV Constantin, 38, 42, 51, 55, 84
AKSAKOV Sergueï, 42
ALEKSEÏEV Mikhaïl, 121
ALEMBERT Jean Le Rond de, 10
ANNENSKI Innokenti, 112
ANTONOVITCH Maxime, 141
ARAKTCHÉÏEV Alexis, 16, 25, 26, 28, 143
AZEF Evno, 105, 106, 107, 108

B

BAKOUNINE Michel, 45, 46, 47, 49, 87, 88, 89, 103, 138, 144
BALMONT Constantin, 112
BAYLE Pierre, 40
BECCARIA Cesare, 10
BELINSKI Vissarion, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 54
BENCKENDORFF Alexandre von, 25, 41
BERDIAEV Nicolas, 123
BESTOUJEV Alexandre, 20
BESTOUJEV-RIOMUMINE, Alexis, 23
BLODOV Dmitri, 28
BOBRIKOV Nikolai, 109
BOGOLEPOV Nikolai, 109
BOGROV Dmitri, 125
BOLTINE Ivan, 40
BONAPARTE Pierre, 143
BRIOUSOV Valeri, 112
BÜCHNER Ludwig, 67
BUNGE Nicolas von, 79, 97, 98

C

CHAMIL (Imam), 80
CHATEAUBRIAND François-René de, 29
CHELGOUNOV Nikolai, 67
CHICHKOV Alexandre, 28
CHIPOV Dmitri, 115
CHURCHILL Winston, 121
COLOMB Christophe, 33
COMTE Karl, 89
CONSTANT Benjamin, 3, 19
CUSTINE Adam de, 29
CUSTINE Astolphe de, 29, 30, 31, 37
CZARTORYSKI Adam, 13

D

DACHKOV Dmitri, 28
DANIELSON Nikolai, 103
DANTON Georges Jaques, 11
DENIKINE Anton, 114, 121
DIDEROT Denis, 10
DOBROLIOBOV Nikolai, 66, 137
DOLGOROUKOV Vassili, 77
DOLGOROUKOVA Hélène, 98
DOSTOÏEVSKI Fiodor, 48, 88
DOURNOVO Piotr, 107

DZERJINSKI Félix, 128

F

FERDINAND IER des Deux-Sicules, 4
FICHTE Johann Gottlieb, 46
FRANK Siméon, 123
FREDERIC II de Prusse, 4

G

GANS Eduard, 34
GAPONE Gueorgui, 106, 109, 110, 111
GIERS Nicolas de, 97
GODOUNOV Boris, 83
GOETHE Johann Wolfgang von, 28, 45
GOGOL Nicolas, 31, 43, 47, 48, 49, 142
GOLOVINE Fiodor, 119
GOLOVNINE Alexandre, 7, 63, 75, 78, 79, 80, 96
GONTCHAROV Ivan, 41
GORDON Patrick, 7
GOREMYKINE Ivan, 118
GOUTCHKOV Alexandre, 115, 120, 121, 126
GRANOVSKI Timofeï, 46, 50, 52
GRÉGOIRE (abbé), 19
GUERCHOUNI Grigori, 107
GUIZOT François, 34

H

HAAG Louise, 49
HACHTHAUSEN August von, 37, 68
HEGEL Friedrich, 34, 42, 44, 45, 46, 55, 84
HERDER Johann Gottfried, 38
HERZEN Alexandre, 38, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 85, 135, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145
HIPPIUS Zinaïda, 108
HUMBOLDT Alexandr von, 28

I

IAKOVLEV Ivan, 49
ICHOUTINE Nikolaï, 75
IVAN III, 83
IVAN IV (le Terrible), 83

J

JELIABOV Andreï, 93, 94
JOSEPH II d'Autriche, 4
JOUKOVSKI Vassili, 28, 57

K

KAKHOVSKI Piotr, 20, 23
KANT Emmanuel, 46
KARAKAZOV Dmitri, 75, 80, 86, 126
KARAMZINE Nikolaï, 15, 28, 40, 41, 43
KATCHENOVSKI Mikhaïl, 40, 41, 42
KATKOV Mikhaïl, 52, 54, 55, 97, 122, 137, 138, 139
KAVELINE Konstantine, 52, 54, 55, 79, 81, 85
KHOMIAKOV Alexeï, 35, 36, 38, 42, 47, 55, 84
KIREÏEVSKI Ivan, 34, 35, 36, 37, 55
KISSELEV Pavel, 18, 26, 27, 51, 57, 58, 132
KISSELEVA Elizaveta, 80
KOCHELEV Alexandre, 52

KORCH Eugène, 52, 81
KORNILOV Lavr, 106, 114, 121
KOTCHOUBEÏ Viktor, 23
KOURAKINE Alexandre, 14

L

LA HARPE Jean-François de, 10
LANSKOÏ Sergueï, 61, 82
LAVROV Piotr, 87, 89, 107
LEFORT François, 7
LEMERCIER de la Rivière, 10
LENINE (OULIANOV) Vladimir, 95, 103, 104, 105, 132
LERMONTOV Mikhaïl, 31, 118
LIEBKNECHT Karl, 128
LOCKE John, 3
LOPATINE Herman, 103
LORIS-MELIKOV Mikhaïl, 92, 95
LOUIS XVIII, 16

M

MAKLAKOV Vassili, 103
MARIE-THERESE d'Autriche, 4
MELGOUNOV Sergueï, 116
MENCHIKOV Alexandre, 7
MENDELEÏEV Dmitri, 118
MEREJKOVSKI Dmitri, 108
MIGNET François-Auguste, 34
MIKHAÏLOV Alexandre, 92
MIKHAÏLOV Mikhaïl, 67
MILIOUKOV Pavel, 103, 114, 116, 120
MILIOUTINE Dmitri, 57, 76, 78, 79, 80, 81, 82, 86, 95
MILIOUTINE Nikolaï, 57, 60, 78, 79, 82, 83, 85
MILORADOVITCH Mikhaïl, 20
MOLESCHOTT Jacob, 67
MONTESQUIEU Charles, 10
MONTESQUIEU Charles, 3, 9
MOURAVIEV Mikhaïl, 76
MOURAVIEV Nikita, 17, 18, 19, 20, 23
MOURAVIEV-APOSTOL Sergueï, 23

N

NAPOLEON Ier, 15, 17, 18
NATANSON Mark, 93
NEIHARDT Olga, 118
NETCHAÏEV Sergueï, 87, 88, 89, 111, 144, 145
NIKITENKO Alexandre, 78
NOIR Victor, 143

O

OBOLENSKI Evgueni, 20
OGAREV Nikolaï, 49, 50, 70, 138, 139, 140, 141, 142
ORLOV Alexeï, 58
ORLOV Constantin, 58
ORLOV Grigori, 10
ORLOV-DAVYDOV Vladimir, 51
OULIANOV Alexandre, 95
OUSPENSKI Gleb, 108
OUVAROV Sergueï, 28, 29, 31, 41, 96

P

PANINE Victor, 60
PAVLOV Vladimir, 117
PEROVSKAÏA Sofia, 93
PESTEL Pavel, 17, 18, 19, 23
PHILIPPE IER de Parme, 4
PISSAREV Dmitri, 139, 140, 141, 142, 143, 144
PLEHVE Viatcheslav, 107, 108, 109, 114
PLEKHANOV Gueorgui, 91, 92
POBIEDONOSTSEV Constantin, 81, 96
POINCARÉ Raymond, 121
POUCHKINE Alexandre, 16, 28, 31, 35, 40, 41, 43, 65, 76
POUCHKINE Alexandre, 33
POUGATCHEV Emelien, 11, 28, 31, 89, 136
POUTIATINE Ievfimy, 79
PROUDHON Pierre-Joseph, 49, 70

R

RADICHTCHEV Alexandre, 11
RAZINE Stenka, 89
REUTERN Mikhaïl, 75, 97
ROBESPIERRE Maximilien, 11, 29
ROMANOV Alekseï, 121
ROMANOV Alexandre Ier, 10, 13, 14, 16, 17, 19, 26, 143
ROMANOV Alexandre II, 28, 57, 58, 59, 60, 62, 76, 80, 81, 83, 85, 86, 90, 92, 93, 97
ROMANOV Alexandre III, 81, 86, 95, 96, 97, 98
ROMANOV Alexis, 83
ROMANOV Constantin (Nikolaïevitch), 57, 60, 63, 75, 78, 79, 80, 82, 85, 86
ROMANOV Constantin (Pavlovitch), 10, 19
ROMANOV Michel, 57, 59, 121
ROMANOV Nicolas Ier, 19, 20, 23, 25, 26, 28, 29, 30, 37, 40, 57, 66, 84, 85
ROMANOV Nicolas II, 103, 109, 122, 126
ROMANOV Paul Ier, 9, 12, 16
ROMANOV Pierre (le Grand), 4, 7, 8, 10, 14, 20, 23, 34, 35, 36, 40, 42, 80, 98, 114, 131
ROMANOV Pierre III, 9, 12
ROMANOV Serge, 108, 109
ROMANOVA Catherine II, 9, 10, 11, 13, 14, 40, 44
ROMANOVA Elena (Pavlovna), 57, 81, 82, 83, 84, 85
ROMANOVA Élisabeth (Petrovna), 9
ROOSEVELT Théodore, 113
ROSTOVTSEV Alexandre, 59
ROSTOVTSEV Iakov, 59, 60
RYLEÏEV Kondrati, 19, 23

S

SABRAN Delphine de, 29
SAMARINE Iouri, 51, 55, 62, 79, 82, 83, 84
SAVIGNY Friedrich Carl von, 34
SAVINKOV Boris, 108
SCHARNHORST von (général), 17
SCHELLING Friedrich, 33, 34, 43, 67
SCHLEIERMACHER Friedrich, 34
SCHOPENHAUER Arthur, 138
SERNO-SOLOVIEVITCH Nikolaï, 70, 71
SIEYÈS (abbé), 19
SIPIAGUINE Dmitri, 106, 109
SLOUTCHEVSKI Constantin, 136
SOUVOROV Alexandre, 118
SPERANSKI Mikhaïl, 14, 15, 16, 23, 25, 26, 28
STAËL Germaine de, 3, 29
STAËL Madame de, 12, 30
STAKHOVITCH Mikhaïl, 117
STANKEVITCH Nikolaï, 42, 43, 44, 45, 46, 50, 52, 97

STOLYPINE Piotr, 98, 101, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 132
STROGANOV Pavel, 13
STRUVE Pierre, 103, 114, 123
STÜRMER Boris, 114

T

TCHAADAÏEV Piotr, 38, 39, 40
TCHAÏKOVSKI Nikolai, 93
TCHERKASSKI Vladimir, 82, 83
TCHERNOV Victor, 105, 106, 107
TCHERNYCHEVSKI Nikolai, 65, 66, 70, 71, 72, 89, 93, 137
TCHITCHERINE Boris, 52, 53, 54, 67
THIERRY Augustin, 34
TKATCHEV Piotr, 87, 88, 90, 144
TOCQUEVILLE Alexis de, 30, 52
TOLSTOÏ Dmitri, 81, 96, 97
TOLSTOÏ Léon, 122, 123
TOURGUENIEV Ivan, 46, 71, 82, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144
TREPOV Fiodor, 91
TROUBETSKOÏ Sergueï, 20, 23

V

VALOÛÏEV Piotr, 63, 75, 76, 77, 78, 79, 86, 92, 97
VENEVITINOV Dmitri, 33, 34, 35, 46
VIAZEMSKI Piotr, 76
VOLTAIRE François-Marie, 9, 10

W

WITTE Sergueï, 97, 98, 99, 100, 101, 111, 112, 114, 115, 120, 132
WRANGEL Piotr, 121

Z

ZAÏTCHNEVSKI Piotr, 69
ZAROUDNY Sergueï, 63
ZASSOULITCH Vera, 91
ZOUBATOV Sergueï, 109

Bibliographie

Sources primaires :

Œuvres complètes

- БЕЛИНСКИЙ Виссарион, *Полное собрание сочинений: В 13 т.*, Москва, Издательство Академии наук СССР, 1953.
- ГЕРЦЕН Александр, *Собрание сочинений: В 30 т. [гл. ред. В. П. Волгин]*, Москва, Академия наук СССР, Институт мировой литературы им. А. М. Горького, 1954.
- ГОГОЛЬ Николай, *Полное собрание сочинений: В 14 т. [гл. ред. Н.Л. Мецераков]*, Москва, Академия наук СССР, Институт литературы (Пушкинский дом), 1937.
- КИРЕЕВСКИЙ Иван, *Полное собрание сочинений и писем И. В. Киреевского : В 2 т. [ред. и предисловие М. Гершензона]*, Москва, Путь, 1911.
- ПУШКИН Александр, *Полное собрание сочинений: в 10 т.*, 4^e édition, Ленинград, Наука, Ленинградское отделение, 1977.
- ТКАЧЕВ Петр, *Сочинения: В 2 т.*, Москва, Мысль, 1975.
- ТУРГЕНЕВ Иван, *Полное собрание сочинений и писем в 28 томах*, Москва, Академия наук СССР, 1961.
- ХОМЯКОВ Алексей, *Полное собрание сочинений и писем: В 12 т. [А. П. Дмитриев ; Б. Ф. Егоров]*, Санкт-Петербург, ООО Издательство «Росток», 2021.
- ЧААДАЕВ Петр, *Полное собрание сочинений и избранные письма: В 2 т.*, Москва, Наука, 1991.

Documents, articles, revues en russe

- ВИТТЕ Сергей, « Докладная записка (всеподданнейший доклад) министра финансов С.Ю. Витте Николаю II », *Историк-марксист* 3 (2), 1935, pp. 131-139.
- ВИТТЕ Сергей, *Записка по крестьянскому дѣлу*, 1904.
- ДУРНОВО Петр, « Записка П.Н. Дурново [публикация и комментарии Б.С. Котова и А.А. Иванова] », in: *Свет и тени Великой войны. Первая мировая в документах эпохи*, РОССПЭН, 2014.
- ЗАБЛОЦКИЙ-ДЕСЯТОВСКИЙ Андрей, *Граф П. Д. Киселев и его время*, Москва, Книга по Требованию, 2016.
- НЕЧАЕВ Сергей, « Катехизис революционера », in: *Революционный радикализм в России: век девятнадцатый. Документальная публикация*, Москва, Археографический центр, 1997, pp. 244-248.
- ХОМЯКОВ Алексей, « О старом и новом », *Современник*, 1988, pp. 52-56.
- Вехи. Сборник статей о русской интеллигенции*, РИПОЛ классик, 2017.
- Анархисты. Документы и материалы. 1883 - 1935 гг. В 2 тт.*, Москва, РОССПЭН, 1998.

Архив «Земли и воли» и «Народной воли»: Сб. материалов, Москва, 1995.

Литературное наследство. Том 55: В.Г. Белинский. I, Москва, Издательство Академии наук СССР, 1948.

Литературное наследство. Том 56: В.Г. Белинский. II, Москва, Издательство Академии наук СССР, 1950.

Литературное наследство. Том 57: В. Г. Белинский. III, Москва, Издательство Академии наук СССР, 1951.

Textes, essais en français

CUSTINE Astolphe DE, *Œuvres : La Russie en 1839*, Paris, Classiques Garnier, 2015.

Sources secondaires :

Articles, ouvrages

- BERKMAN Alexandre, *Le mythe bolchevik - Journal 1920-1922*, Klincksieck, 2017.
- BERTHIER René, Pouvoir, classe ouvrière et « dictature du prolétariat », 10.09.2009. En ligne : <<http://www.monde-nouveau.net/spip.php?article166>>, consulté le 03.03.2023.
- GEIFMAN Anna, *La mort sera votre Dieu: du nihilisme russe au terrorisme islamiste*, La table ronde, 2005.
- GEIFMAN Anna, *Stalin's Genocides*, Princeton University Press, 2010.
- GEIFMAN Anna, *Thou Shalt Kill: Revolutionary Terrorism in Russia, 1894-1917*, Princeton University Press, 1993.
- HAUPT Georges, *Le congrès manqué : L'internationale à la veille de la première guerre mondiale*, La Découverte, 1965 (Bibliothèque socialiste).
- SPIRIDOVIC Aleksandr Ivanovič, *Histoire du terrorisme russe : 1886-1917 / Général Alexandre Spiridovitch ; traduit du russe par Vladimir Lazarevski*, Paris, Payot, 1930 (Bibliothèque historique).
- WERTH Nicolas, *Les révolutions russes*, Presses Universitaires de France, 2017 (Que sais-je ?).
- АЙЛАРОВА Светлана et КАДИЕВА Зарина, « А. Г. Ардасенов – видный представитель кавказского просветительства конца XIX – начала XX века », *Вестник Северо-Осетинского государственного университета им. К. Л. Хетагурова* (4), 2014, pp. 23-27.
- АЛИЕВ Э. Р., « Исторический экскурс терроризма в царской России », *ЮП* (1), 2010.
- АНИЩЕНКО Кирилл, « Терроризм в России XIX начала XX в. », *Теория и практика общественного развития* (1), 2009, pp. 121-127.
- БАЙРАМОВ Шакир et ПИДЖАКОВ Александр, « Терроризм эсеров в России в начале XX века », *Ученые записки Санкт-Петербургского имени В. Б. Бобкова филиала Российской таможенной академии* 37 (3), 2010, pp. 293-298.
- БАСКАКОВА Наталья, « Доминантные паремии в художественной прозе русских писателей-народников », *Вестник Новгородского государственного университета* (77), 2014, pp. 157-159.
- БАСКАКОВА Наталья, « Функционирование пословиц и поговорок в произведениях русских писателей-народников (на материале художественной прозы Н. Н. Златовратского и А. И. Левитова) », *Вестник КГУ* (3), 2008, pp. 113-117.
- БАСЮК Иван, « Азеф Еўна Фішалевіч (з гісторыі барацьбы з тэрарызмам) », *Вестник Полоцкого государственного университета* (1), 2015, pp. 82-90.
- БЕЛКИНА Тамара et ЯНЦЕВИЧ Инна, « Интеллигенция Костромской губернии в контексте трансформаций русского общества второй половины XIX начала XX веков », *Вестник КГУ* (4), 2012, pp. 160-165.
- БЕЛЬСКАЯ А. А., « Христианские ассоциации в романе И. С. Тургенева “Новь” », *Ученые записки ОГУ* (5), 2014, pp. 169-178.
- БИК-БУЛАТОВ Айрат, « Проблематика терроризма в Российской публицистике второй половины XIX начала XX века », *Ученые записки КФУ. Гуманитарные науки* 155 (6), 2013, pp. 117-124.
- БИЮШКИНА Н. И., « Изменения в российском уголовном законодательстве в 1880-х - середине 1890-х гг. », *Актуальные проблемы российского права* (2), 2011, pp. 29-37.
- БОРИСОВ Николай, « Отечественная традиция исторической биографии », in: *Русь, Россия: Средневековье и Новое время. Вып. 4: Четвертые чтения памяти академика РАН Л.В.Милова. Материалы к международной научной конференции. Москва, 26 октября - 1 ноября 2015 г.*, vol. 4, Москва, 2015, pp. 156-162.

- Будницкий Олег, *История терроризма в России в документах, биографиях, исследованиях: дополнительное учебное пособие для студентов вузов*, Ростов-на-Дону, Феникс, 1996.
- Бурчин М. А., « Причины вырождения терроризма как тактики борьбы в период первой русской революции 1905 – 1907 гг », *Вестник Самарского юридического института* (1), 2010, pp. 25-28.
- ВАРФОЛОМЕЕВ Юрий, « Евно Азеф: провокация и террор (по материалам чрезвычайной следственной комиссии временного правительства) », *Известия Саратовского университета. Новая серия* 13 (4), 2013, pp. 22-28.
- ВИНОГОРОВ Дмитрий, « Истоки российского терроризма (XIX начало XX века). Первые методы противодействия », *Пробелы в российском законодательстве* (4), 2010, pp. 291-293.
- ВЫДРИН Олег, « “Терроризм” в русском политическом языке (конец XIX-XX века) », *Magistra Vitae: электронный журнал по историческим наукам и археологии* 176 (38), 2009, pp. 138-143.
- ГАВРИЛОВ С. В., « Научное наследие В. И. Семеновского в советской историографии », s. d., pp. 107-119.
- ГАЛЬПЕРИН Роман, « “Саратовские робин гуды”: политические судебные процессы по делам об экспроприациях в начале XX века », *Известия Саратовского университета. Новая серия* (2), 2015, pp. 107-110.
- ГОЛОВИН Ярослав, « “Народники” и “легальные марксисты” об особом пути России: истоки полемики », *Известия МГТУ “МАМИ”* 8 (4-5), 2014, pp. 84-89.
- ГОЛОВКОВ Геннадий, *Женское лицо русской революции, 1861-1917*, Москва, Флинта, 2010.
- ГОРБАЧЕВА Ирина, « Политический терроризм социал-демократов в России в конце XIX начале XX вв », *Власть* (10), 2014, pp. 185-189.
- ГОСТЮШЕВА Евгения, « Вклад исследователей-народников в регионоведение Алтая », in: *Евразийство: теоретический потенциал и практические приложения: материалы Седьмой Всероссийской (с международным участием) научно-практической конференции*, Барнаул, Издательство Алтайского университета, 2014, pp. 362-368.
- ГОСТЮШЕВА Евгения, « Историографическая концепция народников (региональный аспект) », *Локус: люди, общество, культуры, смыслы* (3), 2012, pp. 23-33.
- ГУГАСАРИ Елена, « Ответственность за преступления террористического характера по уголовному законодательству Российской империи XIX в », *Вестник Томского государственного университета. Право* 9 (3), 2013, pp. 9-13.
- ГУГАСАРИ Елена, « Особенности квалификации преступлений террористического характера по уголовному Уложению 1903 года », *Человек: преступление и наказание* (2), 2013, pp. 97-100.
- ГУСЕВ Кирилл, *Партия эсеров: от мелкобуржуазного революционизма к контрреволюции (Исторический очерк)*, Москва, Мысль, 1975.
- ДЖАФАРОВА С. В., « Галицкая интеллигенция в научном наследии Ивана Франко », *Наукові праці історичного факультету Запорізького національного університету* (35), 2013, pp. 302-307.
- ДУБОНОСОВ Е. С. et КОВАЛЕВ С. Н., « Дискуссия о земледельческой общине между народниками и евроцентристами в конце XIX века », *Известия Тульского государственного университета* (4), 2013, pp. 104-108.
- ЕГОРОВ Олег, « Поэтика жанра большой прозы в творчестве П. В. Засодимского », *Актуальные проблемы гуманитарных и естественных наук*. (4-1), 2015, pp. 358-365.
- ЗАБРОВСКИЙ А. В., « Публицистика П. Л. Лаврова о крестьянской общине и ее общественно-политической роли », *Вестник ВГУ* (1), 2013, pp. 97-101.
- ЗАКИРОВ Ринат, « Об одной провокации Департамента полиции (из материалов следствия над членом Боевой организации партии социалистов-революционеров И. П. Каляевым в 1905 г.) », *НИР* 7 (2), 2013, pp. 159-168.
- ЗАКИРОВ Ринат, « Общественное мнение об убийстве великого князя Сергея Александровича

- в 1905 г. », *Знание. Понимание. Умение* (3), 2013, pp. 309-314.
- ЗАКИРОВ Ринат, « Реакция российского общества на убийство великого князя Сергея Александровича (1905 год) », *Локус: люди, общество, культуры, смыслы* (1), 2012, pp. 19-25.
- ЗАКИРОВ Ринат, « Суд над эсером-террористом И. П. Каляевым », *Тамбов: Грамота* 22 (8), 2012, pp. 75-79.
- ЗАТЕЕВА Татьяна, « Автобиографизм народнического романа », *Учёные записки ЗабГУ* (3), 2010, pp. 65-70.
- ЗВЕРЕВ Василий, « Драматическая история историографического феномена: как «Мирные народники» превратились в «Мелкобуржуазных реакционеров» », *Вестник РУДН. История России*. (3), 2009, pp. 5-22.
- ЗЕРНОВ Илья et КАРНИШИН Валерий, « Борьба с терроризмом в Российской империи в конце XIX начале XX В. : историко-правовые аспекты внутренней политики », *Вестник ПензГУ* 8 (4), 2014, pp. 2-6.
- ИБАТУЛИН Р. У., « Интеллигенция и терроризм в России в начале XX века », *Исторический вестник* 149 (2), 2012, pp. 48-65.
- ИЛЬИНА-СОЛОВЬЕВА Н. А., « Террористический дискурс в русской литературе начала XX века », *Вестник Финансового университета* 12 (4), 2013, pp. 88-100.
- КАРАМОВА О. В. et СЕМЕНКОВА Т. Г., « Революционные народники о крестьянском вопросе к 180-летию со дня рождения Петра Лавровича Лаврова », *Финансы: теория и практика* (1), 2003, pp. 84-95.
- КВАСОВ Олег, « Московская охранка: к истории изучения. (Рец. На кн. : Овченко Ю. Ф. Московская охранка на рубеже веков, 1880-1904 гг. М. : Инсофт, 2010. 232 с.) », *Новый исторический вестник* (32), 2012, pp. 113-121.
- КВАСОВ Олег, « Количественные параметры жертв революционного терроризма начала XX века », *История. Политология. Социология* (2), 2010, pp. 24-32.
- КВАСОВ Олег, « Структурные субъекты российского революционного терроризма начала XX века », *Вестник ВГУ* (2), 2009, pp. 214-218.
- КИСЕЛЕВ Александр, « “Революционная повседневность” членов партии социалистов-революционеров в начале XX века », *ОНВ* 129 (3), 2014, pp. 17-21.
- КИСТАНОВ Сергей, « Продолжатели революционных традиций Н. П. Огарева в Мордовском крае второй половины XIX - начала XX века », *Гуманитарий: актуальные проблемы гуманитарной науки и образования* 25 (1), 2014, pp. 23-30.
- КЛАДОВА Наталья, « Концепция долга интеллигенции перед народом в 70-е гг. XIX В. (Ф. М. Достоевский и народники-социалисты) », *Вестник КГУ* (4), 2008, pp. 161-165.
- КОКАРЕВА Юлия, « Идеалы и идолы в этических концепциях народников (Н. Г. Чернышевский, Н. К. Михайловский) », *Гуманитарный вектор* (2), 2009, pp. 29-33.
- КОКАРЕВА Юлия, « Естественные и социальные основания практической философии народников », *Проблема соотношения естественного и социального в обществе и человеке: сб. статей 4-ой международной науч. конф. (Чита, 27–28 мая 2013)*, 2013, pp. 278-285.
- КОЛОТКОВ Михаил, « Идеология терроризма в дореволюционной России: теоретико-правовой анализ », *Философия права* 72 (5), 2015, pp. 48-52.
- КОЛОТКОВ Михаил, « Концептуальные основы идеологии терроризма в России (вторая половина XIX начало XX В.) », *Вестник Томского государственного университета* (392), 2015, pp. 123-128.
- КОЛОТКОВ Михаил, « Предпосылки появления терроризма в России во второй половине XIX века как преступления против общественного порядка », *Известия Юго-Западного государственного университета* (2), 2014, pp. 52-57.
- КОТЕЛЬНИКОВ Михаил, « Ленинская полемика с народниками в социологическом анализе пореформенной России », *Личность. Культура. Общество* 40 (1), 2008, pp. 188-205.
- КРЮЧЕК Петр, « Мiнулае Беларусi ў працах беларускiх народнiкаў », *Труды БГТУ* (5), 2010,

- pp. 33-35.
- КУДРЯШЕВ Вячеслав, « Национальный вопрос в программных установках революционных народников (вторая половина 1880-х начало 1900-х гг.) », *Вестник Томского государственного университета* (392), 2015, pp. 115-119.
- КУДРЯШЕВ Вячеслав, « “Украинский вопрос” в русской общественной мысли второй половины XIX в. », *Вестник Томского государственного университета* (384), 2014, pp. 107-115.
- КУДРЯШЕВ Вячеслав, « Национальная составляющая проектов развития России в трудах либеральных народников (1870-1890-е гг.) », *Вестник Томского государственного университета* 19 (3), 2012, pp. 69-80.
- КУДРЯШЕВ Вячеслав, « Право наций на самоопределение в программах народнических организаций (70-е – 80-е гг. XIX века) », *Вестник ВЭГУ* 57 (1), 2012, pp. 118-123.
- КУДРЯШЕВ Вячеслав, « “Черный передел”, “Народная воля” и еврейский вопрос: реакция русского народничества на еврейские погромы 1881 г. », *Вестник Томского государственного университета* (349), 2011, pp. 92-96.
- КУДРЯШЕВ Вячеслав, « Народники и “Польский вопрос” (40-80-е гг. XIX В.) », *Вестник Томского государственного университета* 7 (3), 2009, pp. 127-142.
- КУЗНЕЦОВА Наталья, « Взгляд народника А. С. Пругавина на секты в Российской империи в конце XIX - начале XX в. », *Вестник ТГПУ* 162 (9), 2015, pp. 219-222.
- КУЗНЕЦОВА Наталья, « Исследователь старообрядчества А. С. Пругавин: формирование политических взглядов народника в 60—70-е годы XIX века », *Вестник Оренбургского государственного педагогического университета* 15 (3), 2015, pp. 71-76.
- КУЗНЕЦОВА Т. В., « Проблема народности в духовном наследии народников », *Философия и общество* (1), 2005, pp. 81-92.
- КУЗЬМИШИН Евгений, « Государственная политика Российской империи по отношению к староверческим общинам во второй половине XIX века », *Государственное управление. Электронный вестник*. (27), 2011, pp. 1-8.
- КУРАС Леонид, « Подъем национального движения бурят. Политические группировки и съезды бурят в 1905-1906 гг. », *Власть* (6), 2011, pp. 149-152.
- ЛЕТЯГИН Лев, « “Мартовские иды” в русской истории: исторический сценарий как поведенческая модель », *Известия РГПУ им. А. И. Герцена* (172), 2014, pp. 23-33.
- ЛИТВИНИНОВ Николай, *Роль идеи в развитии антигосударственного терроризма*, Воронеж, ВИ МВД России, 1999.
- ЛИТВИНОВ Николай, « Антигосударственный террор в Российской империи [Н. Литвинов, А. Литвинова] », *Новый мир* (11), 2003, pp. 124-151.
- МАЙОР Ростислав, « Народовський рух на Закарпатті в 1860-х-1918 рр. : генеза, розвиток та ідеологічні засади », *Русин* 39 (1), 2015, pp. 132-150.
- МАКЛАКОВ Василий, *Власть и общественность на закате старой России*, Иллюстрированная Россия, 1936.
- МАМОНТОВ Владимир, « Содержание экономического учения народников сквозь призму развития современного российского капитализма », *Вестник ТГУ* 96 (4), 2011, pp. 19-27.
- МАНЬКОВ Андрей, « О деятельности партии социалистов-революционеров в Симбирской губернии (1902–1903 гг.) », *Поволжский педагогический поиск (научный журнал)* 10 (4), 2014, pp. 24-26.
- МАСЮТИН А. С., « Викторин Арефьев - первый вятский социалист-революционер », *Вестник архивиста* (1), 2014, pp. 251-269.
- МЕДОВ Муса, « Терроризм: исторический путь и подлинная природа // Вестник экономической безопасности », *Вестник экономической безопасности*. (3), 2014, pp. 28-32.
- МЕЛЕХИН Владимир, « Кубань в судьбе революционера-народника А. М. Богомольца », *Теория и практика общественного развития* (12), 2012, pp. 324-326.

- МИХАЙЛИН С. Г., « Роль высшего целеполагания в подготовке социальных изменений (на материале русских народников) », *Наука и современность*, 2014, pp. 198-201.
- МОКШИН Геннадий, « Легальные народники и проблема государства как субъекта общественных преобразований », *Вестник ВГУ* (2), 2009, pp. 104-109.
- МОКШИН Геннадий, « Типология русской интеллигенции в публицистике легальных народников », *Вестник ВГУ* (1), 2007, pp. 52-62.
- МОСОЛКИН Сергей, « Создания образа “героя-террориста” в ходе политических процессов над эсерами в 1905 году », *Известия Саратовского университета. Новая серия* 13 (4), 2013, pp. 28-36.
- НИКИТЕНКО Анастасия, « Супружеские разъезды в браках российских народников и украинских народолюбцев (1870-1880-е гг.) », *Исторические, философские, политические и юридические науки, культурология и искусствоведение. Вопросы теории и практики* 64 (2), 2016, pp. 125-128.
- НИКИТЕНКО Анастасия, « Совместные брачные практики представителей украинского народолюбия и российского народничества (чета Ковалевских) », *Актуальные вопросы общественных наук: социология, политология, философия, история* 46 (5-6), 2015.
- НОСКОВ М. А., « Российский терроризм начала XX В. В восприятии властей и оппозиции », *Вестник Московского университета. Серия 8. История* (1), 2011, pp. 90-97.
- ПАЛАЗЯН Артюр, « Полицейский аппарат Российской империи начала XX В. В борьбе с экстремизмом и терроризмом: историко-правовой анализ », *Общество и право*. 47 (1), 2014, pp. 19-23.
- ПЕТРОВИЧЕВА Елена et ХАРИТОНОВ Сергей, « Проблемы взаимоотношений интеллигенции, общества и государства в работах писателя-народника И. Н. Харламова », *Вестник КГУ* (2), 2015, pp. 19-23.
- ПОЛЯКОВ Александр, « К вопросу о связях местных эсеровских комитетов Поволжья с центральными террористическими организациями Партии социалистов-революционеров », *Известия ПГПУ им. В. Г. Белинского* (27), 2012, pp. 905-909.
- ПОЛЯКОВ Александр, « Революционный терроризм в Пензенской губернии в 1905-1907 гг. (по материалам источников личного происхождения) », *Известия ПГУ им. В.Г. Белинского* (23), 2011, pp. 560-563.
- ПОНОМАРЕВ Евгений, « Политический терроризм в России во второй половине 19 века », *Общество и право* 42 (5), 2012, pp. 27-31.
- ПОРТНЯГИНА Наталья, « I государственная Дума в борьбе за власть: оценка революционного террора », *Вестник Ленинградского государственного университета им. А. С. Пушкина* 4 (3), 2013, pp. 140-150.
- ПРОТАСОВА Ольга, « Острое перо народника. Публицистика А. В. Пешехонова в меж революционный период (1907-1916 гг.) », *Вестник ТГУ* (5), 2010, pp. 104-108.
- ПУДОВКИН Сергей, « Социально-психологические аспекты в деятельности тамбовских народников в 1870-е гг. », *Вестник ТГУ* (12), 2009, pp. 338-344.
- РОГОВ Константин, « Процессы формирования марксизма в России », *Вестник КГПУ им. В.П. Астафьева* (2), 2008, pp. 31-36.
- РОГОВ Сергей, « Меры предупреждения распространения экстремистских идей и терроризма в России в XIX веке до 1917 года », *Пробелы в российском законодательстве* (1), 2012, pp. 254-256.
- САВЧЕНКО Виктор, « К причинам кризиса анархистского движения в Украине 1908-1909 гг. », *Интеллигенция и власть* (27), 2012, pp. 54-64.
- САФРОНОВА Юлия, « “Нигилист”, “Преступник”, “Недоучка”: образы террориста и их восприятие русским обществом, 1879-1881 гг. », *Вестник Пермского университета* 14 (2), 2010, pp. 37-49.
- СЕБЕЛЕВА А. В., « И. А. Салова и традиции народнической литературы », *МНКО* 11 (4), 2008, pp. 34-37.
- СЕМЕНКОВА Татьяна, « Историческая роль П. Л. Лаврова в создание концепции народников-

- пропагандистов в теории XIX века “Русский социализм”», *Новый взгляд. Международный научный вестник* (6), 2014, pp. 34-42.
- СЕМЕНОВ Е. Ф., «Некоторые проблемы исследования террора, терроризма и государственного терроризма в современной отечественной истории», *Вестник НГУ* 6 (1), 2007, pp. 125-134.
- СЕРОВ О. В. et РЯБОВ В. В., «Ретроспективный взгляд на движение революционных народников», *Вестник МГПУ* 9 (1), 2019, pp. 22-38.
- СИБИРЯКОВ Игорь, «Интеллигенция и террор: исторический опыт России начала XX века», *Интеллигенция и мир* (1), 2011.
- СИБИРЯКОВ Игорь, «Проблемы политического терроризма в России в начале XX века в отечественной дореволюционной и советской историографии», *Социум и власть* (1), 2011.
- СИБИРЯКОВ Игорь, «История политического террора в России в начале XX века в отечественной постсоветской историографии», *Вестник ЮУрГУ* 204 (28), 2010, pp. 65-70.
- СМЕРТИН А. Н., «Террор как метод политической борьбы в начале XX века», *Вестник Санкт-Петербургского университета МВД России* (4), 2007, pp. 62-67.
- СМИРНОВ А. Г., «Исследование творчества народного поэта Н. А. Некрасова», *Приволжский научный журнал* (2), 2015, pp. 227-230.
- СМИРНОВ Александр, «Евангельский социализм в русской публицистике в конце 1860-х начале 1870-х гг.», *Власть* (3), 2012, pp. 83-85.
- СОКОЛОВ И. М., «Предпосылки политического риска и меры по их минимизации в России (на примере событий 1900-1914 гг.)», *Мир современной науки* (6), 2011, pp. 20-23.
- СУХОВА Ольга, «Революционный терроризм в России конца XIX – начала XX века: историография, методология, факты», *Исторический вестник* 149 (2), 2012, pp. 136-173.
- ТАГАНОВ Л. Н., «Демон места: Сергей Нечаев в восприятии ивановцев», *Костромской гуманитарный вестник* 4 (2), 2012, pp. 59-62.
- ТРУХИН М. Д., «Идея учредительного собрания во взглядах членов революционной организации “Народная воля” Л. А. Тихомирова и Н. А. Морозова», *Вестник МГОУ* (3), 2014, pp. 88-98.
- ТЮКАЧЕВ Николай, «Борьба революционеров против самодержавного государства в воспоминаниях народников», *Вестник ВятГУ* (2-5), 2011, pp. 44-48.
- ФЕДОРОВ А. В., «Революционный террор в российской империи: к истории развития политического экстремизма», *Перспективы науки* 67 (4), 2015, pp. 180-184.
- ФЕДОТОВА В. Г., «Экономика в российской общественной мысли», *Философские науки* (11), 2009, pp. 59-73.
- ФОКЕЕВ А. Л. et ЧЕБОТАРЕВА Е. Г., «Демократическая очеркистика 1860-х годов и народническая литература (традиции и преемственность)», *Вестник ВятГУ* (4), 2009, pp. 131-134.
- ФОКИНА Мадина et БАСКАКОВА Наталья, «Отражение особенностей языка писателей-народников в современных лексикографических изданиях», *Проблемы истории, филологии, культуры* 45 (3), 2014, pp. 66-68.
- ЦЫМИРИНА Т. В., «Декабристы и народники о казачестве», *Альманах современной науки и образования* 13 (6), 2008, pp. 205-207.
- ЧЕБОТАРЕВА Е. Г., «Проза писателей-народников как художественное явление 1870-х гг.», *Гуманитарные исследования. Журнал фундаментальных и прикладных исследований* (4), 2008, pp. 152-158.
- ЧУДИНОВ Сергей, «Аберрации совести в революционном народничестве (на примере эсеровского терроризма)», *Вестник Томского государственного университета* (381), 2014.
- ШАШКОВА Ярослава, «Политическая пропаганда как средство мобилизации масс в теории

- революционных народников 60-70-х гг. XIX в.», *Известия Алтайского государственного университета* (4), 2000, pp. 19-23.
- ШАШКОВА Ярослава, « Народники 60-70-х гг. XIX В. О моральном облике члена социально-революционной партии », *Известия АлтГУ* (4), 1999, pp. 47-51.
- ШАШКОВА Ярослава, « Революция и террор: к вопросу об отношении революционных народников 60-70-х гг. XIX В. К террору как методу деятельности революционной партии », *Известия АлтГУ* (3), 1998, pp. 38-43.
- ШОЛОМОВА Татьяна, « Национальный вопрос в истории русского терроризма XIX века », *Известия РГПУ им. А. И. Герцена* (10), 2005.
- История наказаний в России; История российского терроризма*, Москва, Голос, 1995.

Table des matières

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION.....	3
Lumières et libéralisme	3
A. POLITIQUE OFFENSIVE DE LA MONARCHIE ABSOLUE	7
1. <i>Despotisme éclairé et modernisation</i>	7
Moderniser à tout prix	7
Lumières et despotisme éclairé.....	8
Lumières et société civile	9
Terreur et terrorisme.....	11
2. <i>Autocratie et glasnost</i>	13
Moderniser sans réformer.....	13
Speranski et glasnost.....	14
Araktcheïevchtchina et les Décembristes.....	16
3. <i>Autocratie et zakonnost (légalité)</i>	23
Réformer l'État par l'État lui-même.....	25
4. <i>Identité et narodnost</i>	33
Changement de repères	33
Aux sources de la slavophilie.....	35
Négation et scepticisme	39
Négation et conciliation.....	42
La Lettre à Gogol.....	47
L'héritier des décembristes	49
Pas de réformes sans glasnost.....	51
5. <i>Promotion du libéralisme</i>	57
Autocratie et Servage en question	57
Possession ou propriété	62
6. <i>Populisme et nihilisme</i>	65
L'ère des proclamations.....	65
Zemlia i Volia et le populisme.....	70
Tyrannicide et terrorisme	72
7. <i>Nihilisme et terrorisme</i>	75
Les réformateurs, libéraux et slavophiles.....	76
Le catéchisme du révolutionnaire	86
La Volonté du peuple et Alexandre II.....	90
B. PHASE DEFENSIVE DE LA MONARCHIE ABSOLUE	95
8. <i>Réaction politique et essor économique</i>	95
Les conservateurs et la réaction politique.....	96
Les financiers et l'essor économique.....	97
<i>Tableau 1 : population en Russie entre 1858 et 1913.....</i>	101
<i>Tableau 2 : chemins de fer construits en Russie entre 1869 et 1913</i>	101
9. <i>Terrorisme et libéralisme</i>	103
Révolution et terrorisme, le SPR.....	103
<i>Tableau 3 : attentats perpétrés entre 1901 et 1905.....</i>	109
Le Dimanche rouge.....	109
Libéralisme et terrorisme	113
Stolypine, terrorisme et perestroïka.....	121
<i>Tableau 4 : propriété de la terre en Russie entre 1917 et 1929.....</i>	125
<i>Tableau 5 : l'échec de la modernisation.....</i>	126
<i>Tableau 6 : victimes du terrorisme entre 1905 et 1910</i>	127
<i>Tableau 7 : le terrorisme entre 1905 et 1906. Actes criminels ou de brigandage</i>	127
<i>Tableau 8 : rapport de Karl Liebknecht sur les répressions en Russie (1825-1910)</i>	128
CONCLUSION.....	131
ANNEXE	135
<i>Du nihilisme au terrorisme : « Tourgueniev, Herzen et Bazarov : la paix ou la guerre ? ».....</i>	135
<i>Bibliographie (Tourgueniev, Herzen et Bazarov : la paix ou la guerre ?)</i>	145
INDEX	147
BIBLIOGRAPHIE	153
<i>Sources primaires</i>	153
Œuvres complètes.....	153

Documents, articles, revues en russe	153
Textes, essais en français	154
<i>Sources secondaires</i>	155
Articles, ouvrages	155
TABLE DES MATIERES.....	163